



LOGISTEC

Bâtir notre avenir

RAPPORT ANNUEL 2018





FIABILITÉ



ALLER PLUS LOIN



IMAGINATION



PÉRENNITÉ

Nos valeurs

« La réussite de la famille LOGISTEC s'appuie sur ses valeurs fondamentales que sont la fiabilité, l'imagination, le besoin de toujours aller plus loin et la pérennité. Ces valeurs sont au cœur des décisions et des mesures que nous prenons pour assurer un avenir meilleur. »

Miser sur notre riche patrimoine pour assurer un avenir encore meilleur



L'année 2018 a été marquée par de nombreux changements et une somme de travail colossale chez LOGISTEC. En ce début d'année 2019, nous nous réjouissons de souligner le 50^e anniversaire du premier appel public à l'épargne de la Société.

Depuis 1969, nous avons réalisé un parcours tout à fait unique, ouvrant la voie à la prochaine génération et aux suivantes pour qu'elles atteignent de nouveaux sommets dans tout ce qu'elles entreprennent.

À l'occasion du 50^e anniversaire du premier appel public à l'épargne (« PAPE ») de LOGISTEC, nous sommes déterminés à renforcer notre engagement en matière de croissance en misant sur un investissement soutenu dans nos gens. Notre force est profondément ancrée dans leur ingéniosité et leur esprit d'initiative, et ils ont une occasion unique de relever aujourd'hui de grands défis et d'élaborer des solutions adaptées aux besoins de demain.

MOT DE LA PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION

Au fil de notre croissance, l'une de mes plus importantes responsabilités est d'assurer l'avenir de la famille LOGISTEC en continuant de renforcer notre équipe de direction. J'ai la chance de travailler avec des gens hautement compétents qui ont la capacité de garder une vue d'ensemble, qui partagent les mêmes valeurs, qui mettent à contribution leurs connaissances sectorielles hors pair et qui sont animés par le désir de repousser les limites. En ce moment charnière, nous avons besoin d'une équipe de direction dynamique qui saura exécuter notre stratégie et saisir les occasions stimulantes qui se présenteront sur le marché. C'est donc avec fierté que je vous présente plusieurs des principaux membres de l'équipe « **LEADERS SUR LE TERRAIN** » qui uniront leurs efforts pour propulser LOGISTEC vers une autre étape importante.

LEADERS SUR LE TERRAIN

Au cours de la dernière année, Rodney Corrigan a joué un rôle déterminant dans l'acquisition stratégique de Gulf Stream Marine, Inc. (« GSM ») et de Pate Stevedore Company, Inc. (« Pate ») situées sur la côte américaine du golfe du Mexique. Sa quête constante d'excellence opérationnelle est fondée sur une approche axée sur la sécurité et l'efficacité optimales des activités. Rodney a toujours su se concentrer sur les enjeux les plus cruciaux, ce qu'il fait d'autant plus en cette période d'intégration importante.



« L'excellence opérationnelle repose bien entendu sur l'agilité et la réactivité, mais aussi sur l'évaluation constante des façons dont nous pouvons renforcer notre organisation et mieux travailler, en étroite collaboration avec nos clients et nos partenaires de la chaîne d'approvisionnement. »

— RODNEY CORRIGAN
PRÉSIDENT
LOGISTEC ARRIMAGE INC.



«Sous la direction audacieuse de Madeleine Paquin, notre équipe a pour tâche de mener à bien des initiatives tout aussi audacieuses!»

— KEVIN BOURBONNAIS
*PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION, GSM
VICE-PRÉSIDENT, PROJETS SPÉCIAUX
LOGISTEC CORPORATION*

L'acquisition de GSM nous a permis de tirer parti d'un bassin de gens très talentueux. Kevin Bourbonnais, président et chef de la direction de GSM et vice-président, projets spéciaux de LOGISTEC Corporation, a insufflé une nouvelle énergie à notre secteur d'activité et il possède des connaissances et une expérience qui lui valent le respect de ses clients, de ses pairs et de ceux qui travaillent avec lui. Kevin travaille en étroite collaboration avec ses collègues de la famille LOGISTEC, sa mission principale consistant à cultiver un éventail important d'occasions de croissance.

ACCROÎTRE NOS FORCES GRÂCE À L'INTÉGRATION

L'acquisition de GSM et de Pate a permis à LOGISTEC de jeter des bases solides pour sa croissance future. Nous en constatons déjà les retombées positives et continuerons de prendre appui sur elles. Nous tirons parti des synergies issues de l'acquisition de ces entreprises pour offrir à nos gens davantage de possibilités de perfectionnement, favoriser une meilleure collaboration et mettre en commun les pratiques exemplaires.

NOS RÉSULTATS FINANCIERS DE 2018

Les produits de LOGISTEC se sont établis à 584,9 millions \$, par rapport à ceux de 2017 qui s'élevaient à 475,7 millions \$. Cette hausse de 109,1 millions \$, ou 22,9 %, est essentiellement attribuable à nos services maritimes.

En 2018, le BAIIA a atteint 64,2 millions \$, contre 74,7 millions \$ en 2017. Cette baisse s'explique surtout par la faible performance de FER-PAL, filiale détenue à 51 % par LOGISTEC Services environnementaux inc. («LOGISTEC Services environnementaux»), qui effectue l'installation de notre technologie de réhabilitation des conduites d'eau Aqua-Pipe partout au Canada (sauf au Québec) et dans le Midwest des États-Unis.

Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société s'est chiffré à 18,1 millions \$, ce qui représente une diminution comparativement à celui de 27,4 millions \$ en 2017. Cette diminution découle surtout d'une perte de valeur de 6,8 millions \$ inhérente à notre terminal de logistique portuaire en Virginie et de la perte importante enregistrée par FER-PAL. Les charges liées aux transactions, à l'intégration, à la transformation ainsi que les charges financières ont également eu une incidence négative sur nos résultats.

Si nous faisons abstraction du faible résultat présenté par FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), notre entreprise partenaire, les services maritimes et Sanexen Services Environnementaux inc. (« Sanexen ») ont tous deux fait bonne figure. De plus, nous sommes optimistes quant aux acquisitions effectuées en 2018, liées à nos activités de manutention de marchandises, GSM et Pate. Nous bâtissons l'avenir sur nos réalisations actuelles et, compte tenu de ce que nous avons accompli cette année, il y a lieu d'être optimistes. Notre équipe a permis d'inscrire, en 2018, des résultats financiers et opérationnels robustes malgré certains défis du marché.

Services maritimes

RÉSEAU DE TERMINAUX

L'équipe responsable de la manutention de marchandises s'est montrée à la hauteur, ce qui s'est traduit par des volumes et des produits record au cours de l'exercice. Du côté de notre réseau en pleine expansion, nos activités ont tiré parti des volumes plus élevés de marchandises en vrac, qui englobent notamment le minerai de fer, le sel et la biomasse, et les marchandises diverses, en particulier l'acier et les marchandises liées à des projets.



« Nous disposons maintenant d'un réseau portuaire qui offre à nos clients des solutions clés en main pour assurer la compétitivité de leurs chaînes d'approvisionnement. »

— TRIP BAILEY
VICE-PRÉSIDENT, OPÉRATIONS, ÉTATS-UNIS
LOGISTEC USA INC.



« Avoir le courage de saisir les occasions importantes permet de tirer le maximum de toute situation. Grâce à l'expansion remarquable de notre réseau de terminaux, nous sommes prêts à élargir et à renforcer notre présence dans nos principaux pôles stratégiques. »

— MICHEL MIRON
VICE-PRÉSIDENT, OPÉRATIONS
LOGISTEC ARRIMAGE INC.

Le fait marquant de 2018 a sans contredit été l'acquisition et l'intégration de GSM et de Pate, qui ont permis d'inscrire des produits combinés supplémentaires de plus de 100 millions \$ au portefeuille de terminaux de manutention de marchandises de LOGISTEC. Nos équipes, ainsi regroupées, ont gagné en force et leurs compétences sont mises à profit dans l'ensemble du réseau pour optimiser notre expertise opérationnelle et notre rayonnement commercial. Notre réseau de terminaux, de quelque 60 terminaux situés dans 37 ports en Amérique du Nord, s'est taillé une place importante sur la côte américaine du golfe du Mexique, région qui présente de manière générale la plus forte croissance en Amérique du Nord au chapitre des marchandises diverses. Le secteur de l'énergie est vaste et florissant, et nous sommes déterminés à trouver des solutions efficaces adaptées à l'accroissement de notre clientèle.

Les activités liées à nos terminaux aux États-Unis, notamment ceux axés sur la manutention des marchandises en vrac, ont généré de bons résultats à Brunswick (GA), à Port Manatee (FL), à Port Redwing (FL) et à Cleveland (OH). Les activités au Canada ont elles aussi été à la hauteur. Les terminaux situés à Montréal (QC) ont été particulièrement achalandés au cours de l'exercice. Nos activités de manutention liées aux conteneurs ont affiché une augmentation des volumes de 13 % par rapport à ceux de 2017. Nous avons allongé les heures d'accès aux portails d'entrée et de sortie pour satisfaire les besoins des clients qui ont recours aux conteneurs, de même qu'élargi nos bassins de main-d'œuvre pour répondre à la hausse des volumes. En prévision de la croissance attendue en 2019 et ultérieurement, nous lancerons sous peu la phase 2 du terminal à conteneurs Viau qui facilitera le traitement du volume croissant des conteneurs.

En raison du tonnage manutentionné record, le port de Montréal a annoncé qu'il prévoyait devancer la réalisation de son projet de terminal à conteneurs à Contrecoeur. Les membres de notre équipe sont heureux de pouvoir collaborer étroitement, au cours des prochaines années, avec le port de Montréal ainsi qu'avec nos clients et nos partenaires du domaine des terminaux, pour accroître la capacité de manutention de conteneurs du port.

Les activités de manutention de marchandises en vrac et générales au port de Montréal ont également connu une excellente année, compte tenu des volumes record de marchandises liées à des projets et d'autres marchandises manutentionnées. Nos trois sites ont traité près de 5 millions de tonnes de marchandises en vrac, auxquelles s'est ajouté l'important volume des marchandises liées au projet du nouveau pont Champlain.

Les autres terminaux au Canada se sont également bien tirés d'affaire, notamment dans la région des Grands Lacs, où nous avons manutentionné des volumes d'acier plus élevés.

Nous demeurons à l'affût d'occasions susceptibles d'élargir notre réseau de terminaux en vue de servir notre clientèle à une échelle toujours plus étendue en Amérique du Nord.

TRANSPORT MARITIME CÔTIER

Les activités liées au transport maritime, exercées par l'entremise d'une coentreprise détenue par nos partenaires The North West Company et Makivik Corporation, ont connu une année record en 2018, tant sur le plan du volume que des produits et des résultats. Toujours en 2018, nous avons exploité cinq navires et effectué 16 voyages vers des collectivités ou des complexes miniers.



Nous envisageons avec optimisme l'année 2019 et les suivantes, en raison des volumes croissants pour le compte du gouvernement du Nunavut et de l'expansion des collectivités et des complexes miniers. Nous allons rajeunir notre flotte en 2019 en remplaçant deux navires moins récents.

AGENCES MARITIMES

Nos activités liées aux agences maritimes ont affiché de bons résultats au cours de l'exercice 2018. Nos agences ont offert leurs services à un nombre grandissant de croisiéristes du fleuve Saint-Laurent et ont pour la première fois étendu leurs services à la côte ouest, tout en maintenant un bassin stable et solide d'exploitants de navires et d'armateurs dans l'est du Canada.



« En 2018, nous avions pour priorité d'adopter une approche beaucoup plus disciplinée en matière de gestion de projets. Nous récolterons les fruits de nos efforts au fil des années à venir, à mesure que nous entreprendrons des projets environnementaux de plus en plus complexes. »

— ÉRIC SAUVAGEAU
VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.

Services environnementaux

Le secteur des services environnementaux a enregistré des résultats globaux décevants, affichant une baisse des produits et une perte de 0,4 million \$. Bien que Sanexen ait obtenu de meilleurs résultats, FER-PAL a connu un exercice très difficile marqué par une baisse des produits et une perte importante. En outre, nous avons engagé des coûts importants liés à nos objectifs transformationnels. Alors que nous structurons nos activités de manière à en favoriser la croissance, nous désirons réunir nos secteurs des services environnementaux et maritimes au sein d'une seule et même plateforme de ressources au siège social. En outre, nous prévoyons combiner les réseaux commerciaux, l'information commerciale, les services financiers, les ressources humaines, les technologies de l'information, les communications et les ressources juridiques. Cela s'est traduit par une augmentation des coûts non récurrents engagés en vue d'optimiser l'organisation pour qu'elle génère de la croissance. Nous avons également engagé des frais d'intérêts plus élevés attribuables au coût des acquisitions.

Nous demeurons optimistes à l'égard de nos services environnementaux. Sanexen est un chef de file parmi les fournisseurs de solutions environnementales au Québec, et malgré le ralentissement observé en 2018 dans les activités de restauration de sites, nous avons bon espoir d'obtenir un meilleur carnet de commandes en 2019, considérant l'accroissement des investissements effectués dans les infrastructures à l'échelle du Canada.

RESTAURATION ET AUTRES SOLUTIONS

Les spécialistes du groupe des services environnementaux œuvrent sous la direction d'Éric Sauvageau. Éric est passionné de notre entreprise et il est déterminé à en améliorer la performance, à proposer des solutions créatives et à mettre en œuvre des pratiques exemplaires pour améliorer nos méthodes de travail et créer de la valeur pour l'avenir.

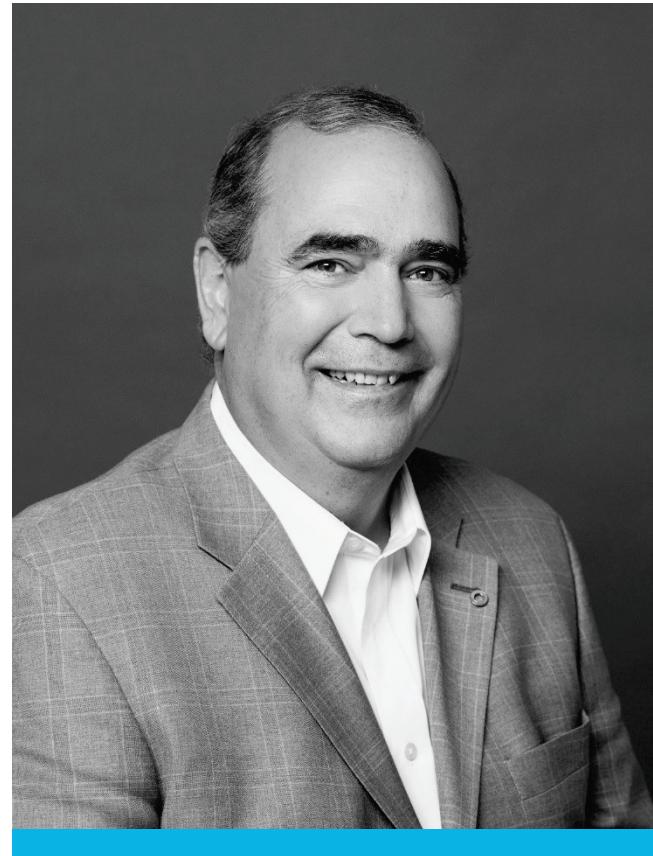
L'an dernier, les membres de l'équipe d'Environnement ont entrepris un certain nombre de projets en plusieurs phases qui s'échelonneront sur les prochaines années et créeront davantage d'occasions de croissance. Un projet pilote de dragage à Pictou (NS) nous a été attribué. Le projet de remise en état de Boat Harbour constitue le plus vaste projet environnemental de l'histoire de la province. Nous travayillons également à la réhabilitation d'une carrière abandonnée à Boucherville (QC). Le projet Carrière Rive-Sud générera des produits pendant les sept prochaines années.

Considérant l'économie régionale vigoureuse de la Colombie-Britannique et le nombre croissant de mégaprojets liés au gaz naturel liquéfié (« GNL ») qui y verront bientôt le jour, Sanexen a ouvert un nouveau bureau à Kitimat (BC), où elle collaborera étroitement avec les collectivités et les groupes autochtones et participera au vaste développement industriel sur la côte nord de la Colombie-Britannique.

TECHNOLOGIE DE L'EAU

En 2018, notre solution Aqua-Pipe a été déployée dans près de 200 kilomètres de conduites d'eau potable au Québec et au Canada. À Montréal, le plus grand réseau d'aqueduc du Canada présente des fuites qui entraînent la perte de plus de 165 millions de mètres cubes d'eau, ce qui représente en moyenne 20 bris par kilomètre de conduites. Pour remédier à la situation, la Ville de Montréal effectue des investissements judicieux et met en œuvre un plan pluriannuel complet de gestion des actifs, lequel rend l'avenir prometteur sur le plan de la croissance de la solution Aqua-Pipe.

L'automne dernier, Sanexen a été très heureuse de recevoir une subvention de 1 million \$ de la part de Technologies du développement durable du Canada. Ce financement permettra à Sanexen de peaufiner la technologie de réhabilitation structurale sans couture unique d'Aqua-Pipe pour en accroître la solidité et lui conférer une résistance sismique sans précédent au sein de l'industrie.



« Notre priorité consiste à soutenir nos clients d'Amérique du Nord en leur proposant des technologies novatrices comme Aqua-Pipe, alors qu'ils s'apprêtent à faire face aux défis associés au renouvellement du réseau national de distribution d'eau. »

— BENOÎT CÔTÉ
PRÉSIDENT
SANEXEN WATER, INC.

Nos activités liées à Aqua-Pipe aux États-Unis sont toujours assujetties à certains défis que pose ce marché. De nombreuses villes, municipalités et districts de distribution d'eau en sont encore à l'étape de définir leur programme d'infrastructures d'approvisionnement en eau en vue de planifier les améliorations et les investissements importants requis à l'égard des immobilisations. D'ici trois à cinq ans, une somme de 200 milliards \$ devra être investie dans les conduites d'eau potable, et ce, uniquement pour respecter les normes actuelles en matière de protection de l'environnement et répondre aux exigences liées à la santé publique. L'équipe d'Aqua-Pipe profite de cette période pour bâtir et nourrir des relations solides avec différents groupes du gouvernement, des municipalités et des collectivités. Ainsi, en prenant part aux discussions et à la planification, nous serons bien présents à l'esprit des décideurs en tant que spécialistes de la réhabilitation de conduites d'eau lorsque le feu vert sera donné aux programmes essentiels d'infrastructures.

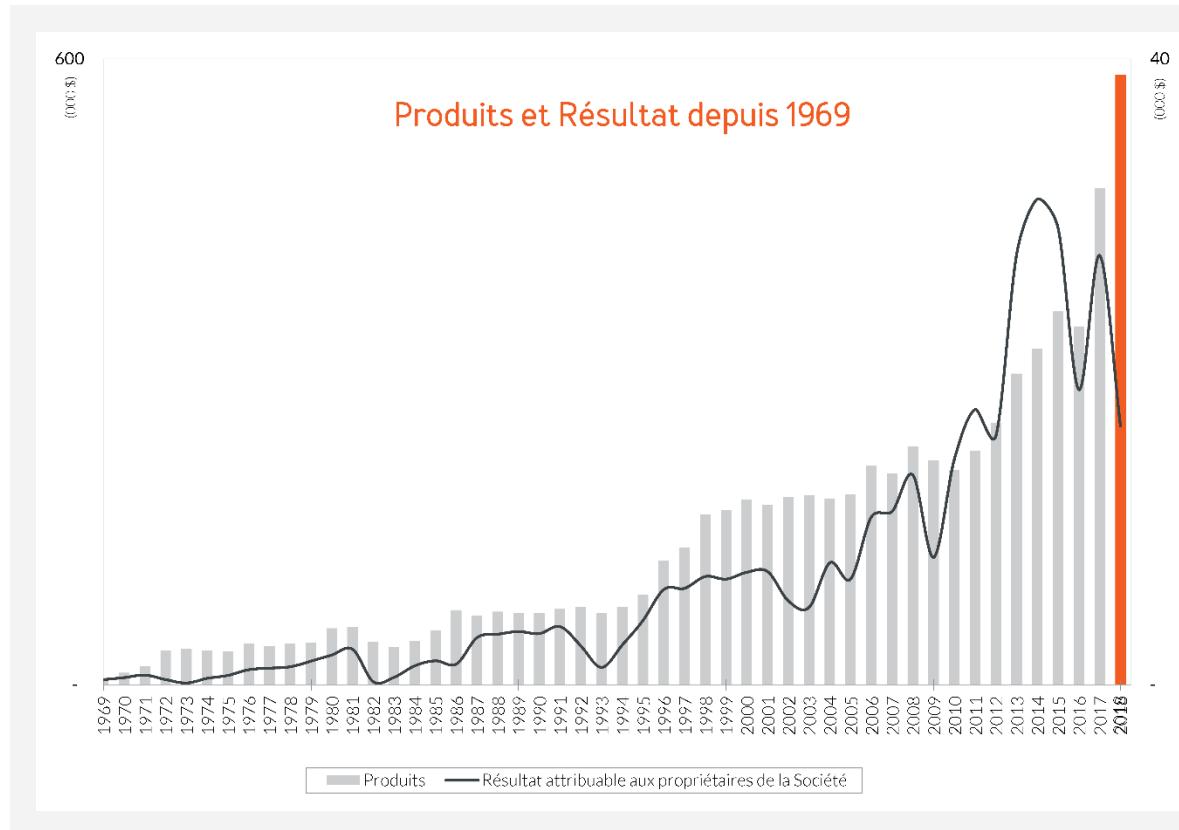
En 2018, notre équipe a pénétré un nouveau domaine de façon significative, aidant des municipalités à régler les problèmes de conduites d'alimentation en eau potable contenant du plomb. Pour s'y faire, Sanexen a recours à deux méthodes. Nous pouvons soit remplacer les conduites par un procédé d'excavation spécialisé, soit les gainer au moyen de notre technologie exclusive appelée Neofit. Au Québec, en 2018, l'équipe de Sanexen a remplacé quelque 2 000 conduites en plomb, et pour l'année à venir, nous avons déjà des commandes dans le nord-est du continent, où sont situées la plupart des conduites de ce type. L'urgence d'agir face à la contamination de l'eau par le plomb s'est intensifiée au cours de la dernière année, en particulier aux États-Unis. Un nouveau règlement y a été adopté pour éliminer le plomb de l'eau potable et préserver la qualité de celle-ci. On estime que plus de 500 000 conduites d'alimentation en plomb devront être remplacées et/ou gainées au cours des prochaines années. Le gouvernement américain a débloqué des fonds fédéraux, et les municipalités désirent vivement protéger leurs résidents des conduites en plomb. Sanexen est

bien positionnée pour participer à ce marché important.

Notre grand défi en 2018 a été FER-PAL, qui agit à titre d'installateur autorisé d'Aqua-Pipe en Ontario, dans l'est et l'ouest du Canada (sauf au Québec) ainsi que dans le Midwest américain et la région des Grands Lacs. LOGISTEC Services environnementaux a acquis une participation de 51 % dans FER-PAL en 2017 et il y a des options visant l'acquisition de la participation résiduelle au cours des cinq prochaines années, à un prix déterminé en fonction d'un multiple du résultat. En 2018, les produits ont souffert d'un faible carnet de commandes au début de l'exercice, et d'un début tardif des activités attribuable aux conditions météorologiques, au retard des octrois de contrats et à d'autres restrictions à Toronto (ON). Par ailleurs, la mauvaise exécution de nombreux projets s'est soldée par une rentabilité inférieure. Nous travaillons sans relâche pour rétablir la performance financière de FER-PAL, faire un meilleur suivi de la rentabilité et améliorer la livraison des projets. Forts d'un solide carnet de commandes, nous sommes convaincus de pouvoir améliorer l'exécution des projets et d'opérer un retour à la rentabilité en 2019.

Niedner continue d'offrir un large éventail de boyaux tissés distinctifs. Notre équipe de Coaticook (QC) a affiché une solide performance encore cette année au chapitre de la fabrication de boyaux tissés destinés à nos services de réhabilitation liés à Aqua-Pipe, ainsi qu'au marché de la lutte contre les incendies et à l'industrie énergétique.

LA VOIE À SUIVRE



La Société célèbre sa 50^e année en tant qu'entreprise ouverte, et je suis extrêmement fière de la résilience de notre organisation. Il y a plus de 50 ans, nous formions une entreprise québécoise dont la totalité des produits était générée au Québec, dans le secteur des services maritimes. Nous sommes à présent un joueur incontestable du marché nord-américain jouissant d'une combinaison idéale d'entreprises et de marchés en pleine expansion. Une période stimulante nous attend. Grâce à un programme stratégique clair, sous la gouverne d'une équipe de direction dynamique, je suis persuadée que nous continuerons à renforcer notre position unique.

Chez les jeunes talents qui commencent tout juste leur carrière au sein de notre famille, certains appartenant même à la deuxième génération depuis celle de nos vétérans les plus expérimentés, je perçois une volonté commune de réaliser de grandes choses au travail et dans nos collectivités. Que ce soit sur les quais, sur le site d'un projet, sur une rue achalandée, ou dans

nos bureaux, nous avons tous à cœur de faire progresser LOGISTEC. C'est cet état d'esprit qui nous permet de nous distinguer dans l'industrie, et c'est aussi grâce à lui que notre leadership est reconnu.

« Très peu d'organisations peuvent affirmer avoir dégagé des profits substantiels chaque année depuis 50 ans. Nous l'avons fait! Continuons de bâtir ensemble un avenir prometteur. »

(signé) Madeleine Paquin

— MADELEINE PAQUIN, C.M.
PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION
LOGISTEC CORPORATION

Faits saillants

2018

La performance de LOGISTEC a été à nouveau soutenue par une forte croissance des produits.

584,9\$

MILLIONS DE PRODUITS

23%

DE HAUSSE PAR RAPPORT AUX 475,7 MILLIONS \$ EN 2017

BAIIA

64,2\$

MILLIONS

RÉSULTAT ATTRIBUABLE AUX PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ

18,1\$

MILLIONS



Former nos prochains leaders

« Chez LOGISTEC, le talent est une priorité stratégique. »

Donner à la prochaine génération de leaders les moyens de réussir constitue une priorité pour la famille LOGISTEC. Nous ne ménageons aucun effort en ce sens. La clé consiste à procurer à nos jeunes talents la flexibilité et les occasions dont ils ont besoin pour se dépasser. De fait, quelques-unes des meilleures idées émises émanent des esprits les plus jeunes et les plus brillants de notre réseau. Nous encourageons ces jeunes esprits à partager leurs idées et à remettre en question le statu quo.

En 2018, notre équipe des ressources humaines a joué un rôle important dans l'accueil de nouvelles recrues talentueuses et a aussi participé activement aux efforts d'intégration continus déployés auprès de nos nouveaux collègues. Nous avons fourni à notre équipe de direction le soutien nécessaire en cette période de croissance rapide grâce à une variété de programmes et d'initiatives.



« Nous sommes très fiers de former nos jeunes talents, et de leur permettre de réaliser leur plein potentiel pour véritablement changer les choses au sein de la Société comme dans nos collectivités. »

— STÉPHANE BLANCHETTE, CRHA
VICE-PRÉSIDENT, RESSOURCES HUMAINES
LOGISTEC CORPORATION

Notre équipe a également travaillé en étroite collaboration avec notre chef de la direction afin d'améliorer notre programme de gestion des talents, BÂTIR NOTRE AVENIR. Nous avons évalué, dans notre famille, les compétences de plus de 600 personnes de différents échelons, notamment de jeunes talents émergents, des gestionnaires de projets et des surintendants aguerris, ainsi que des hauts dirigeants. Nous prévoyons affecter nos jeunes talents à différentes initiatives clés de la Société afin qu'ils puissent contribuer à faire progresser l'organisation.

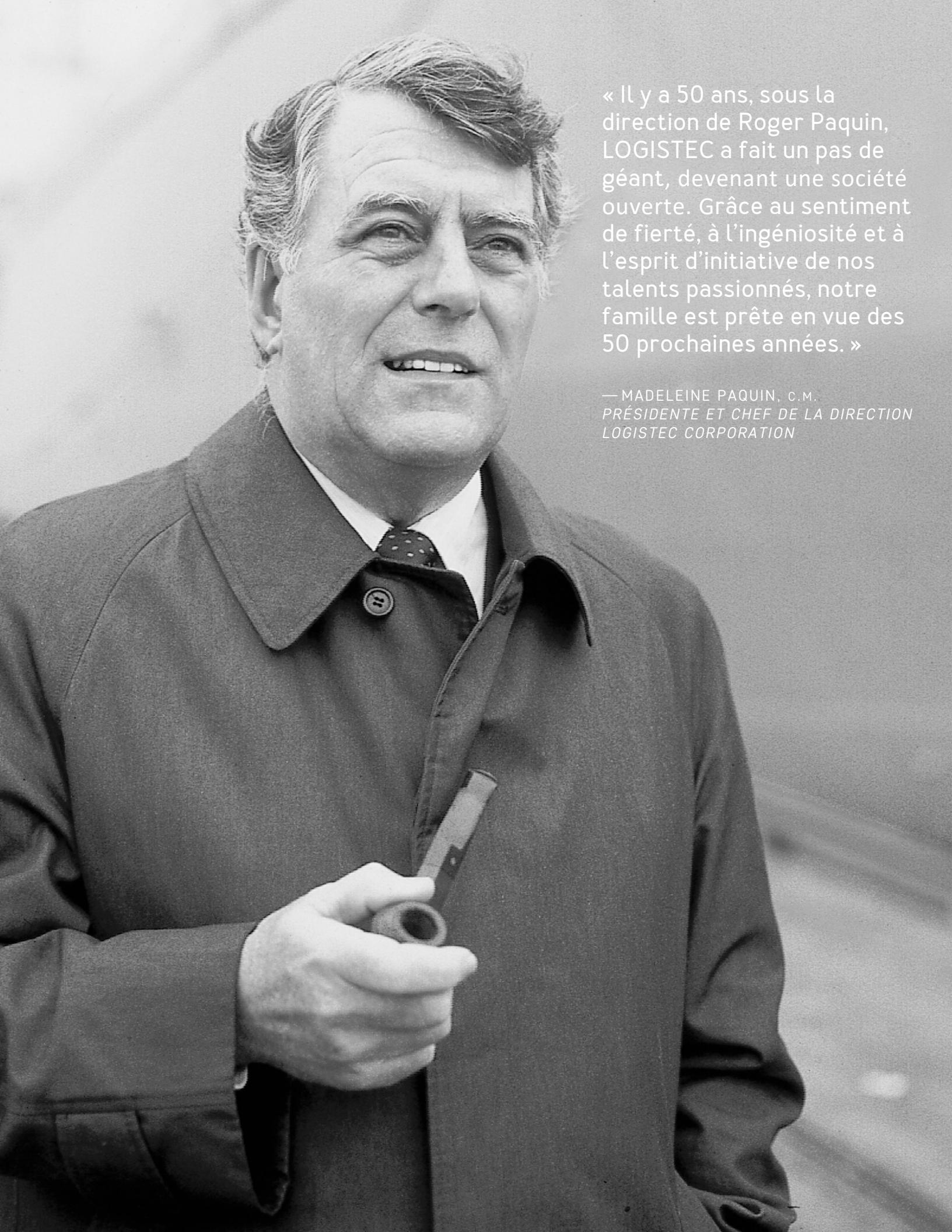
BÂTIR UN AVENIR SÉCURITAIRE

Notre réussite future reposera sur les mesures que nous prenons chaque jour, dès aujourd'hui. Aucune d'elles n'est plus importante que celles liées à la sécurité. Nos initiatives de formation permettent à la fois de renforcer cette culture et d'enrichir les compétences et le savoir-faire de nos nouveaux talents. Nous continuerons à offrir le leadership et le soutien requis pour assurer un niveau de sécurité élevé. En outre, nous saluerons le mérite des leaders et des équipes qui se seront dépassés dans leur recherche d'excellence en matière de sécurité en leur décernant un nouveau prix, créé à la mémoire de notre collègue Mitchell. Le prix de leadership en sécurité Mitchell Daudier sera décerné à ceux et celles qui, comme l'a fait Mitchell lorsqu'elle agissait à titre de directrice, santé, sécurité et environnement pour LOGISTEC, font de la sécurité leur mission quotidienne, et cherchent constamment des façons novatrices de l'inscrire dans tout ce que nous faisons.

NOTRE PARCOURS DE CROISSANCE

Nous avons une occasion sans pareille de soutenir nos leaders sur le terrain grâce à des initiatives judicieuses visant à accroître notre excellence opérationnelle et nos efforts commerciaux. Ces initiatives nous permettront de poursuivre les progrès accomplis en 2018.





« Il y a 50 ans, sous la direction de Roger Paquin, LOGISTEC a fait un pas de géant, devenant une société ouverte. Grâce au sentiment de fierté, à l'ingéniosité et à l'esprit d'initiative de nos talents passionnés, notre famille est prête en vue des 50 prochaines années. »

— MADELEINE PAQUIN, C.M.
*PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION
LOGISTEC CORPORATION*

Une véritable histoire de réussite canadienne

L'année 2019 marque le 50^e anniversaire du premier appel public à l'épargne (« PAPE ») de LOGISTEC. Il s'agit bien d'une des histoires de réussite les plus inspirantes au Canada. Les réalisations de LOGISTEC depuis son PAPE ont été tout à fait phénoménales.

Le parcours de LOGISTEC a de particulier l'expansion rapide de son réseau de terminaux et son entrée réussie dans le secteur des services environnementaux. Tout en élargissant notre réseau de terminaux et en rehaussant notre expertise sur le plan environnemental, nous demeurons à l'affût des occasions de croissance soutenue et favorisons l'innovation dans l'ensemble de nos domaines de compétences.

MOMENTS MARQUANTS DE NOTRE HISTOIRE

1952

Constitution de Quebec Terminals Ltd., société établie à Québec, spécialisée dans les activités liées à l'arrimage et aux agences portuaires.

1969

Quebec Terminals Ltd. devient Logistec Corporation. Le PAPE génère un produit de quelque 2 millions \$. Il s'agit d'un des PAPE effectué par une entreprise de taille moyenne au Québec.

1971-1972

LOGISTEC fait l'acquisition des actifs de Eastern Canada Stevedoring Co., la plus importante société d'arrimage du Canada, et relocalise son siège social à Montréal.

1988

LOGISTEC renforce son engagement à l'égard des activités liées aux conteneurs à la suite de l'inauguration des installations de Terminal Termont inc.

1990

LOGISTEC pénètre le marché américain par l'intermédiaire de sa coentreprise Baltimore Forest Products Terminal (BalTerm).

1992

LOGISTEC devient l'actionnaire majoritaire de Sanexen, entreprise spécialisée dans la décontamination.

1993

LOGISTEC intègre le marché des marchandises en vrac à la suite de l'acquisition de Terminal Maritime Contrecoeur.

2009

Sanexen solidifie sa position relativement à la nouvelle technologie Aqua-Pipe, faisant l'acquisition d'équipement de production pour ses principales composantes.

2018

LOGISTEC poursuit l'expansion de ses activités sur la côte américaine du golfe du Mexique grâce à l'acquisition stratégique de GSM et de Pate.

FAITS SAILLANTS 2018

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)	2018	2017	2016	2015	2014	Variation 18-17 %	Variation 18-14 %
Résultats financiers							
Produits	584 878	475 743	343 326	358 008	322 220	22,9	81,5
BAIIA ⁽¹⁾	64 177	74 741	42 034	56 321	55 557	(14,1)	15,5
Résultat de l'exercice ⁽²⁾	18 060	27 426	18 858	29 142	31 037	(34,2)	(41,8)
Situation financière							
Total de l'actif	637 103	513 539	355 860	328 415	286 987	24,1	122,0
Fonds de roulement	82 284	70 196	75 745	71 717	58 992	17,2	39,5
Dette à long terme (incluant la tranche courante)	163 297	83 404	60 325	32 079	29 268	95,8	457,9
Capitaux propres ⁽²⁾	262 198	228 574	201 383	189 413	163 501	14,7	60,4
Données par action⁽³⁾⁽⁴⁾							
Résultat de l'exercice ⁽²⁾ (\$)	1,38	2,11	1,48	2,34	2,46		
Capitaux propres ⁽²⁾ (\$)	19,96	17,56	15,77	15,20	12,96		
Actions en circulation, sur une base diluée (moyenne pondérée en milliers)	13 135	13 016	12 768	12 458	12 617		
Cours aux 31 décembre							
Actions ordinaires de catégorie A (\$)	40,86	44,04	38,00	44,01	49,00		
Actions subalternes à droit de vote de catégorie B (\$)	43,27	44,75	35,10	38,00	41,00		
Dividendes déclarés par action							
Actions ordinaires de catégorie A ⁽⁵⁾ (\$)	0,3465	0,3150	0,3000	0,2750	0,9800		
Actions subalternes à droit de vote de catégorie B ⁽⁵⁾ (\$)	0,3812	0,3465	0,3300	0,3025	1,0780		
Ratios financiers							
Rendement sur l'avoir moyen des actionnaires ⁽²⁾	7,36 %	12,76 %	9,65 %	16,52 %	19,68 %		
Résultat de l'exercice ⁽²⁾ / produits	3,09 %	5,76 %	5,49 %	8,14 %	9,63 %		
Dette à long terme / capitalisation ⁽⁶⁾	38%	27 %	23 %	14 %	15 %		
Rapport cours / bénéfice (actions subalternes à droit de vote de catégorie B)	31,36	21,24	23,76	16,24	16,66		

⁽¹⁾ Le BAIIA est une mesure non définie par les IFRS et est la somme du résultat de l'exercice, de la charge d'intérêts, de l'impôt sur le résultat, de la dotation aux amortissements, du remboursement par des clients du placement dans un contrat de service et des pertes de valeur.

⁽²⁾ Attribuable(s) aux propriétaires de la Société.

⁽³⁾ Pour le résultat par action par catégorie d'action, veuillez vous reporter au tableau Données trimestrielles choisies à la page 45.

⁽⁴⁾ Toutes les informations fondées sur les actions reflètent le fractionnement d'actions à raison de deux actions pour une en juin 2014.

⁽⁵⁾ Le 7 mai 2014, la Société a déclaré un dividende spécial de 0,75 \$ par action ordinaire de catégorie A et 0,83 \$ par action subalterne à droit de vote de catégorie B, pour un montant total de 9,9 millions \$.

⁽⁶⁾ La capitalisation équivaut à la somme de la dette à long terme (incluant la tranche courante) et des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

Introduction

Ce rapport de gestion traite des activités, des résultats et de la situation financière de LOGISTEC Corporation pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017. Toutes les données financières contenues dans ce rapport de gestion et dans les états financiers consolidés audités ci-joints ont été dressées conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport de gestion devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés audités de LOGISTEC et les notes annexes.

Nos activités

Fondée en 1952, LOGISTEC Corporation est constituée au Québec et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. Les produits consolidés de LOGISTEC se sont élevés à 584,9 millions \$ en 2018 (475,7 millions \$ en 2017). La Société a été rentable chaque année depuis qu'elle est devenue une société ouverte en 1969 et elle a dégagé un résultat attribuable aux propriétaires de la Société en 2018 de 18,1 millions \$, soit 1,38 \$ par action diluée (27,4 millions \$ et 2,11 \$ par action en 2017). L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les activités de LOGISTEC Corporation, ses filiales et ses coentreprises (collectivement, « LOGISTEC », la « Société », « nous », « notre » ou « nos ») se divisent en deux secteurs : les services maritimes et les services environnementaux.

Services maritimes

LOGISTEC offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime et industrielle. LOGISTEC figure parmi les principales sociétés de manutention de marchandises du Canada et est un joueur grandissant aux États-Unis. Les produits provenant de son secteur des services maritimes se sont élevés à 340,8 millions \$. Les services maritimes ont représenté 58,3 % des produits consolidés de la Société en 2018. Nos services comprennent également le transport maritime et les services d'agences maritimes.

MANUTENTION DE MARCHANDISES

Comptant 37 ports et 61 terminaux situés en Amérique du Nord, notre Société se spécialise dans la manutention de toutes les catégories de marchandises sèches dont du vrac, des marchandises diverses et des conteneurs. Les marchandises que nous manutentionnons se retrouvent généralement dans les catégories suivantes : produits forestiers, métaux, vrac solide, fruits, céréales et marchandises ensachées, conteneurs, marchandises générales et liées à un projet. Nous offrons également aux sociétés industrielles des services d'empotage et de dépotage de conteneurs, d'entreposage et de distribution ainsi que d'autres services à valeur ajoutée.

Notre stratégie consiste à diversifier nos activités pour répondre aux besoins de nos clients et couvrir une vaste étendue géographique et une grande variété de marchandises, tout en maintenant un bon équilibre entre les activités d'importation et d'exportation. Nous pouvons ainsi réduire l'incidence des perturbations du marché pouvant toucher une région donnée ou une catégorie particulière de marchandises.

L'étendue de notre réseau de terminaux portuaires permet la spécialisation de nos installations. Ce faisant, nous pouvons offrir des services de manutention adaptés aux besoins spécifiques de nos clients. Ainsi, nous améliorons la qualité des services, favorisons l'efficacité des activités, réduisons les risques d'endommager la marchandise et contribuons à un meilleur contrôle des coûts. Généralement, cette stratégie nous permet d'offrir à nos clients un service de grande qualité à un coût compétitif.

Notre objectif consiste à être un partenaire de choix pour les clients industriels ainsi que pour les armateurs et les exploitants de navires, en facilitant le mouvement de leurs marchandises.

AUTRES SERVICES MARITIMES

Les autres services maritimes que nous offrons incluent le transport maritime côtier de marchandises vers les collectivités de l'Arctique canadien par l'intermédiaire de notre coentreprise détenue à 50 %, Transport Nanuk inc. (« Nanuk »). Nanuk détient une participation de 50 % dans NEAS inc. (« NEAS »), en partenariat avec des actionnaires inuits. En 2018, NEAS possédait cinq navires de côte glace et a effectué 16 voyages vers l'Arctique en 2018. Nous avons servi plus de 40 collectivités au Nunavut et au Nunavik. Les résultats de Nanuk sont comptabilisés dans les résultats de la Société selon la méthode de la mise en équivalence.

Nous offrons également des services d'agences maritimes auprès des armateurs et des exploitants de navires étrangers dans les eaux canadiennes. Un agent maritime est le représentant local d'une société de transport maritime étrangère et se charge en général de toutes les tâches routinières en son nom. L'agence veillera à ce qu'un poste d'amarrage soit disponible pour l'arrivée d'un navire, obtiendra des services pour le pilote et établira les relations nécessaires avec les arrimeurs. L'agent s'assure également que les fournitures essentielles, le transfert de l'équipage, les documents douaniers et les déclarations de déchets sont réglés avec les administrations portuaires.

Services environnementaux

La Société, par l'intermédiaire de ses filiales Sanexen Services Environnementaux inc. (« Sanexen ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), offre à une clientèle industrielle et municipale des services environnementaux axés sur les conduites d'eau souterraines, la gestion des matières réglementées, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

En exploitation depuis 1985, Sanexen est devenue une filiale de LOGISTEC Corporation en 1992. En 2016, LOGISTEC Corporation a conclu une entente visant l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle de Sanexen, dont elle détient désormais la totalité des actions à droit de vote, tel qu'il est expliqué plus loin dans la note 27 des notes annexes aux états financiers consolidés 2018 (les « notes 2018 »). LOGISTEC a acquis une participation de 51 % dans FER-PAL en 2017. Veuillez vous reporter à la rubrique Regroupements d'entreprises du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements. Les produits du secteur des services environnementaux ont totalisé 244,1 millions \$ en 2018, soit 41,7 % des produits consolidés de la Société.

AQUA-PIPE

Sanexen a mis au point la technologie Aqua-Pipe, un procédé de réhabilitation structurale de conduites d'alimentation en eau potable de 150 millimètres à 600 millimètres de diamètre par voie de gainage, et ce, avec un minimum d'excavation. Aqua-Pipe est une technologie qui crée une nouvelle structure à base de matériaux composites à l'intérieur des canalisations vieillissantes ayant atteint la fin de leur durée de vie utile.

Sanexen détient Niedner inc. (« Niedner »), un fabricant de boyaux tissés. Par l'intermédiaire de Niedner, Sanexen fabrique la gaine structurale utilisée dans le procédé Aqua-Pipe ainsi que des boyaux tissés destinés au marché de la lutte contre les incendies et à l'industrie énergétique. Niedner produit également la résine utilisée dans le procédé d'installation d'Aqua-Pipe.

Sanexen réalise l'installation d'Aqua-Pipe elle-même ou octroie des licences pour sa technologie à des entrepreneurs spécialisés. La conception, la fabrication et l'installation du produit procurent à Sanexen un avantage concurrentiel, car ces activités nous permettent de mieux comprendre toutes les caractéristiques du produit et de son installation, et d'améliorer sans cesse le produit afin de mieux servir nos détenteurs de licences. FER-PAL est le plus important détenteur de licences Aqua-Pipe et le plus important installateur de produits Aqua-Pipe. Nous exerçons nos activités aux États-Unis par

l'intermédiaire de Sanexen Water, Inc., qui compte deux bureaux aux États-Unis, l'un près de Philadelphie (PA) et l'autre dans la région de Los Angeles (CA), et par l'intermédiaire de FER-PAL Construction USA, LLC, dont les bureaux sont situés près de Chicago (IL) et de Détroit (MI). Grâce à cette technologie, environ 1 750 kilomètres de conduites d'eau ont été réhabilités à ce jour, directement ou par des détenteurs de licences.

En 2018, Sanexen a ouvert un nouveau centre des technologies de l'eau à Baltimore (MD). Elle a reçu une subvention de 1 million \$ CA de la part de Technologies du développement durable Canada (« TDDC »). Sanexen utilisera les fonds afin de faire la démonstration de la prochaine génération de sa technologie de gainage structural de tuyau avec durcissement sur place (« CIPP ») selon une méthode sans tranchée pour les conduites d'eau. Ce financement de TDDC permettra à Sanexen de peaufiner sa technologie de réhabilitation structurale sans couture unique pour en accroître la résistance et lui conférer une capacité exclusive d'adaptation à la tuyauterie d'accueil. Pour atteindre son objectif, Sanexen a lancé un programme d'essais à l'université Cornell.

AUTRES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

La Société offre des services de caractérisation et de restauration de sites, d'analyse de risques et de gestion des matières réglementées et elle a réalisé des centaines de projets touchant un large éventail de situations de décontamination. Elle gère des projets clés en main reliés à l'évaluation des propriétés (phases I et II) et la restauration de sols, d'eau souterraine, de bâtiments, de lagunes et de réservoirs souterrains. Sanexen analyse et évalue également les risques de contamination pour les humains et pour l'environnement.

Mission et stratégie de développement

« LOGISTEC offre à sa clientèle maritime, industrielle, municipale et gouvernementale des services maritimes et environnementaux de qualité spécialisés, assurés par l'expertise de son personnel, l'utilisation des technologies les plus modernes et l'étendue de son réseau stratégique d'installations.

LOGISTEC maximisera l'investissement de ses actionnaires en misant sur la qualité du service à la clientèle, l'excellence opérationnelle et une stratégie de développement axée sur la croissance. »

En ce qui concerne la manutention de marchandises, LOGISTEC est un fournisseur de services innovateur et axé sur la recherche de solutions en Amérique du Nord. Nous offrons des services de manutention de marchandises, de logistique portuaire et d'autres services à valeur ajoutée à une clientèle d'entreprises industrielles et de transporteurs. Notre stratégie de développement repose sur la croissance interne et le regroupement d'entreprises. Nous visons à maximiser la manutention de marchandises par l'entremise de notre réseau de terminaux existant, tout en diversifiant notre éventail de marchandises, au besoin, afin d'éviter une surexposition à une catégorie de marchandises ou à un produit en particulier. La direction est toujours à l'affût de nouvelles occasions d'affaires, et des projets d'investissement potentiels font régulièrement l'objet d'études. Ces occasions peuvent inclure l'acquisition d'autres exploitants, l'ajout d'installations portuaires, la sous-traitance et la proposition de solutions clés en main ou à valeur ajoutée pour des clients existants ou nouveaux.

Nous appliquons des critères d'évaluation très sévères pour tous nos projets, et ce, aussi bien au niveau financier qu'au niveau de la complémentarité stratégique. En effet, avant de procéder à une acquisition, nous nous assurons que l'investissement contribuera à créer de la valeur, qu'il générera un rendement satisfaisant basé sur des flux de trésorerie futurs durables et, si un financement est requis, que notre situation financière continuera d'afficher un niveau de dette ainsi qu'un ratio d'endettement acceptables. Nous tentons d'étendre notre présence géographique tout en conservant un portefeuille équilibré de marchandises ou de produits manutentionnés. Pour se concrétiser, un projet de regroupement d'entreprises se doit de contribuer à maximiser la valeur offerte à nos actionnaires. En outre, l'acquisition récente de Gulf Stream Marine, Inc. (« GSM »), dont il est question à la rubrique

Regroupements d'entreprises du présent rapport de gestion, permet à LOGISTEC de renforcer sa présence dans la région de la côte américaine du golfe du Mexique et représente une expansion importante de notre réseau de terminaux aux États-Unis.

Tout en continuant de miser fortement sur ses activités traditionnelles (gestion des matières réglementées, restauration de sites et analyse de risques), la stratégie d'expansion à long terme de Sanexen repose principalement sur le développement d'Aqua-Pipe et l'important potentiel du marché nord-américain, ainsi que, dans une moindre mesure, celui du marché international. Par le biais de Niedner, Sanexen contrôle la recherche, le développement et la fabrication de la gaine et de la résine, deux des principaux composants du procédé Aqua-Pipe. Le développement de boyaux tissés de grand diamètre liés à Aqua-Pipe occupe une place importante dans le plan de croissance de Sanexen.

Enfin, l'acquisition d'une position majoritaire dans FER-PAL consolide notre position de leader nord-américain dans l'installation de gaine structurale pour la réhabilitation de conduites d'alimentation en eau potable.

Facteurs de performance

Trois facteurs de performance sont particulièrement importants pour la Société : un personnel qualifié et dévoué, un parc d'équipements fiables et l'accès aux installations portuaires.

Notre personnel

Le succès de notre stratégie d'affaires axée sur la prestation des services à partir de nos installations de manutention de marchandises ou des sites de projets repose entre les mains de nos gens. Les succès de la Société sont un témoignage de leur compétence.

Malgré un marché de l'emploi concurrentiel, nous nous considérons privilégiés de pouvoir compter sur une équipe de gens qualifiés et passionnés pour gérer nos activités. Nous avons développé des programmes internes afin de motiver, former et conserver nos employés et nous bénéficions d'un faible taux de rotation du personnel. La réussite de LOGISTEC repose sur son équipe de plus de 2 700 personnes à l'échelle de l'Amérique du Nord, de l'Arctique à Brownsville (TX). Ce nombre est fondé sur les équivalents temps plein selon une semaine de travail de 40 heures pour tous les employés salariés et les employés à taux horaire, y compris les débardeurs dont nous retenons les services, directement ou sous juridictions interentreprises, en supplément à nos employés directs. Évoluant dans le domaine environnemental, la Société se doit d'avoir un personnel hautement qualifié. Notre solide réputation repose en effet sur notre capacité à attirer et à retenir du personnel technique et professionnel.

Étant principalement un fournisseur de services (par opposition à une entreprise manufacturière), la charge au titre des avantages du personnel représente la charge la plus importante de la Société, soit 299,7 millions \$, ou 51,2 % des produits en 2018 (235,2 millions \$, ou 49,4 % des produits en 2017). Veuillez vous reporter aux notes 7, 20 et 29 des notes 2018, ainsi qu'à la page 33 du présent rapport de gestion pour obtenir plus de détails sur la rémunération et les avantages du personnel.

Parc d'équipements

La spécialisation de nos installations portuaires fait en sorte que nous déployons notre parc d'équipements en fonction des marchandises qui y sont manutentionnées. Chaque type de marchandises nécessite des méthodes et des équipements particuliers afin d'assurer une manutention sécuritaire et efficace.

LOGISTEC dispose d'une impressionnante gamme d'équipements pour manutentionner de la marchandise en vrac, des marchandises diverses, de même que des conteneurs. Nous consacrons habituellement un montant annuel de 20 millions \$ à 25 millions \$ afin de remplacer ceux-ci. Ces

dépenses en immobilisations corporelles sont d'un niveau similaire à la dotation annuelle à l'amortissement. Cette pratique nous permet de maintenir notre capacité de production ainsi que notre efficience opérationnelle. En 2018, nos dépenses en immobilisations corporelles consolidées se sont établies à 16,1 millions \$, sans tenir compte des immobilisations de 22,5 millions \$ acquises dans le cadre des regroupements d'entreprises effectués en 2018.

Nous possédons de nombreux moulins à tisser et, forts d'une équipe de recherche et développement unique dans notre industrie, nous avons la capacité de développer et d'adapter nos boyaux tissés à une clientèle très diversifiée. Par l'intermédiaire de Niedner, nous possédons l'usine où sont situés ces moulins, lesquels servent à fabriquer les boyaux utilisés dans la technologie Aqua-Pipe et où nous produisons la résine, deux composants clés de nos services de réhabilitation d'aqueducs. En 2014, pour répondre à la demande croissante pour la technologie Aqua-Pipe, nous avons entrepris la modernisation et l'expansion de l'usine de Niedner afin d'obtenir une meilleure efficacité opérationnelle et d'augmenter la capacité de production. Ce projet a été mené à terme en 2017 moyennant un investissement total de 12,5 millions \$.

Dans les états consolidés des résultats de la Société, le matériel et fournitures représentent la seconde charge en importance. En y ajoutant la dotation aux amortissements, ces charges ont totalisé 185,4 millions \$ en 2018, soit 31,7 % des produits (156,5 millions \$, ou 32,9 % des produits en 2017).

Accès aux installations portuaires

L'accès aux installations portuaires est un facteur clé du succès d'une société de manutention de marchandises. Il constitue également une barrière à l'entrée dans ce secteur de nos activités. En effet, le nombre d'installations portuaires présentant des caractéristiques adéquates (localisation géographique, profondeur à quai, capacité de charge et d'entreposage, accès au transport terrestre, etc.) est limité et ces installations sont généralement louées à long terme. Nous sommes présents dans 37 ports et 61 terminaux situés en Amérique du Nord.

Nous louons les terminaux où nous sommes présents et la majorité des entrepôts que nous utilisons. La plupart de nos installations sont louées à long terme, ce qui nous permet d'y investir dans les infrastructures et dans l'équipement et la technologie liés à la manutention de marchandises appropriés. Le loyer peut consister en un montant mensuel fixe, un en-lieu de loyer variant selon les tonnages manutentionnés ou une combinaison des deux. Nous avons accès à des milliers de mètres carrés d'espace de quai ainsi qu'à plusieurs kilomètres de façade de quai.

Dans les états consolidés des résultats de la Société, la charge locative, qui inclut les loyers sur les propriétés louées, les taxes municipales et l'entretien de nos installations, représente la troisième charge en importance, soit 46,0 millions \$, ou 7,9 % des produits en 2018 (33,8 millions \$, ou 7,1 % des produits en 2017).

Évaluation de la performance

En plus d'un système comptable sophistiqué nous permettant d'analyser de manière rigoureuse les résultats de chacune de nos installations et unités d'exploitation, nous utilisons un système d'analyse des coûts nous permettant de suivre nos opérations. Nous avons développé de multiples outils automatisés d'information et de suivi qui fournissent à nos dirigeants une information pertinente et opportune, nous permettant ainsi d'optimiser nos activités.

Chaque mois, notre équipe de haute direction se réunit pour discuter des résultats, des prévisions et des projets de développement. Cette pratique permet à la direction de connaître précisément nos résultats ainsi que notre progression et d'affecter adéquatement les ressources nécessaires de façon opportune.

En plus de ces réunions mensuelles, la haute direction produit des rapports trimestriels des résultats à notre conseil d'administration et à notre comité de vérification. Les membres du comité de vérification questionnent la direction et discutent régulièrement, à huis clos, avec l'auditeur indépendant afin de s'assurer de la précision des rapports financiers émis publiquement.

Enfin, toute l'information financière ou réglementaire publiée auprès du public fait l'objet d'une révision préalable par un comité de divulgation composé de membres de la haute direction de la Société, de la présidente et chef de la direction, du président du conseil d'administration, et du président du comité de vérification.

Capacité à performer

Depuis que la Société est devenue une société ouverte en 1969, nous avons conclu chaque exercice financier avec un profit. Cette suite de succès démontre notre stabilité financière à long terme et notre capacité à performer sur une base soutenue dans des conditions changeantes.

Stratégie d'affaires

Dans le secteur des services maritimes, notre stratégie d'affaires est basée sur la diversification des marchandises que nous manutentionnons, la répartition géographique de nos installations et l'équilibre entre les activités d'importation et d'exportation. Cette stratégie a été particulièrement efficace au fil des ans, alors que nous avons été témoins de fluctuations des volumes de produits miniers, d'acier, de produits forestiers, de conteneurs et d'autres marchandises manutentionnées, les situations défavorables étant fréquemment contrées par les situations favorables.

Dans le secteur des services environnementaux, nous nous sommes positionnés comme un chef de file dans nos marchés traditionnels, et notre croissance future s'appuie sur le développement de nos services reliés à Aqua-Pipe sur les marchés américain et international.

Nous possédons une forte expertise interne en plus d'avoir accès à de la main-d'œuvre qualifiée, de disposer d'un parc d'équipements efficace, bien entretenu et bien déployé, et d'avoir une solide réputation, et ce, aussi bien pour les services de manutention de marchandises que pour les services environnementaux. Ces caractéristiques nous assurent la confiance de nos clients, fournisseurs et partenaires et contribuent à notre croissance.

Capacité de négocier avec des syndicats

LOGISTEC emploie, dépendamment des sociétés ou des sites, des travailleurs syndiqués et non syndiqués. Nous avons démontré par le passé notre capacité de négocier directement ou par l'entremise d'associations d'employeurs et de conclure des ententes avec les syndicats, le cas échéant. La Société est partie prenante à 33 conventions collectives en vigueur. Nous avons signé neuf conventions collectives en 2018, alors que trois étaient toujours en négociations à la fin de 2018 et que sept autres viendront à échéance en 2019.

Capacité d'emprunt

LOGISTEC génère des flux de trésorerie positifs liés aux activités d'exploitation. En 2018 et 2017, ceux-ci se sont établis respectivement à 59,1 millions \$ et 43,8 millions \$, soit un niveau plus que suffisant pour couvrir nos besoins habituels liés aux activités d'investissement et de financement.

À la fin de 2018, notre dette à long terme totale consolidée, incluant la tranche courante, était de 163,3 millions \$ et les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société s'élevaient à 262,2 millions \$ pour un ratio d'endettement de 38,4 %.

RAPPORT DE GESTION 2018

La Société a organisé ses facilités de crédit de manière à séparer les crédits disponibles pour ses activités et ses filiales détenues à part entière, des crédits disponibles des filiales non détenues à 100 % et de ses coentreprises.

LOGISTEC dispose d'une marge de crédit engagée auprès de son banquier principal. LOGISTEC Corporation et une de ses filiales désignées peuvent ainsi emprunter des fonds directement aux termes de cette facilité de crédit pour couvrir les charges générales et d'exploitation et pour émettre des garanties bancaires.

Le montant total disponible aux termes de cette facilité de crédit engagée au 31 décembre 2018 était de 175,0 millions \$ (100,0 millions \$ en 2017). Un montant correspondant à 104,5 millions \$ a été emprunté aux termes de la facilité et un montant supplémentaire de 3,8 millions \$ a été utilisé pour émettre des lettres de crédit (3,1 millions \$ en 2017). Cette facilité de crédit renouvelable porte intérêt à des taux variables fondés sur le taux préférentiel de la banque, les taux des acceptations bancaires ou le TIOL majoré d'un écart qui varie selon le ratio de couverture de la dette.

En mars 2018, une clause accordéon de 50,0 millions \$, inhérente à la facilité de crédit, a été exercée pour conclure l'acquisition de GSM. Le montant disponible aux termes de la facilité de crédit a été augmenté pour s'établir à 175,0 millions \$ en novembre 2018, ce qui confère à la Société une plus grande souplesse financière.

Données financières annuelles choisies

*Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars, à l'exception du résultat et des dividendes par action)*

	2018 \$	2017 \$	2016 \$	Variation 18-17 \$	%
Produits	584 878	475 743	343 326	109 135	22,9
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	18 060	27 426	18 858	(9 366)	(34,2)
Résultat de base par action total ⁽¹⁾	1,43	2,23	1,55	(0,80)	(35,9)
Résultat dilué par action total ⁽¹⁾	1,38	2,11	1,48	(0,73)	(34,6)
Total de l'actif	637 103	513 539	355 860	123 564	24,1
Passifs non courants totaux	246 497	174 455	102 549	72 042	41,3
Dividendes en espèces par action :					
– Actions de catégorie A ⁽²⁾	0,3383	0,3075	0,3000		
– Actions de catégorie B ⁽³⁾	0,3721	0,3383	0,3300		
Dividendes totaux en espèces	4 452	3 917	3 814		

⁽¹⁾ Combiné afin d'inclure les deux catégories d'actions.

⁽²⁾ Actions ordinaires de catégorie A (« actions de catégorie A »).

⁽³⁾ Actions subalternes à droit de vote de catégorie B (« actions de catégorie B »).

2018 comparativement à 2017

Les produits ont augmenté de 22,9 % en 2018, soit une hausse de 109,1 millions \$ par rapport à 2017. Cette variation est attribuable à notre secteur des services maritimes, qui a affiché une hausse de 135,5 millions \$, ou 66,0 %, et a été contrebalancée par notre secteur des services environnementaux, qui a enregistré une baisse de 9,7 %.

RAPPORT DE GESTION 2018

Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société a diminué de 9,4 millions \$, ou 34,2 %, en 2018. Cette variation provient de notre secteur des services environnementaux, principalement en raison de la performance nettement moins élevée de FER-PAL.

Le total de l'actif s'élevait à 637,1 millions \$ à la fin de 2018, soit une hausse de 123,6 millions \$ par rapport à celui de 2017. La hausse de l'actif résulte des dépenses en immobilisations corporelles et de deux regroupements d'entreprises, GSM et Pate Stevedore Company, Inc. (« Pate »). Veuillez vous reporter à la page 31 du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements sur ces regroupements d'entreprises. La situation de trésorerie a présenté une augmentation de 11,4 millions \$, essentiellement attribuable à l'émission de la dette à long terme, nette du remboursement, de 72,3 millions \$, et aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 59,1 millions \$. Le tout a été contrebalancé en partie par les montants affectés à nos activités d'investissement de 109,9 millions \$, par le versement de dividendes de 4,5 millions \$ et par le paiement d'impôt sur le résultat de 10,0 millions \$.

Les passifs non courants totaux ont augmenté, passant de 174,5 millions \$ en 2017 à 246,5 millions \$ en 2018, en raison de la hausse de 79,9 millions \$ de notre dette à long terme en 2018 visant à financer nos investissements en immobilisations corporelles, ainsi que de l'augmentation de 5,9 millions \$ des passifs d'impôt différé. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par une baisse de 15,5 millions \$ au titre des autres passifs non courants.

Les dividendes en espèces versés en 2018 ont augmenté de 13,7 % par rapport à ceux de 2017, passant de 3,9 millions \$ à 4,5 millions \$.

2017 comparativement à 2016

Les produits ont augmenté de 38,6 % en 2017 par rapport à 2016, soit une hausse de 132,4 millions \$. Cette variation provient à la fois de notre secteur des services maritimes, qui a connu une hausse de 10,4 % et de notre secteur des services environnementaux, qui a enregistré une augmentation de 113,2 millions \$, ou 71,9 %.

Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société a augmenté de 8,6 millions \$, ou 45,4 %, en 2017. Cette variation provient d'une hausse de 24,9 % dans notre secteur des services maritimes, qui résulte en grande partie de la hausse des volumes de marchandises manutentionnées. Le secteur des services environnementaux a été moins rentable en proportion des produits, en raison d'une marge considérablement moins élevée dans tous les services.

Le résultat additionnel découlant de l'acquisition de FER-PAL a été presque entièrement contrebalancé par l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Celles-ci correspondaient à la valeur des contrats disponibles au moment de l'achat, dont la durée n'était que de sept mois.

Le total de l'actif s'élevait à 513,5 millions \$ à la fin de 2017, soit une hausse de 157,7 millions \$ par rapport à 2016. La hausse de l'actif résulte des dépenses en immobilisations corporelles et de deux regroupements d'entreprises, soit ceux de FER-PAL et de LOGISTEC Gulf Coast LLC (« LGC »). Veuillez vous reporter à la page 32 du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements sur ces regroupements d'entreprises. Notre situation de trésorerie a diminué de 12,0 millions \$, surtout en raison des montants affectés à nos activités d'investissement de 69,7 millions \$. Celle-ci est partiellement contrebalancée par des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 43,8 millions \$ et par l'émission de la dette à long terme, nette du remboursement, de 19,2 millions \$.

Les passifs non courants totaux ont augmenté, passant de 102,5 millions \$ en 2016 à 174,5 millions \$ en 2017, en raison de la hausse de 19,3 millions \$ de notre dette à long terme au cours de 2017 afin de financer nos investissements en immobilisations corporelles, ainsi que de l'augmentation de 49,1 millions \$ de nos passifs non courants liée principalement à l'acquisition de FER-PAL, décrite à la page 24 du présent rapport de gestion.

Les dividendes en espèces versés en 2017 ont augmenté de 2,7 % par rapport à ceux de 2016, passant de 3,8 millions \$ à 3,9 millions \$.

Regroupements d'entreprises

Regroupements d'entreprises pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

GSM

Le 1^{er} mars 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans GSM Maritime Holdings, LLC, propriétaire ultime de GSM, qui offre des services de manutention de marchandises sur la côte américaine du golfe du Mexique à une clientèle variée, pour un prix d'achat de 67,6 millions \$ US (85,6 millions \$ CA), sous réserve de certains ajustements.

Cette acquisition élargit le réseau de terminaux portuaires de la Société et positionne LOGISTEC stratégiquement dans cette région.

Avant l'acquisition, un billet à recevoir a été émis d'un montant de 4,0 millions \$ US (5,1 millions \$ CA) à une entreprise associée, pour acquérir les actifs exclus de la transaction. Le 31 août 2018, la Société a conclu la vente de son entreprise associée pour une contrepartie en trésorerie minimale. Avant la vente, la Société a reçu une contrepartie en trésorerie de 4,0 millions \$ US (5,1 millions \$ CA) à titre de remboursement du billet à recevoir.

PATE

Le 25 mai 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans Pate, pour un prix d'achat de 9,6 millions \$ US (12,4 millions \$ CA), sous réserve de certains ajustements.

Pate offre des services de manutention et de distribution de marchandises en Floride. Cette acquisition continue d'élargir le réseau de terminaux portuaires de la Société et positionne stratégiquement LOGISTEC sur la côte américaine du golfe du Mexique.

La répartition du prix d'achat est préliminaire et sera finalisée dès que la Société aura obtenu toute l'information qu'elle juge nécessaire. Au 31 décembre 2018, nous en étions à évaluer les immobilisations incorporelles.

À la date d'acquisition, la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris sous-jacents était la suivante :

(en milliers de dollars)	GSM \$	Pate \$	Total \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 377	124	2 501
Actif courant	23 815	1 270	25 085
Immobilisations corporelles	18 410	4 094	22 504
Goodwill	30 229	10 788	41 017
Immobilisations incorporelles	34 170	47	34 217
Passif courant	(15 074)	(201)	(15 275)
Dette à long terme	–	(3 758)	(3 758)
Passifs d'impôt différé	(8 293)	–	(8 293)
	85 634	12 364	97 998
Contrepartie de l'achat			
Trésorerie	85 634	12 364	97 998
	85 634	12 364	97 998

La répartition du prix d'achat de GSM est définitive.

Les coûts de transition liés à l'acquisition de GSM, inclus dans le poste Autres charges, ont atteint 1,1 million \$.

La répartition du prix d'achat de Pate est préliminaire et est susceptible de changer lorsque l'évaluation finale des actifs acquis et des passifs repris sera terminée.

Goodwill

Le goodwill découlant des acquisitions provient principalement des synergies attribuables au potentiel de croissance future prévue découlant de l'accroissement des emplacements géographiques et des immobilisations incorporelles ne répondant pas aux critères de comptabilisation séparée. Le goodwill inhérent à l'acquisition de GSM n'est pas déductible à des fins fiscales.

Incidence des regroupements sur les résultats de la Société

Les résultats de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 comprennent des produits de 98,5 millions \$ et un résultat additionnel de 0,6 million \$ provenant de GSM. Ils englobent également des produits de 3,9 millions \$ et un résultat de 0,8 million \$ provenant des activités additionnelles liées à Pate pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Si le regroupement de ces entreprises avait été effectué le 1^{er} janvier 2018, les produits et le résultat consolidés de la Société auraient été respectivement de 598,7 millions \$ et de 18,7 millions \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Lorsqu'elle a estimé les montants, la Société a présumé que les ajustements de la juste valeur enregistrés aux dates d'acquisition auraient été les mêmes si les acquisitions avaient eu lieu le 1^{er} janvier 2018.

Regroupements d'entreprises en 2017

LGC

Le 16 février 2017, la Société a investi un montant de 4,4 millions \$ US (5,8 millions \$ CA) dans LGC, entreprise nouvellement créée. Les fonds ont servi à acquérir la majorité des actifs d'exploitation de Gulf Coast Bulk Equipment, Inc. (« GCBE »). La Société détient une participation de 70 % dans LGC, GCBE détenant la participation résiduelle de 30 %.

Cette transaction consolide et élargit les services de manutention de marchandises en vrac de la Société dans le sud-est des États-Unis et sur la côte américaine du golfe du Mexique.

Veuillez vous reporter à la note 5 des notes 2018 pour obtenir des détails additionnels.

FER-PAL

Le 6 juillet 2017, la Société a acquis 51 % des actions de FER-PAL, société basée à Toronto (ON) qui utilise notre technologie Aqua-Pipe et qui offre des solutions complètes de réhabilitation des conduites d'eau, pour un prix d'achat total de 49,5 millions \$.

La composante trésorerie de la contrepartie de l'achat comprend un montant de 5,0 millions \$ entieré qui a servi à régler les ajustements postérieurs à la date de clôture, en fonction de la performance de FER-PAL pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. À la date d'acquisition, la Société a estimé qu'aucun montant additionnel ne sera exigible et que le prix d'achat ne fera l'objet d'aucune réduction. Au 31 décembre 2017, compte tenu de la performance plus faible que prévue de FER-PAL, un profit estimatif de 5,3 millions \$ a été comptabilisé et inclus dans le poste Autres profits et pertes, et un montant correspondant a été comptabilisé dans les débiteurs. En 2018, le calcul du profit a été finalisé et comprend un profit supplémentaire de 0,5 million \$. Le 31 décembre 2018, la Société a reçu un montant de 5,0 millions \$ ainsi qu'un montant à recevoir de 0,8 million \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a finalisé son estimation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. Par conséquent, des modifications ont été apportées, soit une hausse des immobilisations corporelles de 4,0 millions \$ et une baisse du goodwill et des passifs d'impôt différé d'un montant équivalent. Les données comparatives présentées dans les états consolidés de la situation financière ont été modifiées en conséquence.

Résultats

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des états financiers consolidés 2018 sont énoncées à la note 2 des notes 2018.

Produits

Les produits consolidés ont totalisé 584,9 millions \$ en 2018, en hausse de 109,1 millions \$, ou 22,9 %, par rapport à ceux de 2017. L'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu une incidence favorable de 1,0 million \$ sur les produits consolidés.

Le secteur des services maritimes a affiché des produits de 340,8 millions \$ en 2018, ce qui représente une hausse des ventes par rapport à celles de 2017, alors que les produits s'étaient élevés à 205,3 millions \$. Cette hausse est imputable à deux facteurs : une augmentation générale des volumes dans nos terminaux de vrac et de marchandises diverses, qui ont connu un regain au cours de l'exercice considéré par rapport à l'exercice 2017, et le regroupement des entreprises GSM et Pate, qui a généré des ventes additionnelles de 102,4 millions \$ au cours de l'exercice considéré.

Les produits du secteur des services environnementaux ont totalisé 244,1 millions \$, en baisse de 26,3 millions \$, par rapport à ceux de 270,5 millions \$ de 2017. Cette baisse découle surtout de la diminution des produits provenant de FER-PAL et du niveau moins élevé des activités liées aux services de restauration de sites.

Charge au titre des avantages du personnel

En 2018, la charge au titre des avantages du personnel s'est chiffrée à 299,7 millions \$, soit une hausse de 64,4 millions \$, ou 27,4 %, comparativement à 235,2 millions \$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse provient essentiellement des regroupements des entreprises FER-PAL, GSM et Pate, et a été contrebalancée en partie par le ralentissement des activités liées aux services de restauration de sites. Ces acquisitions se sont traduites par un niveau d'activité plus élevé dans les deux secteurs. Le ratio de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits a été de 51,2 %, soit une légère hausse, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent qui s'est élevé à 49,4 %.

Charge relative au matériel et fournitures

La charge relative au matériel et fournitures s'est établie à 156,9 millions \$, soit une hausse de 34,2 millions \$, ou 27,9 %, comparativement à celle de la période correspondante de 2017. Cette variation reflète l'augmentation dans l'ensemble des activités en 2018. Toutefois, le ratio global de la charge relative au matériel et fournitures sur les produits a atteint 26,8 %, ce qui représente une légère hausse par rapport à 25,8 % pour la période correspondante de 2017.

Charge locative

La charge locative a été stable, proportionnellement aux produits, entre 2018 et 2017, soit respectivement 46,0 millions \$ et 33,8 millions \$, ce qui représente respectivement 7,9 % et 7,1 % des produits. Cette variation est essentiellement attribuable au regroupement de l'entreprise GSM.

Autres charges

Les autres charges ont atteint 29,8 millions \$, ce qui représente une variation de 7,8 millions \$, ou 35,7 %, par rapport à celles de 2017. Cette variation découle principalement des regroupements d'entreprises effectués au cours des 12 derniers mois.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements s'est établie à 28,6 millions \$ en 2018, en baisse de 5,3 millions \$ par rapport à 33,9 millions \$ pour la période correspondante de 2017. En 2017, l'investissement dans FER-PAL a donné lieu à une dotation aux amortissements attribuable aux immobilisations incorporelles relatives au carnet de commandes acquis, qui a été entièrement amorti sur une période de sept mois. Par conséquent, cette incidence n'a pas été récurrente pendant la majeure partie de l'exercice 2018. Cette diminution par rapport à l'exercice précédent a été contrebalancée en grande partie par la dotation aux amortissements liée au regroupement des entreprises GSM et Pate.

Pertes de valeur

En 2018, les pertes de valeur se sont chiffrées à 6,8 millions \$, par rapport à celles de 2,9 millions \$ inscrites au cours de la période correspondante de 2017. À la fin de 2018, la Société a revu la valeur comptable de ses immobilisations incorporelles et a déterminé que celles qui consistent en des unités génératrices de trésorerie liées à nos activités inhérentes à la logistique portuaire en Virginie ont subi une perte de valeur.

Charges financières

Les charges financières ont atteint 8,0 millions \$ en 2018, soit une hausse de 4,1 millions \$ par rapport à celles de 3,9 millions \$ inscrites à la période correspondante de 2017. La majeure partie de cette variation découle du financement des acquisitions de GSM et de Pate, qui ont toutes deux été conclues en 2018. La variation est également liée aux soldes exigibles faisant suite à l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle de Sanexen en 2016. L'accélération de la comptabilisation de la charge d'intérêts réputée est liée à la retraite anticipée d'un cadre supérieur qui a pris part à la transaction.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat s'est élevé à 3,3 millions \$ en 2018. Lorsqu'on ajuste le résultat avant impôt pour exclure l'effet de la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, le taux d'imposition pour 2018 s'est élevé à 25,1 %, comparativement à 23,3 % en 2017. La variation se situe à l'intérieur des paramètres normaux, compte tenu du fait que ce taux moyen peut varier selon la provenance du résultat en fonction des diverses administrations fiscales. Veuillez consulter la note 10 des notes 2018 pour le rapprochement du taux d'imposition effectif et d'autres données fiscales pertinentes.

Résultat de l'exercice et résultat par action

En 2018, LOGISTEC a affiché un résultat consolidé attribuable aux propriétaires de la Société de 18,0 millions \$, soit une baisse par rapport à celui de 27,4 millions \$ inscrit en 2017. Dans l'ensemble, cette variation provient surtout d'une diminution enregistrée au titre de notre secteur des services environnementaux, en raison de la performance nettement moins élevée de FER-PAL. Elle provient également ainsi que des charges liées aux transactions, à l'intégration et à la transformation et des charges financières dont l'incidence négative s'est également fait ressentir sur nos résultats.

Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société de 2018 se traduit par un résultat dilué total par action de 1,38 \$, dont 1,32 \$ par action de catégorie A et 1,45 \$ par action de catégorie B.

Dividendes

LOGISTEC a versé à ses actionnaires des dividendes de 4,5 millions \$ en 2018.

Le 16 mars 2018, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,0825 \$ par action de catégorie A et de 0,09075 \$ par action de catégorie B, pour un montant total de 1,1 million \$. Ils ont été versés le 20 avril 2018 aux actionnaires inscrits le 6 avril 2018.

Le 10 mai 2018, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,0825 \$ par action de catégorie A et de 0,09075 \$ par action de catégorie B, pour un montant total de 1,1 million \$. Ils ont été versés le 6 juillet 2018 aux actionnaires inscrits le 22 juin 2018.

Le 9 août 2018, le conseil d'administration de la Société a décidé d'accroître les versements de dividendes de 10 % pour les deux catégories d'actions. Conséquemment, le 9 août 2018, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,09075 \$ par action de catégorie A et de 0,099825 \$ par action de catégorie B, pour un montant total de 1,2 million \$. Ces dividendes ont été versés le 12 octobre 2018 aux actionnaires inscrits le 28 septembre 2018.

Le 6 décembre 2018, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,09075 \$ par action de catégorie A et de 0,099825 \$ par action de catégorie B, pour un montant total de 1,2 million \$. Ces dividendes ont été versés le 18 janvier 2019 aux actionnaires inscrits le 4 janvier 2019.

Tous les dividendes versés en 2018 étaient déterminés aux fins de l'Agence du revenu du Canada.

Le 15 mars 2019, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,09075 \$ par action de catégorie A et de 0,099825 \$ par action de catégorie B, qui sera versé le 18 avril 2019 à tous les actionnaires inscrits le 4 avril 2019. Le total du dividende estimatif à verser est de 1,2 million \$.

Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. Bien que LOGISTEC n'ait pas de politique formelle de dividendes, la pratique a été de distribuer régulièrement des dividendes trimestriels avec des hausses au cours des années.

Situation de trésorerie et sources de financement

Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont les suivants :

- maintenir une structure du capital permettant à la Société de choisir parmi diverses options de financement, pour pouvoir tirer parti d'occasions potentielles lorsqu'elles surviennent;
- offrir un bon rendement sur l'investissement aux actionnaires.

La Société inclut dans son capital les éléments suivants :

- trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme, le cas échéant;
- dette à long terme (incluant la tranche courante) et emprunts bancaires à court terme, le cas échéant;
- capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

La stratégie financière de la Société est formulée et adaptée selon les conditions du marché afin de maintenir une structure du capital flexible conforme aux objectifs indiqués précédemment et de répondre aux caractéristiques de risque liées aux actifs sous-jacents. Dans le but de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut refinancer ses dettes existantes, contracter de nouvelles dettes, rembourser des dettes, racheter des actions aux fins d'annulation conformément à des offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités ou émettre de nouvelles actions.

Lors de l'évaluation des occasions d'investissement, la Société utilise les modèles de flux de trésorerie actualisés pour s'assurer que le taux de rendement respecte ses objectifs. De plus, les occasions d'investissement doivent avoir une incidence positive et, par conséquent, améliorer la valeur aux actionnaires.

La décision de rembourser la dette est basée sur l'évaluation des niveaux actuels de trésorerie en relation avec les flux futurs liés aux activités d'exploitation. La Société dispose de facilités de crédit non utilisées auprès de diverses institutions financières qui peuvent être utilisées lorsque des occasions d'investissement surviennent.

Sources de financement

Au 31 décembre 2018, le total de l'actif s'établissait à 637,1 millions \$, soit une hausse de 123,6 millions \$ par rapport au solde de clôture de 513,5 millions \$ au 31 décembre 2017.

La trésorerie et équivalents de trésorerie totalisait 15,4 millions \$ à la fin de 2018, en hausse de 11,4 millions \$ par rapport à 4,0 millions \$ au 31 décembre 2017. Les facteurs suivants ont eu la plus grande incidence sur cette hausse :

(en milliers de dollars)

À la hausse :

Résultat de l'exercice	17 994
Émission de la dette à long terme, nette du remboursement	72 271
Dotation aux amortissements	28 580
Dividendes reçus des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	4 596
	123 441

À la baisse :

Acquisition d'immobilisations corporelles	(16 131)
Regroupements d'entreprises	(97 998)
	(114 129)

Fonds de roulement

Au 31 décembre 2018, l'actif courant s'élevait à 208,5 millions \$ tandis que le passif courant atteignait 126,2 millions \$ pour un fonds de roulement de 82,3 millions \$ et un ratio de 1,65:1. Ces données se comparent au fonds de roulement de 70,2 millions \$ et au ratio de 1,65:1 au 31 décembre 2017.

Dette à long terme

En considérant les tranches courante et à long terme de la dette à long terme, le solde de 83,4 millions \$ au 31 décembre 2017 a augmenté de 79,9 millions \$ pour atteindre 163,3 millions \$ au 31 décembre 2018. L'augmentation reflète principalement nos investissements en immobilisations corporelles, pour lesquels nous avons emprunté 134,7 millions \$ en 2018, moins les remboursements de 62,4 millions \$.

Selon les modalités de leurs diverses ententes de financement, la Société, ses filiales et ses coentreprises doivent respecter certaines clauses restrictives ayant trait à des ratios financiers minimaux. Au 31 décembre 2018, toutes les entités du groupe respectaient ces clauses. Dans certains cas, ces clauses financières peuvent limiter la capacité de certaines filiales ou coentreprises à verser des dividendes à LOGISTEC. Cependant, LOGISTEC génère suffisamment de fonds au sein de ses filiales en propriété exclusive pour subvenir à ses besoins financiers.

Paiements exigibles par période

Le tableau suivant présente un résumé de la dette à long terme et des obligations contractuelles de la Société :

Obligations contractuelles au 31 décembre 2018 (en milliers de dollars)	Total	Moins de 1 an	1-3 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme ⁽¹⁾	180 691	11 331	113 851	24 232	31 277
Contrats de location simple					
– Équipement	10 354	4 277	4 414	1 283	380
– Occupation	74 875	15 416	27 659	20 284	11 516
Obligations d'achat ⁽²⁾	1 601	1 601	–	–	–
Passifs à long terme dus aux actionnaires	40 947	1 046	18 047	21 854	–
Passifs non courants ⁽³⁾	5 243	224	1 270	3 749	–
Total des obligations contractuelles	313 711	33 895	165 241	71 402	43 173

⁽¹⁾ Inclut le capital et les intérêts.

⁽²⁾ Représentent des équipements en commande, non reçus à la fin de 2018.

⁽³⁾ Compte non tenu des passifs à long terme dus aux actionnaires.

Veuillez vous reporter aux notes 4, 20, 24, 25, 31 et 32 des notes 2018 pour obtenir plus de détails sur la gestion du risque financier, les actifs et obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, la dette à long terme, les provisions, les engagements ainsi que les passifs éventuels et garanties.

Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société

Les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société s'élevaient à 262,2 millions \$ au 31 décembre 2018. L'ajout de la dette à long terme se traduit en une capitalisation de 425,5 millions \$ pour un ratio d'endettement de 38,4 %. Cela indique que la Société dispose d'un levier financier en cas de besoin. Le ratio d'endettement se calcule en divisant la dette à long terme (incluant la tranche courante) par la somme de la dette à long terme (incluant la tranche courante) et des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

Au 15 mars 2019, 7 392 722 actions de catégorie A et 5 266 234 actions de catégorie B étaient émises et en circulation. Chaque action de catégorie A est convertible en tout temps au gré du porteur en une action de catégorie B. Veuillez vous reporter à la note 27 des notes 2018 pour obtenir tous les détails sur le capital social de la Société.

Programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités « RACNA »

La Société a racheté certaines de ses actions dans le cadre de RACNA. Dans le cadre du RACNA en cours, qui a commencé le 26 octobre 2018 et qui se terminera le 25 octobre 2019, LOGISTEC a l'intention de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 370 251 actions de catégorie A et 264 186 actions de catégorie B, représentant 5 % des actions émises et en circulation de chaque catégorie au 22 octobre 2018.

Tout actionnaire peut obtenir sans frais une copie de l'avis d'intention relatif au RACNA déposé auprès de la TSX en s'adressant à la Société.

Au cours de 2018, en vertu des RACNA décrits précédemment, LOGISTEC a procédé au rachat de 3 700 actions de catégorie A et de 27 500 actions de catégorie B à un prix moyen par action de 47,99 \$ et 49,03 \$, respectivement. Veuillez vous reporter à la note 27 des notes 2018 pour obtenir plus de détails.

Participations dans des coentreprises

Les résultats de la Société incluent la quote-part des activités des coentreprises, lesquelles sont comptabilisées dans la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Le solde de clôture de 38,0 millions \$ à la fin de 2018 est composé principalement du solde de clôture de 34,4 millions \$ en 2017, plus la quote-part du résultat de 2018 de 8,1 millions \$, moins les dividendes reçus de 4,6 millions \$.

Au 31 décembre 2018, les coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation de 50 % étaient : Terminal Termont inc., Transport Nanuk inc., Compagnie d'Amarrage de Québec inc., La Compagnie d'Amarrage (Trois-Rivières) ltée, Services maritimes Québec inc., 9260-0873 Québec inc. et Les Structures de quais mobiles Flexiport inc. La Société détient également une participation de 49 % dans Qikiqtaaluk Environmental Inc. et dans Services environnementaux Avataani inc.

Aucune des coentreprises n'est une entité cotée à la Bourse et, par conséquent, aucune n'a de prix cotés publiés.

La Société a une seule coentreprise importante, Terminal Termont inc., spécialisée dans la manutention de conteneurs, ce qui s'intègre bien aux activités principales de la Société. Veuillez vous reporter à la note 16 des notes 2018 pour ses données financières.

Avantages postérieurs à l'emploi

La Société offre des régimes de retraite à prestations ou à cotisations définies à ses employés. Elle offre deux régimes de retraite à prestations définies.

Étant donné qu'une majorité de bénéficiaires des régimes de retraite à prestations définies étaient déjà des retraités, la Société a élaboré une stratégie d'atténuation des risques relativement à ces régimes.

La note 20 des notes 2018 présente un résumé de la juste valeur de l'actif des régimes, des obligations au titre des prestations définies, de la situation de capitalisation des régimes de retraite et des hypothèses significatives.

Les calculs de la situation de capitalisation des régimes de retraite ont été effectués par les actuaires indépendants de la Société en date du 31 décembre 2018. L'obligation au titre des prestations définies totalisait 33,1 millions \$ comparativement à une juste valeur de l'actif des régimes de 19,4 millions \$, résultant ainsi en une situation de capitalisation déficitaire de 13,7 millions \$. La Société offre des régimes de retraite supplémentaires à ses hauts dirigeants (« RRS »). Veuillez vous reporter à la description du *Régime de retraite des cadres supérieurs* dans notre circulaire d'information. Ces RRS ne sont pas capitalisés et l'obligation afférente de 12,7 millions \$ est incluse dans les données précédentes. Excluant l'obligation des RRS, la situation de capitalisation déficitaire totalise 1,0 million \$.

L'hypothèse de la direction sur le taux d'actualisation était de 3,5% en 2017 et de 4,0 % en 2018. Les calculs actuariels effectués pour la capitalisation effective et les décaissements réels utilisent des hypothèses différentes, ce qui entraîne des situations de capitalisation différentes. Les RRS de la Société sont des régimes non enregistrés et ne sont donc pas sujets à des évaluations actuarielles.

Le conseil d'administration de LOGISTEC Arrimage (Nouvelle-Écosse) inc. et de LOGISTEC Corporation ont convenu de fusionner, le 31 décembre 2017, le Retirement Plan for Employees of LOGISTEC Atlantic (« Régime d'Atlantic ») et le Régime de rentes de retraite des employés de LOGISTEC Corporation et ses filiales (« Régime de LOGISTEC »). Des évaluations actuarielles ont été effectuées à cette date à l'égard des deux régimes et du régime issu de la fusion. À la suite de la fusion, les actifs du Régime d'Atlantic (régime cédant) seront transférés au Régime de LOGISTEC (régime cessionnaire) à la réception des approbations de l'autorité législative. La dernière évaluation actuarielle du Régime de retraite des cadres supérieurs de LOGISTEC Corporation remonte au 31 décembre 2016. Selon les résultats de ces évaluations, la Société affiche un excédent combiné de 2,1 millions \$ selon la méthode basée sur une approche de continuité et un déficit combiné de 1,4 million \$ selon la méthode de la solvabilité.

Autres postes des états consolidés de la situation financière

Situation financière aux (en millions de dollars)	31 décembre 2018 \$	31 décembre 2017 \$	Var. \$	Var. %	Explication de la variation
Créances clients et autres débiteurs	160,3	153,3	6,9	4,5	Cette variation est imputable essentiellement à une hausse du niveau d'activité au quatrième trimestre de 2018 comparativement à celui de 2017 et à l'acquisition de GSM et de Pate, dont il est question à la rubrique Regroupements d'entreprises du présent rapport de gestion.
Travaux en cours	14,3	5,3	9,0	169,2	Les travaux en cours représentent le montant brut non facturé qui sera perçu des clients au titre d'obligations de prestation remplies aux termes de contrats conclus par notre secteur des services environnementaux. L'augmentation témoigne du niveau plus élevé de nos activités saisonnières.
Immobilisations corporelles	179,2	160,7	18,5	11,5	La hausse résulte principalement des dépenses en immobilisations corporelles, y compris les ajouts liés aux regroupements d'entreprises. D'autres dépenses en immobilisations corporelles habituelles ont été contrebalancées par la dotation à l'amortissement.
Immobilisations incorporelles	41,1	14,9	26,2	175,5	La hausse résulte en grande partie de l'acquisition de GSM. À la suite de cette transaction, LOGISTEC a comptabilisé des immobilisations incorporelles de 34,2 millions \$, qui ont été contrebalancées par des pertes de valeur de 6,8 millions \$.
Goodwill	150,5	105,6	44,9	42,5	L'augmentation découle principalement des acquisitions de GSM et Pate, dont il est question dans la rubrique Regroupements d'entreprises du présent rapport de gestion.
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	97,8	85,2	12,7	14,9	Cette hausse découle du niveau plus élevé de nos activités saisonnières et de l'incidence de nos regroupements d'entreprises.
Tranche courante de la dette à long terme	3,3	5,4	(2,2)	(39,5)	La variation résulte de l'augmentation de 134,7 millions \$ de la dette à long terme, dont 98,0 millions \$ sont liés à un

RAPPORT DE GESTION 2018

Situation financière aux (en millions de dollars)	31 décembre 2018 \$	31 décembre 2017 \$	Var. \$	Var. %	Explication de la variation
Dette à long terme	160,0	78,0	82,0	105,3	regroupement d'entreprises dans le secteur des services maritimes. Cette augmentation a été contrebalancée par un remboursement de la dette à long terme de 62,4 millions \$ provenant surtout des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et du remboursement d'un billet à recevoir par une entité émettrice comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.
Passifs d'impôt différé	21,5	15,6	5,9	37,8	L'augmentation découle principalement de l'acquisition de GSM. À la suite de cette transaction, LOGISTEC a comptabilisé un passif d'impôt différé de 8,3 millions \$.
Passifs non courants	46,2	61,6	(15,5)	(25,1)	La baisse découle de la réévaluation du passif au titre de l'option de vente émise.
Capital social	35,0	29,0	6,0	20,7	La variation résulte surtout de l'émission d'actions de catégorie B conformément aux modalités de l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle de Sanexen en 2016.
Capital social devant être émis	14,7	19,8	(5,1)	(25,8)	

Tous les autres postes des états consolidés de la situation financière ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires normaux.

Gestion du risque financier

En raison de la nature de ses activités et du fait qu'elle détient des instruments financiers, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, plus particulièrement en ce qui concerne le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement et surveille activement, et de manière continue, la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importants clients industriels bien établis, ce qui réduit le risque de crédit. D'autre part, le nombre de clients servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique. Au total, la Société sert environ 2 200 clients. En 2018, les 20 clients les plus importants ont représenté 35,9 % (51,7 % en 2017) des produits consolidés et aucun client n'a représenté plus de 10 % des produits consolidés et des créances clients (10,9 % pour les produits et 19,5 % pour les créances clients en 2017).

La direction revoit la provision pour créances douteuses et les créances en souffrance sur une base mensuelle. Les créances clients et autres débiteurs sont radiés une fois qu'il est déterminé qu'ils ne peuvent plus être recouvrés.

RAPPORT DE GESTION 2018

Conformément à leurs échéances respectives, le classement chronologique des créances clients et autres débiteurs se détaillait comme suit :

(en milliers de dollars)	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017
	\$	\$
Courant	39 393	37 455
31-60 jours	39 183	34 779
Échus 1-30 jours	26 305	27 907
Échus 31-60 jours	12 073	8 281
Échus 61-120 jours	8 421	5 549
Échus de plus de 121 jours ⁽¹⁾	16 767	15 921
	142 142	129 892

⁽¹⁾ Inclut des retenues sur contrat totalisant 9,3 millions \$ (2,8 millions \$ en 2017).

Les variations de la provision pour créances douteuses ont été comme suit :

(en milliers de dollars)	2018	2017
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	4 053	2 848
Charges pour mauvaises créances	1 126	2 309
Radiations	(2 815)	(1 104)
Solde à la fin de l'exercice	2 364	4 053

Le risque de crédit maximal auquel la Société est exposée à l'égard de chacun de ses actifs financiers (la trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs et les actifs financiers non courants) correspond à sa valeur comptable.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est l'exposition de la Société au risque de ne pas être en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société surveille le niveau de sa trésorerie et de sa dette et prend les mesures appropriées pour s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de trésorerie pour répondre aux besoins opérationnels, tout en assurant la conformité aux clauses restrictives.

RAPPORT DE GESTION 2018

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des obligations financières :

Au 31 décembre 2018 <i>(en milliers de dollars)</i>	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels \$	Moins de 1 an \$	1-3 ans \$	Plus de 3 ans \$
Emprunts bancaires à court terme	13 577	13 577	13 577	—	—
Dettes fournisseurs et autres créateurs	97 845	97 845	97 845	—	—
Dette à long terme ⁽¹⁾	163 297	180 691	11 331	113 851	55 509
Passifs non courants	46 190	46 190	1 270	19 317	25 603
	320 909	338 303	124 023	133 168	81 112

Au 31 décembre 2017 <i>(en milliers de dollars)</i>	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels \$	Moins de 1 an \$	1-3 ans \$	Plus de 3 ans \$
Emprunts bancaires à court terme	9 829	9 829	9 829	—	—
Dettes fournisseurs et autres créateurs	85 174	85 174	85 174	—	—
Dette à long terme ⁽¹⁾	83 404	92 396	6 848	6 597	78 951
Passifs non courants, déduction faite du dérivé	61 637	61 637	—	18 299	43 338
	240 044	249 036	101 851	24 896	122 289

⁽¹⁾ Inclut le capital et les intérêts.

Compte tenu du niveau de liquidité actuel combiné aux flux de trésorerie futurs qui seront générés par les activités d'exploitation, et suite à l'augmentation des obligations financières, la Société est d'avis que son risque de liquidité varie de faible à modéré.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les variations des prix de marché, comme les taux de change et les taux d'intérêt, aient une incidence sur les résultats de la Société ou sur la valeur de ses instruments financiers. La Société est principalement exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Société est exposée au risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt. Cependant, la Société détient des contrats de swap de taux d'intérêt pour échanger en partie le taux variable pour un taux fixe. En 2017, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt avec sa banque principale pour un montant de 25,0 millions \$. Au 31 décembre 2018, le montant notionnel décroissant du contrat de swap de taux d'intérêt non échu était de 18,8 millions \$ (23,8 millions \$ en 2017). En 2018, elle a conclu un nouveau prêt assorti d'un taux d'intérêt fixe, réduisant ainsi la sensibilité de la Société aux fluctuations des taux d'intérêt.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2018, la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société était de 64,7 % (61,4 % en 2017). En tenant compte des contrats de swap de taux d'intérêt mentionnés précédemment, la portion à taux variable au 31 décembre 2018 était de 53,3 % (24,9 % en 2017). Toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'intérêt préférentiel sur la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société au 31 décembre 2018, excluant la dette portant intérêt à taux variable pour laquelle le taux variable a été échangé pour un taux fixe, aurait une incidence négative de 0,9 million \$ (0,2 million \$ en 2017) sur le résultat de l'exercice. Une variation hypothétique de -1,0 % du taux d'intérêt préférentiel aurait l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice.

RISQUE DE CHANGE

La Société est exposée principalement aux fluctuations du dollar américain. La Société estime que le risque est restreint et, par conséquent, elle ne détient pas d'instruments dérivés pour réduire son exposition.

En 2018, toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une appréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu une incidence favorable de 2,2 millions \$ (2,3 millions \$ en 2017) sur le résultat de l'exercice et une incidence favorable de 12,2 millions \$ (2,9 millions \$ en 2017) sur le total du résultat global. Une dépréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice et sur le total du résultat global.

Au 31 décembre 2018, un total de 78,1 millions \$, ou 57,1 millions \$ US, et 0,1 million € (41,4 millions \$, ou 32,6 millions \$ US, et 0,3 million € en 2017) de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des créances clients et autres débiteurs était libellé en devises. Au 31 décembre 2018, un total de 46,3 millions \$, ou 33,9 millions \$ US, et 0,1 million € (30,1 millions \$, ou 23,7 millions \$ US, et 0,3 million € en 2017) des dettes fournisseurs et autres créiteurs était libellé en devises.

Juste valeur des instruments financiers

Aux 31 décembre 2018 et 2017, les justes valeurs estimatives de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des dettes fournisseurs et autres créiteurs et des dividendes à payer se rapprochaient de leur valeur comptable respective en raison de leur nature à court terme.

La juste valeur estimative des effets à recevoir à long terme, inclus dans les passifs financiers non courants, n'accusait pas de différence importante comparativement à leur valeur comptable aux 31 décembre 2018 et 2017, selon le taux estimé par la Société pour les effets à recevoir à long terme ayant des termes et conditions similaires.

La juste valeur estimative de la dette à long terme n'accusait pas de différence importante comparativement à sa valeur comptable aux 31 décembre 2018 et 2017, puisque ses conditions de financement étaient similaires à celles dont disposait alors la Société.

Veuillez vous reporter à la note 4 pour de plus amples renseignements sur la hiérarchie des justes valeurs de la Société.

Risques d'affaires

Les risques d'affaires auxquels nous sommes exposés sont demeurés passablement les mêmes au cours des dernières années. Voici un résumé de ces principaux risques :

Le risque du marché – La Société manutentionne une grande variété de marchandises et, bien que notre stratégie de diversification géographique et de produits devrait nous protéger contre les impacts majeurs, les fluctuations importantes de certaines marchandises spécifiques ou dans certaines régions spécifiques peuvent avoir un impact sur notre performance.

Les risques associés aux terminaux portuaires – L'accès à des installations portuaires stratégiques est un facteur clé du succès d'une société de manutention de marchandises. Nos installations font généralement l'objet de baux à long terme qui nous procurent des droits d'exploitation en échange de loyers correspondant généralement à des frais fixes pour la Société. Par conséquent, nous ressentons rapidement l'impact financier d'une baisse prononcée des volumes de marchandises.

Les politiques gouvernementales – Par leur investissement dans les infrastructures portuaires, leur législation, leurs tarifications ou leurs pouvoirs de taxation, les gouvernements peuvent avoir un impact direct sur la rentabilité.

Les variations de devises – Les variations du dollar canadien par rapport au dollar américain peuvent avoir des répercussions sur les entreprises canadiennes. Bien que cette situation puisse toucher nos clients, elle ne nous touche pas directement. À vrai dire, nos services sont généralement rendus localement et nous sommes payés dans la même devise que celle dans laquelle nous encourrons des charges. C'est pourquoi les fluctuations de la devise américaine n'influencent habituellement pas significativement nos résultats, puisque nos filiales américaines sont autonomes d'un point de vue financier. Tel qu'il est analysé à la rubrique précédente, Gestion du risque financier, la Société est principalement exposée aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien, notamment pour les éléments des états consolidés de la situation financière détenus en dollars américains. La Société estime toutefois que ce risque est relativement restreint.

Les risques associés au personnel et à la main-d'œuvre – Certaines de nos installations sont situées près de petits centres urbains et il peut être difficile d'y trouver une main-d'œuvre qualifiée. De plus, l'industrie des services maritimes est fortement syndiquée et il y a toujours un risque de conflit de travail lors de la négociation de conventions collectives.

Transactions entre parties liées

En plus de la rémunération des principaux dirigeants et des dividendes payés aux actionnaires, qui ont lieu dans le cours normal des affaires et qui sont quantifiés à la note 29 des notes 2018, les services entre parties liées sont essentiellement des services professionnels, des loyers, des frais de gestion et des dépenses opérationnelles chargés à ou par des coentreprises. Ces transactions sont également dans le cours normal des affaires et leur contrepartie est fixée et convenue par les parties liées. Les montants dus par des coentreprises incluent la quote-part de Nanuk de l'obligation au titre des avantages postérieurs à l'emploi relative à un régime de retraite offert par la Société.

Données trimestrielles choisies

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action)	T1	T2	T3	T4	Exercice
	\$	\$	\$	\$	\$
2018					
Produits	82 442	149 182	184 537	168 717	584 878
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	(9 477)	1 868	22 256	3 413	18 060
Résultat de base par action de catégorie A	(0,72)	0,14	1,68	0,26	1,37
Résultat de base par action de catégorie B	(0,80)	0,16	1,85	0,28	1,51
Résultat de base total par action	(0,75)	0,15	1,75	0,27	1,43
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,72)	0,14	1,62	0,25	1,32
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,80)	0,15	1,78	0,27	1,45
Résultat dilué total par action	(0,75)	0,14	1,69	0,26	1,38
2017					
Produits	60 071	101 861	168 314	145 497	475 743
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	(1 530)	4 789	10 955	13 212	27 426
Résultat de base par action de catégorie A	(0,12)	0,38	0,84	1,01	2,14
Résultat de base par action de catégorie B	(0,13)	0,41	0,93	1,12	2,35
Résultat de base total par action	(0,13)	0,39	0,88	1,05	2,23
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,12)	0,36	0,80	0,97	2,02
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,13)	0,39	0,88	1,06	2,22
Résultat de base total par action	(0,13)	0,37	0,83	1,01	2,11

Caractère saisonnier des activités

Les services maritimes sont influencés par les conditions climatiques et ont donc un caractère saisonnier. Durant l'hiver, la Voie maritime du Saint-Laurent est fermée. Il n'y a pas d'activité sur les Grands Lacs, les activités sur le fleuve Saint-Laurent sont réduites et il n'y a pas d'activité de transport vers l'Arctique en raison de l'état des glaces.

Les services environnementaux sont également influencés par les conditions climatiques. La majorité des services spécialisés qu'ils offrent implique l'excavation des sols, ce qui s'avère plus difficile en hiver.

Historiquement, le premier trimestre et, à un degré moindre, le second trimestre ont toujours eu un niveau d'activité plus bas et ont obtenu des résultats plus faibles que les autres trimestres. Les troisième et quatrième trimestres sont habituellement les plus actifs.

Résultats du quatrième trimestre de 2018 et données comparatives

(en milliers de dollars, sauf pour les données par action)	T4 2018 \$	T4 2017 \$
Produits	168 717	145 497
Charge au titre des avantages du personnel	(88 313)	(71 689)
Matériel et fournitures	(46 026)	(35 009)
Charge locative	(12 405)	(9 613)
Autres charges	(8 023)	(5 803)
Dotation aux amortissements	(8 627)	(13 191)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	2 505	1 581
Autres profits et pertes	2 841	5 430
Pertes de valeur	(6 821)	(2 917)
Résultat d'exploitation	3 848	14 286
Charges financières	(2 128)	(2 158)
Produits financiers	60	125
Résultat avant impôt	1 780	12 253
Impôt sur le résultat	1 658	(286)
Résultat de la période	3 438	11 967

Résultat attribuable aux :

Propriétaires de la Société	3 413	13 212
Participation ne donnant pas le contrôle	25	(1 245)
Résultat de la période	3 438	11 967
Résultat de base par action de catégorie A	0,26	1,01
Résultat de base par action de catégorie B	0,28	1,12
Résultat dilué par action de catégorie A	0,25	0,97
Résultat dilué par action de catégorie B	0,27	1,06

Les produits consolidés ont totalisé 168,7 millions \$ en 2018, en hausse de 23,2 millions \$, ou 16,0 %, par rapport à 2017. Cette hausse est essentiellement attribuable au niveau élevé d'activité du secteur des services environnementaux au cours du quatrième trimestre de 2018 et au regroupement des entreprises GSM et Pate, comme indiqué précédemment.

Le ratio de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits au cours du quatrième trimestre de 2018 a augmenté pour s'établir à 52,3 %, comparativement à 49,3 % au cours de la période correspondante de 2017. La hausse du ratio de la charge provient surtout de la composition des produits de Sanexen. Celle-ci a constaté des produits tirés des activités liées à Aqua-Pipe plus importants, auxquels s'ajoutent les activités liées à FER-PAL, comportant une composante sur le plan de la charge du personnel plus élevée. Par conséquent, la proportion globale de la charge au titre des avantages sociaux du personnel a légèrement augmenté.

Au quatrième trimestre de 2018, la charge relative au matériel et fournitures s'est établie à 46,0 millions \$, soit une hausse de 11,0 millions \$ par rapport à celle du quatrième trimestre de 2017. Cette hausse découle essentiellement de l'incidence de la composition des produits de Sanexen et du regroupement des entreprises GSM et Pate, comme indiqué précédemment. La proportion globale de la charge relative au matériel et fournitures sur les produits a été plus élevée, soit 27,2 % au quatrième trimestre de 2018, comparativement à 24,1 % pour la période correspondante de 2017.

La dotation aux amortissements s'est établie à 8,6 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2018, en baisse de 4,6 millions \$ par rapport à 13,2 millions \$ pour la période correspondante de 2017. En 2017, l'investissement dans FER-PAL a donné lieu à une dotation aux amortissements découlant des immobilisations incorporelles relatives au carnet de commandes acquis, qui a été entièrement amorti sur une période de sept mois. Par conséquent, cette incidence n'a pas été récurrente au cours de 2018.

Les pertes de valeur pour le quatrième trimestre de 2018 se sont chiffrées à 6,8 millions \$, soit une hausse de 3,9 millions \$ par rapport à celles du quatrième trimestre de 2017. À la fin de 2018, la Société a revu la valeur comptable de ses immobilisations incorporelles et a déterminé que celles qui consistent en des unités génératrices de trésorerie liées à nos activités inhérentes à la logistique portuaire en Virginie ont subi une perte de valeur.

Le résultat d'exploitation du quatrième trimestre de 2018 s'est élevé à 3,8 millions \$, soit une baisse de 10,4 millions \$ par rapport à celui du quatrième trimestre de 2017. La diminution du résultat d'exploitation découle des divers éléments dont il a été question précédemment.

Toutes les autres charges incluses au résultat d'exploitation ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires normaux et sont demeurées à des niveaux semblables à ceux de 2017.

Principaux jugements, estimations et hypothèses

L'application des principales méthodes comptables de la Société exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles d'autres sources. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des présents états financiers tient compte de plusieurs hypothèses formulées par la direction qui sont présentées à la note 3 des notes 2018. Une description plus détaillée des jugements, estimations et hypothèses est incluse dans les notes 2018, en particulier à l'égard des créances clients (notes 4 et 14), du goodwill (note 18), des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée (note 19), des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (note 16), de la dépréciation d'actifs à long terme, y compris du goodwill (note 18), de l'impôt différé (note 10), des avantages postérieurs à l'emploi (note 20) et des provisions (note 25). Les principales méthodes comptables de la Société sont utilisées de façon identique dans tous ses secteurs d'exploitation à présenter (note 30).

Adoption des nouvelles normes IFRS et des normes IFRS modifiées

Normes comptables publiées et adoptées

Le 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté les normes suivantes :

IFRS 9 INSTRUMENTS FINANCIERS

L'IFRS 9 énonce les dispositions relatives à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et de certains contrats visant l'achat ou la vente d'éléments non financiers. Cette norme remplace l'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément à l'IFRS 9. La Société a adopté l'IFRS 9 au moyen de l'approche rétrospective et a choisi de ne pas retraitier les informations comparatives de l'exercice précédent, comme l'autorise la norme.

RAPPORT DE GESTION 2018

La Société a examiné et évalué ses actifs et passifs financiers en cours au 1^{er} janvier 2018 sur la base des faits et circonstances qui prévalaient à cette date, et en a conclu que l'adoption initiale de l'IFRS 9 a eu les répercussions suivantes sur leur classement et leur évaluation :

- La trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs et les actifs financiers non courants qui étaient classés comme prêts et créances selon l'IAS 39 ont été classés au coût amorti selon l'IFRS 9.
- Les dettes fournisseurs et autres créditeurs, les dividendes à payer, les emprunts bancaires à court terme, la dette à long terme, les passifs dus aux actionnaires et les régimes d'intéressement à long terme qui étaient classés comme autres passifs financiers selon l'IAS 39 ont été classés au coût amorti selon l'IFRS 9.

Selon l'IFRS 9, le modèle des pertes subies de l'IAS 39 est remplacé par un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Ce nouveau modèle de dépréciation s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti, aux travaux en cours et aux placements dans des titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG »), mais ne s'applique pas aux placements dans des instruments de capitaux propres. Selon l'IFRS 9, les pertes de crédit sont comptabilisées plus tôt qu'elles ne le sont en vertu de l'IAS 39.

La Société a choisi d'évaluer la correction de valeur pour pertes au titre des créances clients et des actifs financiers non courants à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

Cette norme comporte également un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui accroît l'étendue des éléments couverts admissibles à la comptabilité de couverture et qui permet d'aligner plus étroitement la comptabilité de couverture sur la gestion du risque. Les exigences en matière de comptabilité de couverture de l'IFRS 9 ont été appliquées de façon prospective le 1^{er} janvier 2018. Toutes les relations de couverture désignées selon l'IAS 39 au 31 décembre 2017 répondaient aux critères liés à l'utilisation de la comptabilité de couverture conformément à l'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 et, par conséquent, sont considérées comme des relations de couverture maintenues.

La Société a terminé son évaluation de l'incidence de cette nouvelle norme et a établi que l'adoption de celle-ci n'aura aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés, mises à part celles énoncées ci-dessus. La Société a mis à jour ses principales méthodes comptables comme il est énoncé à la note 2.

IFRS 15 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

L'IFRS 15 établit un cadre général pour déterminer la nature, le montant et le calendrier des produits à comptabiliser. Cette norme remplace l'IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11 *Contrats de construction*, et les interprétations connexes.

La Société a adopté l'IFRS 15 au moyen de l'approche rétrospective modifiée et a choisi d'appliquer les dispositions uniquement aux contrats en cours à la date d'adoption initiale de la norme, soit le 1^{er} janvier 2018. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés, mises à part les informations supplémentaires à fournir conformément à cette nouvelle norme qui sont présentées à la note 6.

Les détails relatifs aux plus principales nouvelles méthodes comptables et la nature des changements par rapport aux méthodes comptables précédentes en ce qui concerne les biens et services offerts par la Société sont communiqués à la note 2.

Normes et interprétations comptables publiées, mais non encore appliquées

IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

L'IFRS 16 publiée en février 2016, précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet. La norme présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur, exigeant la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'égard de tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur. Toutefois, la comptabilisation par le bailleur reste largement inchangée par rapport à l'IAS 17 *Contrats de location*. La norme sera en vigueur pour les périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

Étant donné que la Société a des obligations contractuelles importantes comptabilisées comme des contrats de location simple en vertu de l'IAS 17, elle conclut que les actifs et les passifs subiront tous deux une hausse importante au moment de l'adoption de l'IFRS 16 ainsi que des changements importants à la présentation des charges liées aux contrats de location au titre de la charge relative au matériel et fournitures, de la charge locative, de la dotation aux amortissements et des charges financières.

La Société a l'intention d'adopter l'IFRS 16 au moyen de l'approche rétrospective modifiée et de se prévaloir des exemptions prévues pour les contrats de location à court terme et les contrats de location dont l'actif sous-jacent est de faible valeur. Compte tenu des renseignements actuellement à sa disposition, la Société a estimé qu'elle comptabilisera des passifs supplémentaires et des actifs au titre du droit d'utilisation d'environ 80,0 millions \$ et 85,0 millions \$ au 1^{er} janvier 2019.

IFRIC 23 INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX (IAS 12)

En juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23 *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (IAS 12), afin d'apporter des éclaircissements sur la façon d'appliquer les dispositions de l'IAS 12 *Impôts sur le résultat* en matière de comptabilisation et d'évaluation en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux.

Cette nouvelle interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

Questions environnementales

Changements climatiques

Il n'est pas possible d'évaluer les conséquences des changements climatiques sur nos activités à ce moment-ci. Nous croyons que cela pourrait créer des inquiétudes, mais également des opportunités. Bien qu'il puisse y avoir des répercussions sur le niveau des eaux à certains ports, la saison pourrait être plus longue pour le transport vers l'Arctique. Elles sont suivies de façon régulière afin de s'assurer que nous serons bien positionnés pour parer à tout changement qui pourrait survenir dans les flux commerciaux.

Autres préoccupations environnementales

Nous manutentionnons diverses marchandises en vrac sur des sites où des activités industrielles ont eu lieu depuis de nombreuses années. Il est plus que probable que certains de ces sites aient déjà été contaminés par ces activités avant notre arrivée. Nous procédons généralement à une évaluation de base de la contamination des sites avant de signer un nouveau bail. Cette pratique limite notre responsabilité uniquement à nos propres activités. LOGISTEC prend les questions environnementales très au sérieux et est déterminée à limiter et à réduire son empreinte environnementale.

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

LOGISTEC a une politique santé, sécurité et environnement (« SSE ») qui reconnaît l'importance des aspects environnementaux de nos activités. Elle nous engage à tenir compte des répercussions possibles de l'ensemble de nos décisions et de nos activités courantes et futures sur l'environnement.

La politique stipule que la Société souscrira à certains principes, notamment :

- la conformité aux lois et règlements environnementaux actuels dans l'ensemble de nos activités;
- la réduction de nos impacts possibles sur l'environnement par l'adoption de mesures de protection et de prévention;
- l'utilisation de technologies écologiques;
- l'adoption et l'application de programmes visant l'amélioration continue, mesurée par le suivi de l'impact environnemental de nos activités.

ALLIANCE VERTE

Pour démontrer son engagement envers l'environnement, LOGISTEC est membre de l'Alliance verte à titre de participant certifié depuis 2009. L'Alliance verte est une initiative conjointe Canada-États-Unis lancée dans le but d'implanter un programme environnemental pour l'industrie maritime d'un bout à l'autre du continent nord-américain. Fondée en 2008 par plusieurs dirigeants d'importantes entreprises de services maritimes de l'est du Canada, y compris notre chef de la direction, l'Alliance verte s'est rapidement distinguée par sa crédibilité, sa transparence et sa capacité à améliorer la performance environnementale de ses participants au-delà des exigences réglementaires. L'Alliance verte gère aujourd'hui un programme environnemental ambitieux permettant à toute entreprise maritime œuvrant au Canada comme aux États-Unis de renforcer volontairement sa performance environnementale de manière concrète et mesurable.

Ce programme, conçu initialement pour l'industrie maritime du Saint-Laurent et des Grands Lacs, a suscité un tel intérêt auprès de l'industrie qu'il a évolué pour couvrir l'ensemble de l'Amérique du Nord. Les entreprises participantes dans le programme volontaire évaluent chaque année leur performance selon une échelle allant du respect de la réglementation à l'excellence de leurs pratiques, à l'égard de douze enjeux environnementaux. Le programme est révisé et ajusté chaque année pour tenir compte des nouvelles réglementations et refléter les innovations technologiques.

OCCASIONS

Être au service de l'industrie maritime peut constituer une occasion sous l'angle environnemental, puisque le transport maritime de marchandises est l'un des moyens de transport les plus économiques et les plus écologiques. La grande quantité de marchandises pouvant être transportées par un navire signifie généralement une plus faible consommation d'énergie par tonne de marchandises manutentionnées comparativement au transport terrestre. Les pressions environnementales des autorités afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre pourraient favoriser le transport maritime (via le fleuve Saint-Laurent par exemple), ce qui pourrait favoriser nos activités, puisque ces navires devront être chargés et déchargés.

Notre filiale Sanexen est active dans le domaine de la décontamination environnementale et de la réhabilitation de conduites d'eau souterraines, et il va sans dire que plus les entreprises et les municipalités développent une conscience environnementale, plus Sanexen est susceptible de profiter d'occasions d'affaires.

Régie d'entreprise

En matière de régie d'entreprise, LOGISTEC a mis en place des pratiques correspondant à des normes élevées. Ces pratiques sont conformes aux exigences de l'*Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance* et du *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance*. Au nombre des 12 administrateurs de LOGISTEC, neuf sont indépendants, trois sont des femmes, et les postes de président du conseil d'administration et de chef de la direction sont distincts. Le comité de régie d'entreprise et de ressources humaines et le comité de vérification sont composés exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification examine les rapports intermédiaires et annuels et les états financiers avant qu'ils soient soumis au conseil d'administration pour son approbation, et ses membres rencontrent l'auditeur indépendant de la Société séparément. À la suite d'une analyse appropriée par le comité de vérification, le conseil d'administration recommande la nomination de l'auditeur indépendant aux actionnaires.

Conformément aux exigences du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la présidente et chef de la direction et le vice-président, finances ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »). Ils sont assistés dans ces responsabilités par un comité directeur de la certification, lequel est composé de membres de la haute direction de la Société incluant les deux cadres supérieurs mentionnés précédemment.

Ils ont révisé ce rapport de gestion, les états financiers annuels, la notice annuelle et la circulaire d'information qui inclut la divulgation et l'analyse de la rémunération (les « documents annuels »). À leur connaissance, les documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important, ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les documents annuels. À leur connaissance, les états financiers annuels et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux dates de clôture des exercices présentés dans les documents annuels, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices présentés dans les documents annuels.

Sous la supervision du comité directeur de la certification, l'efficacité des CPCI a été évaluée. En se fondant sur cette évaluation, la présidente et chef de la direction et le vice-président, finances ont conclu que les CPCI étaient efficaces à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et que la conception de ces CPCI fournissait une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, leur a été communiquée de façon opportune lors de la préparation des documents annuels, et que l'information qui doit être présentée dans les documents annuels a été enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits.

La présidente et chef de la direction ainsi que le vice-président, finances ont également conçu ou fait concevoir sous leur supervision ce CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS. Sous la supervision du comité directeur de la certification, l'efficacité du CIIF a été évaluée. En se fondant sur cette évaluation, la présidente et chef de la direction et le vice-président, finances ont conclu que le CIIF est adéquat et efficace à fournir cette assurance au 31 décembre 2018.

Il n'y a eu aucune modification apportée au CIIF de la Société au cours du quatrième trimestre de 2018 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF de la Société.

Perspectives

Nous sommes satisfaits de la progression des produits en 2018 en regard ceux de 2017, fait attribuable à nos regroupements d'entreprises dans le secteur des services maritimes en 2018.

Toutefois, l'augmentation des produits ne s'est pas traduite par une hausse similaire au titre du résultat de l'exercice. Cela s'explique surtout par le faible rendement dégagé par FER-PAL en 2018, combiné à certaines pertes de valeur au titre des immobilisations incorporelles liées à nos activités de logistique portuaire en Virginie ainsi qu'aux charges liées aux transactions, à l'intégration et à la transformation, et aux charges financières.

Cela dit, les perspectives pour 2019 demeurent favorables. En effet, le solide résultat dégagé par le secteur des services maritimes en 2018 devrait se maintenir en 2019 et nous devrions pouvoir bénéficier d'un exercice complet de l'incidence des regroupements d'entreprises réalisés en 2018. De plus, nous examinerons nos activités de logistique portuaire en Virginie, aux fins de rationalisation et d'amélioration du rendement, à la lumière de leurs rendements décevants.

Pour ce qui est du secteur des services environnementaux, nous prévoyons que les activités liées à Aqua-Pipe et les activités traditionnelles de Sanexen se poursuivront à une bonne cadence. Le carnet de commandes combiné de Sanexen et de FER-PAL s'élève à quelque 100 millions \$, ce qui augure bien pour 2019.

Nous nous penchons sur le rendement de FER-PAL en 2018. Nous évaluons ses processus et avons commencé à élaborer un plan d'amélioration. De plus, bon nombre des éléments qui ont contribué à son rendement décevant en 2018 sont chose du passé et, par conséquent, nous nous attendons à ce que cette entreprise renoue rapidement avec la rentabilité.

Nous continuons de déployer des efforts pour accroître notre part du marché américain liée aux activités d'Aqua-Pipe et à notre nouvelle technologie qui permet d'éviter la contamination de l'eau potable par le plomb. Nous estimons que ces efforts porteront leurs fruits à court ou à moyen terme.

Somme toute, nous envisageons des perspectives attrayantes pour 2019 et ultérieurement, mais nous devons faire preuve de prudence. Même si l'économie prospère depuis un certain temps, de nombreux économistes nous mettent en garde contre une éventuelle récession ou un éventuel ralentissement qui pourrait survenir au cours des prochains 18 à 24 mois, et qui aurait, de toute évidence, une incidence sur l'économie en général et sur nos activités en particulier.

Enfin, sur le plan de l'expansion, nous continuons à mettre l'accent sur la recherche et sur l'analyse des occasions d'investissement dans nos deux secteurs d'activité dans le but de maintenir ou d'améliorer notre niveau de service élevé et de générer une croissance en faveur de nos partenaires d'affaires et des actionnaires de la Société.

Ce rapport de gestion ainsi que le rapport annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la notice annuelle, la circulaire d'information de même que la divulgation et l'analyse de la rémunération sont tous déposés sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com) et certains de ces documents peuvent également être consultés sur le site Internet de LOGISTEC (www.logistec.com), dans la section « Investisseurs ».

Les rapports financiers intermédiaires et les communiqués de presse financiers peuvent aussi être consultés sur le site Internet de SEDAR et sur le site Internet de LOGISTEC.

En vue d'informer les actionnaires et les investisseurs potentiels sur les perspectives de la Société, les rubriques du présent document peuvent contenir des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières, au sujet des activités de la Société, ses performances, sa situation financière et en particulier l'espérance de succès des efforts de la Société dans le développement et la croissance de ses affaires. Ces énoncés prospectifs expriment, en date du présent document, les estimations, prévisions, projections, attentes ou opinions de la Société à l'égard d'événements ou résultats futurs. Bien que la Société estime que les attentes suscitées par ces énoncés prospectifs sont basées sur des fondements et des hypothèses

RAPPORT DE GESTION 2018

valables et raisonnables, ces énoncés prospectifs sont intrinsèquement sujets à des incertitudes et contingences importantes, dont plusieurs sont au-delà du contrôle de la Société, de sorte que le rendement de la Société pourrait différer sensiblement du rendement prévisionnel exprimé ou présenté dans de tels énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes importants qui pourraient faire différer de façon significative les résultats réels et les événements futurs des attentes actuelles exprimées sont examinés sous la rubrique « Risques d'affaires » du présent document et incluent, sans s'y restreindre, les performances des économies locales et internationales et leur effet sur les volumes de livraison, les conditions climatiques, les relations avec la main-d'œuvre, le niveau des prix et les activités de marketing des compétiteurs. Les lecteurs du présent document sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour ni à réviser ces énoncés prospectifs, à moins que la loi ne l'exige.

(signé) Jean-Claude Dugas
Jean-Claude Dugas, CPA, CA
Le vice-président, finances

Le 15 mars 2019

Rapport des auditeurs indépendants

Aux actionnaires de Logistec Corporation

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Logistec Corporation (l'« entité »), qui comprennent :

- l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018;
- l'état consolidé du résultat net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état consolidé des autres éléments du résultat global pour l'exercice clos à cette date;
- l'état consolidé des variations des capitaux propres pour l'exercice clos à cette date;
- le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables; (ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de l'entité au 31 décembre 2018, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers* » de notre rapport des auditeurs.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point - Informations comparatives

Les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 20 mars 2018.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- des informations contenues dans le rapport de gestion déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes;
- des informations contenues dans le « Rapport annuel 2018 », autres que les états financiers et le rapport des auditeurs sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons et n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations identifiées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, et à demeurer attentifs aux éléments indiquant que les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu les informations contenues dans le rapport de gestion déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes et les informations contenues dans le Rapport annuel 2018, autres que les états financiers et le rapport des auditeurs sur ces états, à la date du présent rapport des auditeurs. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le rapport des auditeurs.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit;
- nous fournissons aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de l'entité du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entièvre responsabilité de notre opinion d'audit.

(signé) KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.*

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport des auditeurs est délivré est Yvon Dupuis.

Montréal, Canada
Le 15 mars 2019

*CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A114306

États consolidés des résultats

*des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)*

	Notes	2018 \$	2017 \$
Produits	6	584 878	475 743
Charge au titre des avantages du personnel	7	(299 682)	(235 247)
Matériel et fournitures		(156 859)	(122 651)
Charge locative		(46 028)	(33 799)
Autres charges		(29 839)	(21 997)
Dotation aux amortissements		(28 580)	(33 859)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	16	8 111	6 952
Autres profits et pertes	8	3 596	4 875
Pertes de valeur	19	(6 821)	(2 917)
Résultat d'exploitation		28 776	37 100
Charges financières	9	(8 046)	(3 937)
Produits financiers		572	404
Résultat avant impôt		21 302	33 567
Impôt sur le résultat	10	(3 308)	(6 211)
Résultat de l'exercice		17 994	27 356
Résultat attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		18 060	27 426
Participation ne donnant pas le contrôle		(66)	(70)
Résultat de l'exercice		17 994	27 356
Résultat de base par action ordinaire de catégorie A ⁽¹⁾	12,27	1,37	2,14
Résultat de base par action subalterne à droit de vote de catégorie B ⁽²⁾	12,27	1,51	2,35
Résultat dilué par action de catégorie A	12,27	1,32	2,02
Résultat dilué par action de catégorie B	12,27	1,45	2,22

⁽¹⁾ Action ordinaire de catégorie A (« action de catégorie A »)

⁽²⁾ Action subalterne à droit de vote de catégorie B (« action de catégorie B »)

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

États consolidés du résultat global

des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2018 \$	2017 \$
Résultat de l'exercice		17 994	27 356
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats			
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		9 871	(2 787)
Perte latente découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger		(4 377)	—
Profits (pertes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		(5)	151
Impôt sur le résultat lié aux dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		2	(41)
Total des éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats		5 491	(2 677)
Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats			
Gains (pertes) sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies	20	1 850	(1 515)
Variation de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice	20	(1 637)	830
Impôt sur le résultat sur les pertes (gains) sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et sur la variation de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice	10	(41)	151
Total des éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats		172	(534)
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat			
Éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats		—	32
Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats		118	(133)
Total de la quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat		118	(101)
Autres éléments du résultat global de l'exercice, après impôt sur le résultat		5 781	(3 312)
Total du résultat global de l'exercice		23 775	24 044
Total du résultat global attribuable :			
Aux propriétaires de la Société		23 805	24 114
À la participation ne donnant pas le contrôle		(30)	(70)
Total du résultat global de l'exercice		23 775	24 044

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		15 393	3 963
Créances clients et autres débiteurs	14	160 252	153 342
Travaux en cours		14 282	5 306
Actifs d'impôt exigible	10	2 964	494
Autres actifs financiers		416	1 055
Charges payées d'avance		4 483	2 775
Stocks	15	10 711	11 550
		208 501	178 485
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	16	38 005	34 350
Immobilisations corporelles	17	179 225	160 717
Goodwill	18	150 498	105 618
Immobilisations incorporelles	19	41 054	14 903
Actifs non courants		2 173	1 658
Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	20	—	606
Actifs financiers non courants	21	6 328	7 984
Actifs d'impôt différé	10	11 319	9 218
Total de l'actif		637 103	513 539
Passif			
Passif courant			
Emprunts bancaires à court terme	22	13 577	9 829
Dettes fournisseurs et autres crébiteurs	23	97 845	85 174
Produits différés		5 225	2 252
Passifs d'impôt exigible	10	3 480	3 699
Dividendes à payer	27	1 973	1 075
Tranche courante de la dette à long terme	24	3 294	5 447
Provisions	25	823	813
		126 217	108 289
Dette à long terme	24	160 003	77 957
Provisions	25	790	771
Passifs d'impôt différé	10	21 465	15 575
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	20	14 716	14 778
Produits différés		3 333	3 733
Passifs non courants	26	46 190	61 641
Total du passif		372 714	282 744
Capitaux propres			
Capital social	27	35 016	29 019
Capital social devant être émis	27	14 717	19 820
Résultats non distribués		200 404	173 129
Cumul des autres éléments du résultat global		12 061	6 606
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société		262 198	228 574
Participation ne donnant pas le contrôle		2 191	2 221
Total des capitaux propres		264 389	230 795
Total du passif et des capitaux propres		637 103	513 539
Engagements, passifs éventuels et garanties		31, 32	

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil

(signé) George R. Jones
Administrateur

(signé) Madeleine Paquin
Administratrice

États consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

Notes		Attribuable aux propriétaires de la Société							Participation ne donnant pas le contrôle \$	Total des capitaux propres \$		
		Cumul des autres éléments du résultat global										
		Capital social \$	Capital social devant être émis \$	Couvertures de flux de trésorerie \$	Conversion des devises \$	Résultats non distribués \$	Total \$					
Solde au 1^{er} janvier 2018		29 019	19 820	138	6 468	173 129	228 574	2 221	230 795			
Résultat de l'exercice		—	—	—	—	18 060	18 060	(66)	17 994			
Autres éléments du résultat global												
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		—	—	—	9 835	—	9 835	36	9 871			
Perte latente découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger		—	—	—	(4 377)	—	(4 377)	—	(4 377)			
Gains sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et variation de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice, après impôt sur le résultat	20	—	—	—	—	172	172	—	172			
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat		—	—	(3)	—	—	(3)	—	(3)			
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat		—	—	—	—	118	118	—	118			
Total du résultat global de l'exercice		—	—	(3)	5 458	18 350	23 805	(30)	23 775			
Passif au titre de l'option de vente		—	—	—	—	15 644	15 644	—	15 644			
Rachat d'actions de catégorie A	27	(10)	—	—	—	(174)	(184)	—	(184)			
Émission et rachat d'actions de catégorie B	27	904	—	—	—	(1 195)	(291)	—	(291)			
Émission de capital social de catégorie B à un actionnaire d'une filiale		5 103	(5 103)	—	—	—	—	—	—			
Autre dividende		—	—	—	—	(776)	(776)	—	(776)			
Dividendes sur actions de catégorie A	27	—	—	—	—	(2 565)	(2 565)	—	(2 565)			
Dividendes sur actions de catégorie B	27	—	—	—	—	(2 009)	(2 009)	—	(2 009)			
Solde au 31 décembre 2018		35 016	14 717	135	11 926	200 404	262 198	2 191	264 389			

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

États consolidés des variations des capitaux propres (suite)

(en milliers de dollars canadiens)

Notes		Attribuable aux propriétaires de la Société							Participation ne donnant pas le contrôle \$	Total des capitaux propres \$		
		Cumul des autres éléments du résultat global										
		Capital social \$	Capital social devant être émis \$	Couvertures de flux de trésorerie \$	Conversion des devises \$	Résultats non distribués \$	Total \$					
Solde au 1^{er} janvier 2017		15 618	24 898	(4)	9 255	151 616	201 383	1 798	203 181			
Résultat de l'exercice		—	—	—	—	27 426	27 426	(70)	27 356			
Autres éléments du résultat global												
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		—	—	—	(2 787)	—	(2 787)	—	(2 787)			
Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et variation de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice, après impôt sur le résultat	20	—	—	—	—	(534)	(534)	—	(534)			
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat		—	—	142	—	—	142	—	142			
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat		—	—	—	—	(133)	(133)	—	(133)			
Total du résultat global de l'exercice		—	—	142	(2 787)	26 759	24 114	(70)	24 044			
Rachat d'actions de catégorie A	27	(4)	—	—	—	(243)	(247)	—	(247)			
Emission et rachat d'actions de catégorie B	27	327	—	—	—	(959)	(632)	—	(632)			
Émission d'actions de catégorie B liée à un regroupement d'entreprises		8 000	—	—	—	—	8 000	—	8 000			
Passif à long terme découlant de l'obligation de racheter la participation ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	—	—	(50 089)	(50 089)			
Participations ne donnant pas le contrôle découlant d'un regroupement d'entreprises		—	—	—	—	—	—	50 582	50 582			
Émission de capital social de catégorie B à un actionnaire d'une filiale		5 078	(5 078)	—	—	—	—	—	—			
Dividendes sur actions de catégorie A	27	—	—	—	—	(2 334)	(2 334)	—	(2 334)			
Dividendes sur actions de catégorie B	27	—	—	—	—	(1 710)	(1 710)	—	(1 710)			
Solde au 31 décembre 2017		29 019	19 820	138	6 468	173 129	228 574	2 221	230 795			

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

*des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens)*

	Notes	2018 \$	2017 \$
Activités d'exploitation			
Résultat de l'exercice		17 994	27 356
Éléments sans effet sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	28	43 823	43 899
Trésorerie liée aux activités d'exploitation		61 817	71 255
Dividendes reçus des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	16	4 596	3 637
Cotisations en vertu des régimes de retraite à prestations définies	20	(1 049)	(1 036)
Règlement des provisions	25	(359)	(154)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	28	4 119	(23 885)
Impôt sur le résultat payé		(10 037)	(6 021)
		59 087	43 796
Activités de financement			
Variation nette des emprunts bancaires à court terme		3 747	1 579
Émission de la dette à long terme, nette des coûts de transaction	24, 28	134 653	90 014
Remboursement de la dette à long terme	24, 28	(62 382)	(70 829)
Intérêts payés		(7 241)	(2 822)
Émission d'actions de catégorie B	27	562	201
Rachat d'actions de catégorie A	27	(177)	(248)
Rachat d'actions de catégorie B	27	(1 349)	(1 043)
Dividendes versés sur les actions de catégorie A	27	(2 505)	(2 279)
Dividendes versés sur les actions de catégorie B	27	(1 947)	(1 638)
		63 361	12 935
Activités d'investissement			
Remboursement par un client du placement dans un contrat de service		—	865
Intérêts perçus		539	403
Trésorerie acquise lors d'un regroupement d'entreprises	5	2 501	—
Regroupements d'entreprises	5	(97 998)	(48 038)
Rachat d'une participation ne donnant pas le contrôle		—	(2 880)
Participations dans des coentreprises		(157)	—
Acquisition d'immobilisations corporelles	17	(16 131)	(21 965)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	17	1 416	2 473
Acquisition d'immobilisations incorporelles	19	(208)	(45)
Remboursement d'actifs financiers non courants		211	104
Augmentation d'autres actifs non courants		(286)	(805)
Sortie d'autres actifs non courants		215	191
		(109 898)	(69 697)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		12 550	(12 966)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		3 963	15 971
Effets des variations des cours de change sur le solde de la trésorerie détenue en monnaie étrangère des établissements à l'étranger		(1 120)	958
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		15 393	3 963

Opérations sans effet sur la trésorerie et informations supplémentaires

28

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Informations générales

LOGISTEC Corporation (la « Société ») offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime, industrielle et municipale. La Société dispose d'installations de manutention de marchandises dans 37 ports en Amérique du Nord et offre des services d'agences maritimes aux armateurs et aux exploitants de navires étrangers qui servent le marché canadien. La Société est fortement diversifiée en termes de catégories de marchandises manutentionnées, de localisation des installations portuaires et d'équilibre entre les activités liées à l'importation et à l'exportation. De plus, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales Sanexen Services Environnementaux inc. (« Sanexen ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), mène des activités dans le secteur des services environnementaux. Ceux-ci englobent la réhabilitation structurale sans tranchée de conduites d'eau souterraines, la gestion des matières réglementées, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

La Société est constituée au Québec et elle est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. Son siège social est situé au 360, rue Saint-Jacques, bureau 1500, Montréal (QC) H2Y 1P5, Canada.

L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les présents états financiers consolidés audités ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 15 mars 2019.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers consolidés sont énoncées ci-après.

Déclaration de conformité

Les présents états financiers de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Normes comptables publiées et adoptées

Le 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté les normes suivantes :

IFRS 9 INSTRUMENTS FINANCIERS

L'IFRS 9 énonce les dispositions relatives à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et de certains contrats visant l'achat ou la vente d'éléments non financiers. Cette norme remplace l'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément à l'IFRS 9. La Société a adopté l'IFRS 9 au moyen de l'approche rétrospective et a choisi de ne pas retraitier les informations comparatives de l'exercice précédent, comme l'autorise la norme.

La Société a examiné et évalué ses actifs et passifs financiers en cours au 1^{er} janvier 2018 sur la base des faits et circonstances qui prévalaient à cette date, et en a conclu que l'adoption initiale de l'IFRS 9 a eu les répercussions suivantes sur leur classement et leur évaluation :

- La trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs et les actifs financiers non courants qui étaient classés comme prêts et créances selon l'IAS 39 ont été classés au coût amorti selon l'IFRS 9.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

- Les dettes fournisseurs et autres crééditeurs, les dividendes à payer, les emprunts bancaires à court terme, la dette à long terme, les passifs dus aux actionnaires et les régimes d'intéressement à long terme qui étaient classés comme autres passifs financiers selon l'IAS 39 ont été classés au coût amorti selon l'IFRS 9.

Selon l'IFRS 9, le modèle des pertes subies de l'IAS 39 est remplacé par un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Ce nouveau modèle de dépréciation s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti et aux placements dans des titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG »), mais ne s'applique pas aux placements dans des instruments de capitaux propres. Selon l'IFRS 9, les pertes de crédit sont comptabilisées plus tôt qu'elles ne le sont en vertu de l'IAS 39.

La Société a choisi d'évaluer la correction de valeur pour pertes au titre des créances clients et des actifs financiers non courants à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

Cette norme comporte également un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui accroît l'étendue des éléments couverts admissibles à la comptabilité de couverture et qui permet d'aligner plus étroitement la comptabilité de couverture sur la gestion du risque. Les exigences en matière de comptabilité de couverture de l'IFRS 9 ont été appliquées de façon prospective le 1^{er} janvier 2018. Toutes les relations de couverture désignées selon l'IAS 39 au 31 décembre 2017 répondaient aux critères liés à l'utilisation de la comptabilité de couverture conformément à l'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 et, par conséquent, sont considérées comme des relations de couverture maintenues.

La Société a terminé son évaluation de l'incidence de cette nouvelle norme et a établi que l'adoption de celle-ci n'aura aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés, mises à part celles énoncées ci-dessus.

IFRS 15 *PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS*

L'IFRS 15 établit un cadre général pour déterminer la nature, le montant et le calendrier des produits à comptabiliser. Cette norme remplace l'IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11 *Contrats de construction*, et les interprétations connexes.

La Société a adopté l'IFRS 15 au moyen de l'approche rétrospective modifiée et a choisi d'appliquer les dispositions uniquement aux contrats en cours à la date d'adoption initiale de la norme, soit le 1^{er} janvier 2018. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés, mises à part les informations supplémentaires à fournir conformément à cette nouvelle norme qui sont présentées à la note 6.

La Société a modifié ses principales méthodes comptables qui sont communiquées ci-après.

Préparation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur, notamment les instruments financiers dérivés, les actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi et les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Le coût historique est habituellement fondé sur la juste valeur de la contrepartie accordée pour les services rendus. La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

FILIALES

Les filiales sont toutes les entités contrôlées par la Société. La Société détient le contrôle lorsqu'elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice, est exposée ou a droit à des rendements variables du fait de ses liens avec l'entité émettrice et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Les filiales demeurent consolidées jusqu'à la date à laquelle la Société cesse de détenir le contrôle.

Les produits et les charges des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont compris dans les états consolidés des résultats et du résultat global à compter de la date d'entrée en vigueur de l'acquisition du contrôle et jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la perte du contrôle, selon le cas. Le total du résultat global des filiales est attribué aux propriétaires de la Société et aux participations ne donnant pas le contrôle.

Au besoin, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que leurs méthodes comptables concordent avec les méthodes utilisées par la Société.

Les transactions, soldes, produits, charges et flux de trésorerie intragroupes sont éliminés lors de la consolidation jusqu'à leur réalisation avec une tierce partie. Les écarts de change sur les éléments monétaires sont comptabilisés en résultat net au cours de la période où ils surviennent, à l'exception des écarts de change sur les éléments monétaires à recevoir d'un établissement à l'étranger ou à payer à celui-ci dont le règlement n'est ni prévu ni probable (constituant ainsi une part de l'investissement net dans un établissement à l'étranger), qui sont comptabilisés initialement dans les autres éléments du résultat global et reclassés des capitaux propres en résultat net lorsque le remboursement des éléments monétaires survient.

Les filiales en propriété exclusive de la Société sont les suivantes :

Agences maritimes LOGISTEC inc., Agences maritimes de Sorel inc., BalTerm, LLC, CrossGlobe Transport, Ltd., Gestion immobilière SETL inc., GSM Intermediate Holdings, Inc., GSM Maritime Holdings, LLC, Gulf Stream Marine, Inc., Les Terminaux Rideau Bulk Terminals Inc., LOGISTEC Arrimage inc., LOGISTEC Arrimage (Nouveau-Brunswick) inc., LOGISTEC Arrimage (Nouvelle-Écosse) inc., LOGISTEC Arrimage (Ontario) inc., LOGISTEC Services environnementaux inc., LOGISTEC Services maritimes inc., LOGISTEC Stevedoring U.S.A. Inc., LOGISTEC USA Inc., Niedner inc., Ramsey Greig & Cie Itée., Sanexen Services Environnementaux inc., Sanexen Water, Inc. et Tartan Terminals.

La Société détient également une participation de 85,82 % dans Les Solutions multimodales MtLINK inc.

Le 25 mai 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans Pate Stevedore Company, Inc., (« Pate »), et le 1^{er} mars 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans GSM Maritime Holdings, LLC, le propriétaire ultime de Gulf Stream Marine, Inc. (« GSM »).

Le 6 juillet 2017, la Société a acquis 51 % des actions de FER-PAL et le 16 février 2017, elle a investi dans LOGISTEC Gulf Coast LLC (« LGC ») dans laquelle elle détient une participation de 70 %.

Veuillez vous reporter à la note 5 pour de plus amples renseignements.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société utilise la méthode de l'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée pour l'acquisition d'une filiale correspond à la juste valeur des actifs transférés, des passifs engagés et des parts de capitaux propres émises par la Société. La contrepartie transférée comprend la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie conditionnelle. Les coûts liés à l'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels repris lors d'un regroupement d'entreprises sont évalués initialement à leur juste valeur à la date d'acquisition. Pour chaque acquisition, la Société comptabilise toute participation

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise soit à sa juste valeur, soit selon sa quote-part de l'actif net identifiable comptabilisé de l'entreprise acquise.

Les changements dans les participations d'une société mère dans des filiales qui ne se traduisent pas par une perte de contrôle sont comptabilisés comme des transactions portant sur des capitaux propres.

PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les participations dans des filiales détenues par des tiers. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée comme une composante des capitaux propres.

PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence se composent des participations dans des coentreprises et des entreprises associées de la Société.

COENTREPRISES

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel la Société convient avec d'autres parties d'exercer un contrôle conjoint sur une entreprise, lequel existe uniquement lorsque les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entreprise requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Elle implique la création d'une société par actions ou d'une société de personnes et les parties exerçant le contrôle conjoint ont des droits sur l'actif net de l'entreprise.

ENTREPRISES ASSOCIÉES

Une entreprise associée est une entité sur laquelle la Société a une influence notable et qui n'est ni une filiale, ni une participation dans une coentreprise. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politiques financières et opérationnelles de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques.

Le résultat, les actifs et les passifs des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont comptabilisés dans les présents états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, une participation dans une coentreprise ou une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans les états consolidés de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part de la Société des résultats et des autres éléments du résultat global de la coentreprise ou de l'entreprise associée. Si la quote-part de la Société dans les pertes d'une coentreprise ou d'une entreprise associée est supérieure à sa participation dans la coentreprise ou l'entreprise associée (y compris toute participation à long terme qui, en substance, constitue une partie de la participation nette de la Société dans la coentreprise ou l'entreprise associée), la Société cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir, sauf si elle a contracté une obligation légale ou implicite ou a effectué des paiements au nom de la coentreprise ou de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la part revenant à la Société de la juste valeur nette des actifs identifiables, des passifs et des passifs éventuels de la coentreprise ou de l'entreprise associée constatée à la date d'acquisition est comptabilisé à titre de goodwill, qui est inclus dans la valeur comptable de la participation. Tout excédent de la part revenant à la Société de la juste valeur nette des actifs identifiables, des passifs et des passifs éventuels sur le coût d'acquisition, après réévaluation, est immédiatement comptabilisé aux états consolidés des résultats.

Les profits ou les pertes résultant de transactions entre la Société et ses coentreprises ou ses entreprises associées sont comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société seulement à hauteur des participations dans la coentreprise ou l'entreprise associée qui ne sont pas liées à la Société.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Comptabilisation des produits

Les produits sont évalués en vertu de l'IFRS 15 en fonction de la contrepartie énoncée dans le contrat conclu avec un client et excluent les montants perçus pour le compte de tiers. La Société comptabilise les produits lorsqu'elle procède au transfert du contrôle d'un service ou d'un produit à un client. La détermination du moment auquel le contrôle est transféré (« à un moment précis » ou « progressivement ») nécessite du jugement. La Société comptabilise les produits des principales sources suivantes :

SECTEUR DES SERVICES MARITIMES

La Société tire des produits des services liés à l'arrimage, au chargement et au déchargement de la marchandise, à l'empotage et au dépotage de conteneurs, aux droits de bassin, au transport routier, à l'entreposage et à la livraison/réception par camion. Les produits tirés des services précités sont comptabilisés progressivement, au fur et à mesure que les services sont fournis au cours de la période qui s'étend du moment de l'arrivée des marchandises au moment de leur départ en provenance ou à destination du terminal.

Les frais d'entreposage relatifs à la marchandise entreposée par des clients aux termes d'ententes à court terme dans les installations de la Société sont comptabilisés progressivement en fonction du temps écoulé.

Pour ce qui est des ententes qui comportent plusieurs obligations de prestation, la contrepartie totale prévue au contrat est répartie entre chacune des obligations de prestation en fonction de leur prix de vente spécifique, et les produits sont comptabilisés lorsque, ou à mesure que, les obligations de prestation sont remplies. Le prix de vente spécifique est déterminé selon les prix courants auxquels la Société vend ses services dans le cadre de transactions distinctes.

SECTEUR DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

La Société tire des produits du secteur des services environnementaux liés à la réhabilitation structurale sans tranchée de conduites d'eau souterraines, à la gestion des matières réglementées, à la restauration de sites, à l'analyse de risques et à la fabrication de boyaux tissés qu'elle offre à une clientèle industrielle et municipale ainsi qu'à d'autres entités gouvernementales.

Les contrats conclus avec les clients pour les services précités comportent généralement plusieurs obligations de prestation. La Société réalise un important travail d'intégration des services et, par conséquent, ceux-ci sont réputés représenter une seule obligation de prestation distincte. Les produits tirés de ces services sont comptabilisés progressivement en fonction du degré d'avancement des travaux, qui est déterminé par l'examen des travaux exécutés ou sur la base des coûts engagés.

Selon la méthode fondée sur les coûts, le degré d'avancement des travaux à tout moment est évalué en divisant les coûts cumulatifs engagés à la date de clôture par la somme des coûts engagés et des coûts prévus pour l'achèvement d'un contrat. L'effet cumulatif des modifications aux coûts et aux produits pour achever un contrat est comptabilisé au cours de la période pendant laquelle les révisions sont identifiées. Si le total des coûts attendus d'un contrat dépasse le total des produits attendus, la perte qui en résulte est comptabilisée intégralement au cours de la période pendant laquelle elle est confirmée. La détermination des coûts et des produits attendus appropriés nécessite des estimations.

BIENS D'ENVIRONNEMENT

Pour la fabrication des boyaux tissés, les produits sont comptabilisés au moment précis du transfert du contrôle de l'actif au client, soit habituellement lorsque celui-ci prend possession du bien. Pour les contrats aux termes desquels la Société offre des produits ou de services sur mesure et se prévaut d'un droit exécutoire à un paiement au titre de la prestation effectuée, les critères de comptabilisation progressive des produits sont satisfaits et, par conséquent, les produits sont comptabilisés selon cette méthode.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Monnaies étrangères

MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les éléments inclus dans les états financiers de chacun des établissements à l'étranger de la Société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société est le dollar canadien.

Les états financiers des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle diffère de celle de la monnaie de présentation de la Société sont convertis en dollars canadiens. Les actifs et les passifs sont convertis aux taux en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière; les éléments des produits et des charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les profits et les pertes découlant de la conversion sont comptabilisés aux capitaux propres au poste Cumul des autres éléments du résultat global – conversion des devises.

TRANSACTIONS ET SOLDES

Les éléments des produits et des charges résultant de transactions effectuées en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les éléments d'actif et de passif monétaires présentés dans les états consolidés de la situation financière sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière; les éléments non monétaires sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les profits et les pertes de change résultant de la conversion sont comptabilisés dans le poste Autres profits et pertes des états consolidés des résultats, sauf si la comptabilité de couverture est appliquée, comme il est décrit dans la rubrique Instruments financiers dérivés.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Elle est comptabilisée aux états consolidés des résultats, sauf si elle se rapporte à des éléments comptabilisés directement aux capitaux propres ou aux autres éléments du résultat global, auquel cas elle est comptabilisée aux capitaux propres ou aux autres éléments du résultat global.

Impôt exigible

L'impôt exigible correspond à l'impôt payable attendu sur le résultat avant impôt de l'exercice, déterminé selon le taux d'imposition adopté ou quasi adopté à la fin de la période de présentation de l'information financière, et à tout ajustement de l'impôt exigible pour les années précédentes.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers consolidés et les valeurs fiscales correspondantes utilisées dans le calcul du bénéfice imposable. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'imposition dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'imposition qui sont adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont la Société s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

Des actifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible. De tels actifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés si la différence temporelle découle de la comptabilisation initiale d'autres actifs et

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable ni sur le résultat comptable.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés relativement au report de pertes fiscales et de crédits d'impôt inutilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, sur lequel les pertes fiscales et les crédits d'impôt inutilisés pourront être utilisés.

Les actifs d'impôt différé découlant des différences temporelles déductibles associées à des participations dans des filiales, des entreprises associées et des coentreprises sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que la différence temporelle se résorbera dans un avenir prévisible.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif.

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

En général, des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables. De tels passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés si la différence temporelle découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou de la comptabilisation initiale d'autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable ni sur le résultat comptable.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans des filiales, des entreprises associées et des coentreprises, sauf si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et en banque, les placements très liquides dont l'échéance est de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition, et les placements très liquides rachetables en tout temps sans pénalité.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont les montants à recevoir des clients provenant de la prestation de services ou de la vente de biens dans le cours normal des activités. Les créances clients et autres débiteurs sont classés dans les actifs courants si les montants sont payables dans un délai d'un an ou moins. Les créances clients et autres débiteurs sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, puis évalués ultérieurement au coût amorti, déduction faite de la perte de valeur. La Société constitue une provision pour créances douteuses pour la perte de valeur au titre des créances clients. La charge relative aux créances douteuses est incluse dans le poste Autres charges des états consolidés des résultats.

Travaux en cours ou produits différés

Les travaux en cours représentent le montant brut non facturé d'un projet donné qui devrait être perçu des clients pour les travaux liés à des contrats effectués jusqu'à présent. Ils sont évalués au coût plus le profit comptabilisé par la Société jusqu'à la date considérée, déduction faite des facturations intermédiaires. Si les facturations intermédiaires d'un projet donné sont supérieures aux coûts engagés plus les profits comptabilisés, la différence sera présentée dans les produits différés.

Les produits différés représentent la contrepartie reçue en avance des clients pour laquelle le produit est reconnu quand le service est rendu ou lorsque les biens sont livrés. Les produits différés sont présentés

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

soit à court terme, soit à long terme en fonction du moment au cours duquel la Société s'attendra à comptabiliser le produit correspondant.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi selon la méthode du premier entré, premier sorti. Le coût des produits en cours et des produits finis inclut le coût des matières premières, le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux pertinents. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé des stocks, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût, déduction faite des subventions publiques, diminuées du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les coûts subséquents sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, le cas échéant, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés aux éléments iront à la Société et que le coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'un actif remplacé est décomptabilisée lorsque l'actif est remplacé. Les coûts de réparation et d'entretien sont comptabilisés aux états consolidés des résultats de la période où ils sont engagés.

Les immobilisations corporelles, diminuées de leur valeur résiduelle, sont amorties suivant le mode linéaire selon leurs durées d'utilité estimées. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Immeubles	5 à 25 ans
Machinerie et matériel roulant	3 à 20 ans
Matériel informatique	3 à 7 ans
Mobilier et agencements	3 à 10 ans
Améliorations locatives	4 à 10 ans
Matériel roulant loué en vertu de contrats de location-financement	5 ans

Les durées d'utilité estimées, les valeurs résiduelles et la méthode d'amortissement sont révisées annuellement et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.

Les profits ou les pertes résultant de la sortie d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant les produits de la vente avec la valeur comptable de l'actif et sont inclus dans les états consolidés des résultats.

Contrats de location

Les contrats de location sont classés soit comme des contrats de location simple, soit comme des contrats de location-financement en fonction de la substance de la transaction au commencement du contrat de location.

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

Les contrats dans lesquels le bailleur conserve une part importante des risques et des avantages liés à la propriété sont classés comme des contrats de location simple. Les charges au titre de la location dans le cadre d'un contrat de location simple sont comptabilisées dans les états consolidés des résultats sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les contrats de location dans lesquels la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété est transférée à la Société sont classés comme des contrats de location-financement.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Les actifs détenus en vertu des contrats de location-financement sont initialement comptabilisés à titre d'actifs de la Société, à leur juste valeur déterminée au commencement du contrat de location ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Le passif correspondant à payer au bailleur est inscrit dans les états consolidés de la situation financière comme dette découlant d'un contrat de location-financement et est classé dans la dette à long terme.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement de la dette découlant du contrat de location selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde restant dû au passif. Une charge financière est comptabilisée directement aux états consolidés des résultats à moins qu'elle ne soit directement attribuable à un actif qualifié; dans ce cas, elle est capitalisée.

Subventions publiques

Les subventions publiques relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles sont portées en diminution du coût des actifs connexes. Par conséquent, elles sont comptabilisées aux états consolidés des résultats sur la durée d'utilité de l'actif amortissable à titre de réduction de la dotation à l'amortissement. Les subventions publiques relatives à des charges sont comptabilisées en diminution des charges connexes. L'avantage tiré d'un prêt public à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché est traité comme une subvention publique et correspond à la différence entre le produit reçu et la juste valeur du prêt d'après les taux d'intérêt en vigueur sur le marché.

Goodwill

Le goodwill est évalué comme l'excédent du coût d'acquisition sur la part de la Société dans la juste valeur de tous les actifs et passifs identifiés. Le goodwill est initialement comptabilisé comme un actif à la juste valeur, et subséquemment évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (les « UGT ») de la Société (ou à chacun des groupes d'UGT) qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, et qui représentent le niveau le plus bas au sein de la Société auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne.

Les UGT auxquelles a été affecté le goodwill sont soumises annuellement à un test de dépréciation, sauf lorsque certains critères sont satisfaits, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'unité pourrait avoir subi une perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie aux fins de la vente et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'UGT pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité et est par la suite imputée aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'unité. Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill n'est pas reprise dans des périodes ultérieures.

À la sortie d'une UGT, le goodwill qui en découle est pris en compte dans la détermination du profit ou de la perte tiré(e) de la sortie.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées de droits de location et localisation et de relations clients. Elles ont des durées d'utilité limitées et sont inscrites au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Les immobilisations incorporelles sont amorties suivant le mode linéaire selon leurs durées d'utilité estimées. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Relations clients	2 à 15 ans
Logiciels	3 à 5 ans
Frais de dragage	2 ans
Droits de location et localisation	21 ans

Par suite de l'acquisition de FER-PAL en 2017, la Société a enregistré une immobilisation incorporelle liée au carnet de commandes qui a été entièrement amortie sur une période de sept mois.

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement sont comptabilisés en tant qu'immobilisation incorporelle lorsque tous les critères suivants peuvent être démontrés :

- la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou la vendre;
- la capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de développement qui ne satisfont pas à ces critères sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement comptabilisés antérieurement en charges ne sont pas comptabilisés en tant qu'immobilisation incorporelle dans un exercice subséquent.

Dépréciation d'actifs non financiers autres que le goodwill

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société revoit la valeur comptable de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin de déterminer s'il existe une quelconque indication que ces actifs ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable est estimée en vue de déterminer le montant de la perte de valeur (le cas échéant). S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur comptable d'un actif (ou d'une UGT) est supérieure à sa valeur recouvrable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est ramenée à sa valeur recouvrable. Toute perte de valeur est comptabilisée immédiatement aux états consolidés des résultats.

Si une perte de valeur est reprise ultérieurement, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, dans la mesure où cette valeur comptable augmentée n'est pas supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif (ou cette UGT) au cours d'exercices antérieurs. Toute reprise de perte de valeur est comptabilisée immédiatement aux états consolidés des résultats.

Provisions

Les provisions comprennent les provisions pour garantie, pour demandes d'indemnisation et litiges, les provisions pour constater la quote-part supplémentaire de la Société des pertes de certaines coentreprises pour lesquelles elle a contracté des obligations implicites, et pour obligations liées à la mise

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

hors service d'immobilisations. Les provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable que la Société sera tenue d'éteindre l'obligation et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de la période de présentation de l'information financière, en tenant compte des risques et incertitudes relatifs à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie (l'incidence de la valeur temps de l'argent étant importante).

S'il est prévu qu'une partie ou la totalité des avantages économiques nécessaires à l'extinction d'une provision seront recouvrés d'un tiers, un montant à recevoir est comptabilisé comme un actif si on a la quasi-certitude que le remboursement sera reçu et si le montant à recevoir peut être évalué de façon fiable.

GARANTIE

Une filiale de la Société fournit une garantie limitée selon laquelle ses biens sont exempts de défaut de fabrication et de main-d'œuvre pendant cinq ans à partir de la date à laquelle les biens sont vendus. La provision est fondée sur la meilleure estimation de la direction du montant nécessaire à l'extinction de l'obligation.

DEMANDES D'INDEMNISATION ET LITIGES

Une provision pour demandes d'indemnisation et litiges est comptabilisée lorsqu'il est probable que la Société sera tenue responsable. La provision est fondée sur la meilleure estimation de la direction du montant nécessaire à l'extinction de l'obligation.

OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société sont reliées principalement à ses obligations de retirer les actifs et de restaurer ses sites en vertu de contrats de location simple. La juste valeur d'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisée dans l'exercice au cours duquel elle naît et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur d'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est le montant pour lequel le passif pourrait être réglé dans une transaction courante entre des parties indépendantes, c'est-à-dire autrement que dans le contexte d'une opération forcée ou d'une liquidation. Le coût de la mise hors service d'immobilisations est inscrit à l'actif connexe et amorti selon une méthode rationnelle et systématique sur la durée d'utilité de l'actif.

Avantages postérieurs à l'emploi

Certains employés bénéficient de droits à prestations en vertu des régimes de retraite de la Société, qui sont soit des régimes de retraite à cotisations définies, soit des régimes de retraite à prestations définies. Ces régimes de retraite varient selon les cadres juridiques, financiers et fiscaux de chaque pays.

En ce qui concerne les régimes de retraite à prestations définies, le montant des prestations fournies est déterminé en fonction de la durée de service et de la rémunération de la personne bénéficiant des droits à prestations. De plus, le coût des prestations de retraite est déterminé par un calcul actuariel utilisant la méthode des unités de crédit projetées au prorata des services et la meilleure estimation de la direction relativement au rendement prévu des investissements des régimes de retraite, des augmentations de salaire et de l'âge auquel les salariés prendront leur retraite.

Le passif au titre des prestations de retraite comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, déduction faite

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

de la juste valeur de l'actif des régimes. Tout actif résultant de ce calcul est limité à la valeur actualisée des remboursements disponibles et des réductions de contributions futures versées au régime.

La charge nette d'intérêts est calculée sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation au titre des prestations définies au début de l'exercice.

Les réévaluations sont incluses dans les autres éléments du résultat global, soit les écarts actuariels sur les obligations au titre des prestations et la variation de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice. Les écarts actuariels sont comptabilisés en totalité dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent, sans les reclasser aux états consolidés des résultats dans les périodes subséquentes.

Le coût des services passés est reconnu à la première des deux dates suivantes :

- i. la date de modification ou de réduction du régime;
- ii. la date à laquelle l'entité comptabilise les coûts de restructuration ou les indemnités de cessation d'emploi correspondants.

Les cotisations versées en vertu des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées comme une charge lorsque les employés ont rendu les services leur donnant droit à ces cotisations.

Instruments financiers

Les créances clients et les titres de créance sont initialement comptabilisés à la date à laquelle ils sont créés. Tous les autres actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles des instruments. Les actifs financiers, exception faite des créances clients sans composante financement importante, et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Les créances clients sans composante financement importante sont initialement évaluées au prix de transaction.

Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »)) sont ajoutés à la juste valeur des actifs et des passifs financiers ou en sont déduits, selon le cas, au moment de la comptabilisation initiale. Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition d'actifs ou de passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés immédiatement en résultat.

ACTIFS FINANCIERS

CLASSEMENT

Tous les actifs financiers qui ne satisfont pas au critère du test lié aux remboursements de principal et aux versements d'intérêts seront classés comme des actifs financiers évalués à la JVRN. Pour ce qui est des actifs financiers qui satisfont au critère précité, le classement au moment de la comptabilisation initiale sera déterminé en fonction du modèle économique selon lequel ces actifs sont gérés. Les actifs financiers gérés selon un modèle économique du type « détention à des fins de transaction » ou « évaluation à la juste valeur » sont classés à la JVRN. Les actifs financiers gérés selon un modèle économique du type « détention aux fins de la perception et de la vente » sont, quant à eux, classés à la JVAERG. Enfin, les actifs financiers gérés selon un modèle économique du type « détention aux fins de la perception » sont classés au coût amorti.

Lors de la comptabilisation initiale des placements dans des instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que de transaction, la Société peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations futures de la juste valeur de ces placements. Ce choix se fait sur une base individuelle.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs et les actifs financiers non courants sont classés au coût amorti.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en appliquant le taux d'intérêt effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier et d'affectation des produits d'intérêts au cours de la période correspondante. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les rentrées futures de trésorerie estimatives sur la durée de vie prévue de l'actif financier ou, selon le cas, sur une période plus courte.

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

La Société comptabilise une correction de valeur au montant des pertes de crédit attendues sur les actifs financiers qui sont évalués au coût amorti.

La Société a choisi d'adopter la méthode simplifiée à l'égard de la dépréciation. Cela signifie que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues pour la durée de vie à l'égard des actifs financiers évalués au coût amorti. Celles-ci s'entendent des pertes de crédit attendues de la totalité des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet au cours de sa durée de vie attendue. Les pertes de crédit attendues sont estimées à l'aide d'une matrice des provisions fondée sur l'historique des pertes de crédit de la Société, l'état général de l'économie et une appréciation de l'orientation aussi bien actuelle que prévue des conditions ayant cours à la date de clôture, y compris la valeur temps de l'argent, le cas échéant.

La Société estime qu'il y a défaillance d'un actif financier lorsqu'il semble improbable que l'emprunteur puisse rembourser en totalité son crédit.

DÉCOMPTABILISATION DES ACTIFS FINANCIERS

La Société ne décomptabilise un actif financier que lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie de l'actif arrivent à expiration ou lorsqu'elle transfère le contrôle ou la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier à une autre partie.

PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers sont classés soit à la JVRN, soit au coût amorti.

CLASSEMENT

Les dettes fournisseurs et autres crébiteurs, les dividendes à payer, les emprunts bancaires à court terme, la dette à long terme, les passifs dus aux actionnaires et les régimes d'intéressement à long terme sont classés au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, et les charges d'intérêts sont constatées selon le rendement effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un passif financier et d'affectation de la charge d'intérêts au cours de la période correspondante. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les décaissements futurs de trésorerie estimatifs sur la durée de vie prévue du passif financier ou, selon le cas, sur une période plus courte.

Les passifs à long terme dus aux actionnaires présentés au poste Passifs non courants dans les états consolidés de la situation financière comprennent une option qui est comptabilisée selon la valeur actualisée du prix d'exercice. La Société a décidé de comptabiliser la réévaluation du passif au titre de l'option de vente émise dans ses résultats non distribués à chaque période de présentation de l'information financière.

DÉCOMPTABILISATION DES PASSIFS FINANCIERS

La Société décomptabilise les passifs financiers si, et seulement si, les obligations de la Société sont éteintes, qu'elles sont annulées ou qu'elles sont expirées.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Couverture d'un investissement net dans des établissements à l'étranger

La Société a désigné une dette libellée en dollars américains comme élément de couverture d'une portion équivalant à son investissement net dans ses établissements à l'étranger, qui ont comme monnaie fonctionnelle le dollar américain. Ainsi, la tranche efficace des gains ou pertes de change latents sur la conversion des dettes libellées en dollars américains désignées comme éléments de couverture, déduction faite de l'impôt applicable, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et la tranche inefficace est comptabilisée en résultat net. Les gains ou pertes de change latents sur la conversion des dettes libellées en dollars américains désignées comme éléments de couverture de l'investissement net dans des établissements à l'étranger, qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, sont reclassés en résultat net lorsque l'investissement net fait l'objet d'une disposition totale ou partielle.

Résultat par action

Le résultat par action de base est obtenu en divisant le résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B en circulation durant l'exercice.

Le résultat par action dilué est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B en circulation par rapport aux instruments dilutifs. Le résultat par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions.

Capital social

Les actions de catégorie A et les actions de catégorie B sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

Paiements fondés sur des actions

Les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres qui sont versés aux employés sont évalués à la juste valeur de ces instruments de capitaux propres à la date d'attribution. La juste valeur déterminée à la date d'attribution des paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux propres est passée en charges sur une base linéaire, sur la période d'acquisition des droits et selon l'estimation de la Société quant au nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront éventuellement acquis, une augmentation correspondante des capitaux propres devant aussi être comptabilisée. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société révise son estimation du nombre d'instruments de capitaux propres dont l'acquisition des droits est prévue. L'incidence de la révision des estimations initiales, le cas échéant, est comptabilisée de manière prospective aux états consolidés des résultats de telle façon que les charges cumulatives tiennent compte des estimations révisées, et un ajustement correspondant est apporté à la réserve au titre des avantages du personnel réglés en instruments de capitaux propres.

Normes et interprétations comptables publiées, mais non encore appliquées

IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

L'IFRS 16, publiée en février 2016, précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet. La norme présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur, exigeant la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'égard de tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur. Toutefois, la comptabilisation par le bailleur reste largement inchangée par rapport à l'IAS 17 *Contrats de location*. La norme sera en vigueur pour les périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Étant donné que la Société a des obligations contractuelles importantes comptabilisées comme des contrats de location simple en vertu de l'IAS 17, elle conclut que les actifs et les passifs subiront tous deux une hausse importante au moment de l'adoption de l'IFRS 16 ainsi que des changements importants à la présentation des charges liées aux contrats de location au titre de la charge relative au matériel et fournitures, de la dotation aux amortissements et des charges financières.

La Société a l'intention d'adopter l'IFRS 16 au moyen de l'approche rétrospective modifiée et de se prévaloir des exemptions prévues pour les contrats de location à court terme et les contrats de location dont l'actif sous-jacent est de faible valeur. Compte tenu des renseignements actuellement à sa disposition, la Société a estimé qu'elle comptabilisera des passifs supplémentaires et des actifs au titre du droit d'utilisation d'environ 80 000 \$ et 85 000 \$ au 1^{er} janvier 2019.

IFRIC 23 INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX (IAS 12)

En juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23 *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (IAS 12), afin d'apporter des éclaircissements sur la façon d'appliquer les dispositions de l'IAS 12 *Impôts sur le résultat*, en matière de comptabilisation et d'évaluation en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux.

Cette nouvelle interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

3. Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations

L'application des principales méthodes comptables de la Société, qui sont décrites à la note 2, exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles d'autres sources. Les estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision n'a d'incidence que sur cette période, ou dans la période de la révision et dans les périodes ultérieures si la révision a une incidence sur la période considérée et sur les périodes ultérieures.

L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des présents états financiers consolidés tient compte d'hypothèses formulées par la direction, en particulier à l'égard des éléments suivants :

Créances clients

La Société comptabilise une correction de valeur au montant des pertes de crédit attendues sur les actifs financiers qui sont évalués au coût amorti. Les pertes de crédit attendues sont estimées à l'aide d'une matrice des provisions fondée sur l'historique des pertes de crédit de la Société, rajustées en fonction des facteurs propres aux débiteurs, de l'état général de l'économie et d'une appréciation de l'orientation aussi bien actuelle que prévue des conditions ayant cours à la date de clôture, y compris la valeur temps de l'argent, le cas échéant. La Société estime qu'il y a défaillance d'un actif financier lorsqu'il semble improbable que l'emprunteur puisse rembourser en totalité son crédit.

Regroupements d'entreprises

La direction doit formuler des hypothèses pour déterminer la juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles identifiables par suite d'un regroupement d'entreprises. Cela s'applique plus précisément lorsque la Société calcule la juste valeur à l'aide des techniques d'évaluation appropriées, lesquelles sont habituellement fondées sur les flux de trésoreries prévus en ce qui a trait aux immobilisations incorporelles et sur une méthode du coût de remplacement, une méthode d'évaluation fondée sur les

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

bénéfices et/ou une approche fondée sur le marché en ce qui a en trait aux immobilisations corporelles. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction sur le rendement futur des actifs connexes et sur le taux d'actualisation appliqué. Toute modification importante de ces hypothèses pourrait se traduire par des changements importants dans les justes valeurs liées aux immobilisations incorporelles identifiables par suite d'un regroupement d'entreprises, ce qui aurait une incidence sur la dotation à l'amortissement.

Dépréciation d'actifs à long terme, y compris du goodwill

À chaque date de présentation de l'information financière, en cas d'indice de dépréciation d'actifs à long terme, y compris du goodwill, et au minimum annuellement pour le goodwill, la Société procède à un test de dépréciation afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. L'analyse de la dépréciation se fonde sur des éléments subjectifs et nécessite d'établir des estimations significatives tout au long du processus. Veuillez vous reporter à la note 18 pour une discussion portant sur le test de dépréciation du goodwill de la Société.

Impôt sur le résultat

Pour déterminer la charge d'impôt sur le résultat de même que les actifs et passifs d'impôt, la Société se fonde sur son interprétation des lois fiscales applicables, dont les conventions fiscales entre les divers pays dans lesquels elle mène ses activités, ainsi que des lois et règlements sous-jacents. Cette interprétation repose sur des jugements et des estimations pouvant être remis en question dans le cadre des vérifications fiscales gouvernementales auxquelles la Société doit se soumettre sur une base régulière. De nouveaux renseignements obtenus pourraient également obliger la Société à remettre en question le caractère adéquat des actifs et des passifs d'impôt actuels. Tout changement en ce sens aura une incidence sur le résultat net de la période visée.

Afin de calculer l'impôt sur le résultat et les actifs et passifs d'impôt différé, il s'avère nécessaire d'avoir recours à des estimations pour déterminer les taux et les montants appropriés, et pour tenir compte de la probabilité de réalisation des actifs d'impôt. Les actifs d'impôt différé reflètent également l'avantage lié aux pertes fiscales inutilisées et aux déductions pouvant faire l'objet d'un report en avant en vue de réduire l'impôt exigible pour les exercices à venir. Cette évaluation exige de la Société qu'elle effectue des estimations importantes afin de déterminer s'il est probable ou non que les actifs d'impôt différé puissent être recouvrés grâce à des bénéfices imposables futurs et par conséquent, qu'ils puissent être comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société. La Société se fonde notamment sur son expérience passée pour effectuer cette évaluation.

Travaux en cours

Les travaux en cours sont évalués au coût plus le profit comptabilisé par la Société depuis le début des travaux, déduction faite de la facturation progressive. La Société doit évaluer le profit à comptabiliser pour un contrat donné, en fonction du profit attendu du contrat et de l'expérience pour ce type de contrat.

Avantages postérieurs à l'emploi

Les techniques actuarielles utilisées pour évaluer la valeur des régimes de retraite à prestations définies requièrent d'établir des hypothèses financière (taux d'actualisation) et démographique (croissance de la rémunération et taux de mortalité) importantes. Pour les évaluer, la Société a recours aux services d'un actuarié indépendant.

Il est possible que, dans les exercices futurs, les hypothèses actuarielles utilisées par la Société diffèrent sensiblement de la situation réelle, compte tenu du caractère fluctuant des conditions économiques et de marché, des décisions en matière de réglementation et de justice, du taux de sortie du régime ou de l'espérance de vie des participants. Veuillez vous reporter à la note 20 pour de plus amples détails.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

concernant les hypothèses actuarielles importantes utilisées pour mesurer le passif net au titre des prestations définies de la Société.

Passifs à long terme dus aux actionnaires

L'évaluation du passif à long terme découlant des options de vente émises accordées aux actionnaires de FER-PAL et de LGC détenant une participation ne donnant pas le contrôle nécessite de faire des estimations et des prévisions sur la performance future de ces deux entreprises. Le montant réellement déboursé pourrait être significativement différent de l'évaluation faite à la date de clôture à la suite d'événements imprévus, de changements des circonstances actuelles et d'autres faits en dehors du contrôle de la Société. Veuillez vous reporter à la note 5 pour de plus amples détails.

Régimes d'intéressement à long terme

Afin de déterminer la charge relative aux régimes d'intéressement à long terme, la Société doit évaluer la probabilité d'atteindre chaque seuil conférant un droit au boni à long terme, ce qui dépend des résultats qu'elle s'attend à atteindre.

4. Gestion du risque financier

Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont les suivants :

- maintenir une structure du capital permettant à la Société de choisir parmi diverses options de financement, pour pouvoir bénéficier d'occasions potentielles lorsqu'elles surviennent;
- offrir un bon rendement sur l'investissement aux actionnaires;

La Société inclut dans son capital les éléments suivants :

- trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme, le cas échéant;
- dette à long terme (incluant la tranche courante) et emprunts bancaires à court terme, le cas échéant;
- capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

La stratégie financière de la Société est formulée et adaptée selon les conditions du marché afin de maintenir une structure du capital flexible conforme aux objectifs indiqués précédemment et de répondre aux caractéristiques de risque liées aux actifs sous-jacents. Dans le but de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut refinancer ses dettes existantes, contracter de nouvelles dettes, rembourser des dettes, racheter des actions aux fins d'annulation conformément à des offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités ou émettre de nouvelles actions.

Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. À ce jour, la pratique a été de maintenir des paiements trimestriels de dividendes avec des hausses au fil des années.

Le capital géré se détaille comme suit :

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 393	3 963
Emprunts bancaires à court terme	13 577	9 829
Dette à long terme, incluant la tranche courante	163 297	83 404
Passifs financiers non courants	46 190	61 641
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	262 198	228 574

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

La Société mesure le ratio d'endettement sur une base trimestrielle. Le ratio d'endettement se calcule en divisant la dette à long terme (incluant la tranche courante) par la somme de la dette à long terme (incluant la tranche courante) et des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société. Au 31 décembre 2018, le ratio correspondait à 38,4 %, selon une dette de 163 297 \$ divisée par une capitalisation de 425 495 \$ (26,7 % au 31 décembre 2017, selon une dette de 83 404 \$ divisée par une capitalisation de 311 978 \$), ce qui est conforme à l'objectif de la Société.

Veuillez noter qu'un montant de 46 190 \$ est présenté à titre de passifs non courants dans les états consolidés de la situation financière. De ce montant, 40 947 \$ représentent des passifs à long terme associés à des acquisitions antérieures découlant d'anciens actionnaires et d'actionnaires n'exerçant pas le contrôle sur ces entreprises acquises. Si nous incluons ces passifs non courants de 40 947 \$ dans notre ratio d'endettement, le ratio devient 43,8 %, basé sur une dette de 204 244 \$ divisée par une capitalisation de 466 442 \$.

Au 31 décembre 2018, la Société satisfaisait à toutes ses obligations au titre des modalités de ses ententes bancaires.

Gestion du risque financier

En raison de la nature de ses activités et du fait qu'elle détient des instruments financiers, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, plus particulièrement en ce qui concerne le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. Le risque de crédit que court la Société est principalement attribuable à sa trésorerie et équivalents de trésorerie et à ses créances clients et autres débiteurs. Selon la direction, le risque de crédit lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie est limité puisque la Société fait affaire avec de grandes institutions financières nord-américaines.

La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement et surveille activement, et de manière continue, la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importantes municipalités industrielles bien établies, ce qui réduit le risque de crédit. D'autre part, le nombre de clients servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique.

Au total, la Société sert environ 2 200 clients. En 2018, les 20 clients les plus importants ont représenté 35,9 % (51,7 % en 2017) des produits consolidés et aucun client n'a représenté plus de 10 % des produits consolidés et des créances clients (10,9 % pour les produits et 19,5 % pour les créances clients en 2017).

La direction revoit la provision pour créances douteuses et les créances en souffrance sur une base mensuelle. La provision pour créances douteuses et les créances en souffrance sont présentées plus en détail à la note 14.

Le risque de crédit maximal auquel la Société est exposée à l'égard de chacun de ses actifs financiers (la trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, et les actifs financiers non courants) correspond à sa valeur comptable.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est l'exposition de la Société au risque de ne pas être en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société surveille le niveau de sa trésorerie et de sa dette et prend les mesures appropriées pour s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de trésorerie pour répondre aux besoins opérationnels, tout en assurant la conformité aux clauses restrictives.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Les tableaux suivants présentent les échéances contractuelles des obligations financières :

Au 31 décembre 2018 (en milliers de dollars)	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels ⁽¹⁾ \$	Moins de 1 an \$	Plus de 3 ans \$	
				1-3 ans \$	Plus de 3 ans \$
Emprunts bancaires à court terme	13 577	13 577	13 577	—	—
Dettes fournisseurs et autres créateurs	97 845	97 845	97 845	—	—
Dette à long terme	163 297	180 691	11 331	113 851	55 509
Passifs non courants	46 190	46 190	1 270	19 317	25 603
	320 909	338 303	124 023	133 168	81 112

Au 31 décembre 2017 (en milliers de dollars)	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels ⁽¹⁾ \$	Moins de 1 an \$	Plus de 3 ans \$	
				1-3 ans \$	Plus de 3 ans \$
Emprunts bancaires à court terme	9 829	9 829	9 829	—	—
Dettes fournisseurs et autres créateurs	85 174	85 174	85 174	—	—
Dette à long terme	83 404	92 396	6 848	6 597	78 951
Passifs non courants, déduction faite du dérivé	61 637	61 637	—	18 299	43 338
	240 044	249 036	101 851	24 896	122 289

⁽¹⁾ Inclut le capital et les intérêts.

Compte tenu du niveau de liquidité actuel combiné aux flux de trésorerie futurs qui seront générés par les activités d'exploitation, et suite à l'augmentation des obligations financières, la Société est d'avis que son risque de liquidité varie de faible à modéré.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché s'entend du risque que les variations des prix de marché, comme les taux de change et les taux d'intérêt, aient une incidence sur les résultats de la Société ou sur la valeur de ses instruments financiers. La Société est principalement exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Société détient des contrats de swap de taux d'intérêt relatifs à ses dettes pour échanger le taux variable pour un taux fixe, réduisant ainsi la sensibilité de la Société aux fluctuations des taux d'intérêt.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2018, la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société était de 64,7 % (61,4 % en 2017). En tenant compte des contrats de swap de taux d'intérêt mentionnés précédemment, la portion à taux variable au 31 décembre 2018 était de 53,3 % (24,9 % en 2017). Toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'intérêt préférentiel sur la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société au 31 décembre 2018, excluant la dette portant intérêt à taux variable pour laquelle le taux variable a été échangé pour un taux fixe, aurait eu une incidence négative de 870 \$ (202 \$ en 2017) sur le résultat de l'exercice. Une variation hypothétique de -1,0 % du taux d'intérêt préférentiel aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice.

CONTRATS DE SWAP DE TAUX D'INTÉRÊT

En 2017, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt avec ses banques principales pour un montant de 25 000 \$. Le contrat de swap de taux d'intérêt a été désigné à titre de couverture de

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

flux de trésorerie. Il sera réglé mensuellement et viendra à échéance le 22 juillet 2022. Au 31 décembre 2018, le montant notionnel décroissant du contrat de swap de taux d'intérêt non échu était de 18 750 \$ (23 750 \$ en 2017). Le taux d'intérêt variable du swap de taux d'intérêt est le taux CDOR et le taux d'intérêt fixe est de 1,80 %.

RISQUE DE CHANGE

La Société est exposée principalement aux fluctuations du dollar américain. La Société estime que le risque est restreint et, par conséquent, elle ne détient pas d'instruments financiers dérivés pour réduire son exposition.

En 2018, toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une appréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu une incidence favorable de 2 194 \$ (2 329 \$ en 2017) sur le résultat de l'exercice et une incidence favorable de 12 189 \$ (2 853 \$ en 2017) sur le total du résultat global. Une dépréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice et sur le total du résultat global.

Au 31 décembre 2018, un total de 78 058 \$, ou 57 121 \$ US et 85 € (41 368 \$, ou 32 628 \$ US et 290 € en 2017) de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des créances clients et autres débiteurs était libellé en devises. Au 31 décembre 2018, un total de 46 313 \$, ou 33 889 \$ US et 52 € (30 118 \$, ou 23 707 \$ US et 251 € en 2017) des dettes fournisseurs et autres crébiteurs était libellé en devises.

Juste valeur des instruments financiers

Aux 31 décembre 2018 et 2017, les justes valeurs estimatives de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des dettes fournisseurs et autres crébiteurs et des dividendes à payer se rapprochaient de leur valeur comptable respective en raison de leur nature à court terme.

La juste valeur estimative d'effets à recevoir à long terme, inclus dans les autres actifs non courants, n'accusait pas de différence importante comparativement à leur valeur comptable aux 31 décembre 2018 et 2017, selon le taux estimé par la Société pour les effets à recevoir à long terme ayant des termes et conditions similaires.

La juste valeur estimative de la dette à long terme n'accusait pas de différence importante comparativement à sa valeur comptable aux 31 décembre 2018 et 2017, puisque ses conditions de financement étaient similaires à celles dont disposait alors la Société.

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché lorsque de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie duquel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Outre le risque de crédit de l'instrument financier, le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de contrepartie, ont été pris en compte dans la détermination de la juste valeur des passifs financiers, y compris les instruments dérivés.

La Société utilise une hiérarchie des justes valeurs selon trois niveaux qui reflètent l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations de juste valeur. La juste valeur des instruments financiers classés selon ces trois niveaux est évaluée de la manière suivante :

- Niveau 1 : évaluation fondée sur les cours du marché (non ajustés) observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

- Niveau 2 : techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs; à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs; à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué; et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien
- Niveau 3 : techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, aucun instrument financier n'a été transféré entre les niveaux 1, 2 et 3.

Analyse de sensibilité

Au 31 décembre 2018, toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation de 10,0 % du seuil de performance financière préétabli à l'égard des entreprises acquises liées à une option se serait traduite par une diminution des résultats non distribués de 3 250 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 et par une augmentation du total du passif du même montant. Une diminution de 10,0 % du seuil de performance financière préétabli aurait eu l'incidence contraire prévue.

5. Regroupements d'entreprises

Regroupements d'entreprises pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

GSM

Le 1^{er} mars 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans GSM Maritime Holdings, LLC, propriétaire ultime de GSM, qui offre des services de manutention de marchandises sur la côte américaine du golfe du Mexique à une clientèle variée, pour un prix d'achat de 67 600 \$ US (85 634 \$ CA), sous réserve de certains ajustements.

Cette acquisition élargit le réseau de terminaux portuaires de la Société et positionne stratégiquement LOGISTEC dans cette région.

Avant l'acquisition, un billet à recevoir a été émis, d'un montant de 4 000 \$ US (5 067 \$ CA) à une entreprise associée, pour acquérir les actifs exclus de la transaction. Le 31 août, la Société a conclu la vente de son entreprise associée pour une contrepartie en trésorerie minimale. Avant la vente, la Société a reçu une contrepartie en trésorerie de 4 000 \$ US (5 067 \$ CA) à titre de remboursement du billet à recevoir.

PATE

Le 25 mai 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans Pate, pour un prix d'achat de 9 599 \$ US (12 364 \$ CA), sous réserve de certains ajustements.

Pate offre des services de manutention et de distribution de marchandises en Floride. Cette acquisition continue d'élargir le réseau de terminaux portuaires de la Société et positionne stratégiquement LOGISTEC sur la côte américaine du golfe du Mexique.

La répartition du prix d'achat préliminaire sera finalisée dès que la Société aura obtenu toute l'information qu'elle juge nécessaire. Au 31 décembre 2018, nous étions à évaluer les autres immobilisations incorporelles.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

À la date d'acquisition, la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris sous-jacents était la suivante :

	GSM \$	Pate \$	Total \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 377	124	2 501
Actif courant	23 815	1 270	25 085
Immobilisations corporelles	18 410	4 094	22 504
Goodwill	30 229	10 788	41 017
Immobilisations incorporelles	34 170	47	34 217
Passif courant	(15 074)	(201)	(15 275)
Dette à long terme	–	(3 758)	(3 758)
Passifs d'impôt différé	(8 293)	–	(8 293)
	85 634	12 364	97 998
Contrepartie de l'achat			
Trésorerie	85 634	12 364	97 998
	85 634	12 364	97 998

La juste valeur des débiteurs acquis de 22 530 \$, laquelle comprend un montant négligeable présumé irrécouvrable à la date d'acquisition, est incluse au titre de l'actif courant.

La répartition du prix d'achat de GSM est définitive.

Les coûts de transition liés à l'acquisition de GSM inclus dans le poste Autres charges ont atteint 1 100 \$.

La répartition du prix d'achat de Pate est préliminaire et est susceptible de changer lorsque l'évaluation finale des actifs acquis et des passifs repris sera terminée.

Incidence des regroupements d'entreprises sur les résultats de la Société

Les résultats de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 comprennent des produits de 98 531 \$ et un résultat additionnel de 614 \$ provenant de GSM. Ils englobent également des produits de 3 913 \$ et un résultat de 842 \$ provenant des activités additionnelles liées à Pate pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Si les regroupements d'entreprises avaient été effectués le 1^{er} janvier 2018, les produits et le résultat net consolidés de la Société auraient été respectivement de 598 735 \$ et de 18 718 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Lorsqu'elle a estimé les montants, la Société a présumé que les écarts d'évaluation enregistrés aux dates d'acquisition auraient été les mêmes si les acquisitions avaient eu lieu le 1^{er} janvier 2018.

Regroupements d'entreprises en 2017

LGC

Le 16 février 2017, la Société a également investi un montant de 4 429 \$ US (5 805 \$ CA) dans LOGISTEC Gulf Coast LLC (« LGC »), une entreprise nouvellement créée. Les fonds ont servi à acquérir la quasi-totalité des actifs d'exploitation de Gulf Coast Bulk Equipment, Inc. (« GCBE »). La Société détient une participation de 70 % dans LGC, GCBE détenant la participation résiduelle de 30 %.

Cette transaction consolide et élargit les services de manutention de marchandises en vrac de la Société dans le sud-est des États-Unis et sur la côte américaine du golfe du Mexique.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

À la date d'acquisition, la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris sous-jacents était la suivante :

	LGC \$	FER-PAL \$	Total \$
Actif courant	194	29 624	29 818
Immobilisations corporelles	8 457	12 060	20 517
Goodwill	564	80 408	80 972
Autres immobilisations incorporelles	—	16 750	16 750
Actifs financiers non courants	—	317	317
Découvert bancaire	—	(8 251)	(8 251)
Passifs courants	—	(23 791)	(23 791)
Dette à long terme	(866)	(1 648)	(2 514)
Passifs d'impôt différé	—	(7 385)	(7 385)
Passifs financiers non courants	—	(1 058)	(1 058)
	8 349	97 026	105 375
Contrepartie de l'achat			
Trésorerie	5 805	41 483	47 288
Émission de 230 747 actions de catégorie B	—	8 000	8 000
Participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	2 544	47 543	50 087
	8 349	97 026	105 375

⁽¹⁾ Les actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle détiennent respectivement une participation de 30 % et de 49 % dans LGC et dans FER-PAL. Les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition.

La répartition du prix d'achat est définitive pour les deux regroupements d'entreprises.

FER-PAL

Le 6 juillet 2017, la Société a acquis 51 % des actions de FER-PAL, société basée à Toronto (ON) qui utilise notre technologie Aqua-Pipe et qui offre des solutions complètes de réhabilitation des conduites d'eau, pour un prix d'achat total de 49 483 \$.

La composante trésorerie de la contrepartie de l'achat comprend un montant de 5 000 \$ entiercé qui a servi à régler les ajustements postérieurs à la date de clôture, en fonction de la performance de FER-PAL pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. À la date d'acquisition, la Société a estimé qu'aucun montant additionnel ne sera exigible et que le prix d'achat ne fera l'objet d'aucune réduction. Au 31 décembre 2017, compte tenu de la performance inférieure aux prévisions de FER-PAL, un profit estimatif de 5 260 \$ a été comptabilisé et inclus dans le poste Autres profits et pertes, et un montant correspondant a été comptabilisé dans les débiteurs. Au cours du troisième trimestre de 2018, la Société a conclu une entente définitive quant à l'ajustement postérieur à la clôture, qui a été établi à 5 760 \$. Un profit supplémentaire de 500 \$ a été comptabilisé au poste Autres profits et pertes. Le 31 décembre 2018, la Société a reçu un montant de 5 000 \$ ainsi qu'un montant à recevoir de 760 \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a finalisé son estimation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. Par conséquent, des modifications ont été apportées, soit une hausse des immobilisations corporelles de 4 026 \$ et une baisse du goodwill et des passifs d'impôt différé d'un montant équivalent. Les données comparatives présentées dans les états consolidés de la situation financière ont été modifiées en conséquence.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Rachat de participations ne donnant pas le contrôle

LGC

La Société a l'obligation de racheter la participation ne donnant pas le contrôle de 30 % dans LGC le 31 décembre 2021 au plus tard, ou plus tôt si certains événements se produisent. Le prix d'achat sera le plus élevé des montants suivants : i) la valeur comptable nette de la participation ne donnant pas le contrôle de 30 % ou ii) un multiple de la moyenne du BAIJA sur trois exercices applicables, moins la dette de LGC. Par conséquent, la Société a comptabilisé un passif et réduit la participation ne donnant pas le contrôle de 2 544 \$, soit la valeur actualisée estimée du prix de rachat de la participation ne donnant pas le contrôle. Au 31 décembre 2018, un passif de 2 399 \$ était inclus dans les passifs non courants des états consolidés de la situation financière.

Compte tenu de la nature non participative des participations ne donnant pas le contrôle sur les résultats de FER-PAL et de LGC, aucun profit n'a été attribué à la participation ne donnant pas le contrôle.

FER-PAL

La Société a accordé aux actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle de 49 % dans FER-PAL une option de vente exerçable en tout temps après le 6 juillet 2021, qui leur permet de vendre la totalité des actions restantes à LOGISTEC en trois tranches égales sur une période de trois exercices, pour une contrepartie en trésorerie établie selon une formule prédéterminée de prix d'achat fondée sur le rendement de FER-PAL. À la date d'acquisition, la Société a comptabilisé un passif et réduit la participation ne donnant pas le contrôle de 47 543 \$, soit la valeur actualisée estimée de la contrepartie en trésorerie qui sera versée pour le rachat. Au 31 décembre 2018, par suite de la désactualisation et de la réévaluation de l'option de vente, un passif de 32 783 \$ était inclus dans les passifs non courants des états financiers consolidés de la situation financière.

La Société détient également une option d'achat, exerçable par LOGISTEC en tout temps après le 6 juillet 2022, lui permettant d'acheter aux mêmes conditions que celles de l'option de vente les 49 % d'actions restantes des actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle.

Incidence des regroupements d'entreprises sur les résultats de la Société

Les résultats de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent des produits de 92 052 \$ et un résultat additionnel de 1 741 \$ provenant de FER-PAL. Ils englobent également des produits de 11 582 \$ et une perte de 1 256 \$ provenant des activités additionnelles de LGC pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Si les regroupements d'entreprises avaient été effectués le 1^{er} janvier 2017, les produits et le résultat net consolidés de la Société auraient été respectivement de 507 574 \$ et de 33 853 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Goodwill

Le goodwill découlant des acquisitions provient principalement des synergies attribuables au potentiel de croissance future prévue découlant de l'augmentation des emplacements géographiques et des immobilisations incorporelles ne répondant pas aux critères permettant la comptabilisation séparée. Le goodwill lié aux acquisitions de GSM, de FER-PAL et de LGC n'est pas déductible à des fins fiscales.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

6. Produits

	2018 \$	2017 \$
Produits tirés des services de manutention de marchandises	338 790	203 762
Produits tirés des services de réhabilitation de conduites d'eau souterraines	134 554	135 659
Produits tirés des services de restauration des sites et des services de gestion des matières réglementées	71 042	93 925
Produits tirés de la vente de biens	40 492	42 397
	584 878	475 743

Contrat entrant dans le champ d'application de l'IFRIC 12

En 2015, la Société a conclu un contrat de service avec une société d'État fédérale et un ministère du gouvernement du Québec en vertu duquel la Société doit concevoir et construire un système de pompage et de traitement des eaux souterraines (le « Système ») afin de mieux contrôler la migration de l'eau souterraine et d'en empêcher l'écoulement dans le fleuve Saint-Laurent. Le contrat a une durée de 15 ans.

La société d'État fédérale et le ministère du gouvernement du Québec assument conjointement la gestion des terrains en bordure du fleuve Saint-Laurent.

Dans le cadre de la construction du Système, la Société a constaté des produits de 606 \$ (711 \$ en 2017). Le paiement du montant total se présente comme suit : 40 % à l'achèvement provisoire de la construction, 10 % à l'achèvement définitif de la construction et 50 % répartis sur le nombre de trimestres correspondant à la période débutant à la date d'achèvement provisoire et se terminant à la fin de la durée initiale de 15 ans, payable trimestriellement. La Société prévoit recouvrer un montant total de 503 \$ en 2019; par conséquent, elle présente ce montant dans l'actif courant. Un montant de 292 \$ (217 \$ en 2017) a été comptabilisé dans les créances clients et autres débiteurs, y compris des taxes à la consommation, et un montant de 211 \$ (968 \$ en 2017) a été comptabilisé dans les autres actifs financiers. De plus, un montant de 3 547 \$ (3 758 \$ en 2017), portant intérêt à un taux de 5,0 %, a été inclus dans les actifs financiers non courants (note 21).

7. Charge au titre des avantages du personnel

La rémunération totale des employés de la Société, incluant celle des principaux dirigeants, se détaille comme suit :

	2018 \$	2017 \$
Salaires et avantages sociaux	290 600	227 602
Régimes de retraite à prestations définies (note 20)	1 745	1 697
Régimes de retraite à cotisations définies (note 20)	2 706	2 323
Régimes de retraite d'État	2 331	2 104
Régime de retraite d'un organisme périgouvernemental	818	681
Autres avantages à long terme	1 482	840
	299 682	235 247

La rémunération des principaux dirigeants est présentée plus en détail à la note 29.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

8. Autres profits et pertes

	2018 \$	2017 \$
Profits (pertes) de change nets (nettes)	2 258	(2 151)
Profit au titre d'un ajustement postérieur à la clôture de la contrepartie de l'achat liée à un regroupement d'entreprises (note 5)	500	5 260
Profit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles	838	1 766
	3 596	4 875

9. Charges financières

	2018 \$	2017 \$
Intérêts des emprunts bancaires à court terme	345	86
Intérêts de la dette à long terme	7 642	3 835
Amortissement des coûts de transaction et autres charges d'intérêts	59	16
	8 046	3 937

10. Impôt sur le résultat

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat selon le taux prévu par la loi et de la charge d'impôt sur le résultat s'établit comme suit :

	2018 \$	2017 \$
Résultat avant impôt	21 302	33 567
Moins : quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(8 111)	(6 952)
Résultat avant impôt de la société mère et des filiales	13 191	26 615
Charge d'impôt sur le résultat selon le taux prévu par la loi de 26,70 % (27,32 % en 2017)	3 522	7 272
Éléments non déductibles et autres	1 443	2 692
Revenus non-imposables	(341)	(1 394)
Variation des actifs d'impôts différé ou des pertes fiscales non comptabilisées	(943)	—
Incidence de la baisse des taux d'imposition américains reportés	—	(2 220)
Ajustements relatifs à l'exercice précédent	(373)	(139)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée au résultat	3 308	6 211
 Taux d'imposition effectif	 25,08 %	 23,34 %

Le tableau suivant présente les composantes de la charge d'impôt sur le résultat pour les exercices :

	2018 \$	2017 \$
Impôt exigible		
Charge d'impôt exigible pour l'exercice courant	8 697	12 320
Ajustements relatifs à l'exercice précédent	18	60
 Impôt différé		
Charge d'impôt différé comptabilisée au cours de l'exercice	(5 016)	(5 970)
Ajustements relatifs à l'exercice précédent	(391)	(199)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée au résultat	3 308	6 211

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Soldes d'impôt différé

Les soldes comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière sont les suivants :

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017
	\$	\$
Actifs d'impôt différé	11 319	9 218
Passifs d'impôt différé	(21 465)	(15 575)
	(10 146)	(6 357)

Les soldes d'impôt différé pour lesquels il existe un droit de compensation au sein d'une même juridiction sont présentés au net dans les états consolidés de la situation financière, tel qu'il est permis par l'IAS 12 *Impôts sur le résultat*.

Les variations au titre des actifs d'impôt différé et des passifs d'impôt différé, avant cette compensation des soldes, sont décrites ci-dessous :

Actifs d'impôt différé	Immobilisations	Pertes	Avantages	Immobilisations	Autres	Total
	corporelles	fiscales inutilisées	postérieurs à l'emploi	incorporelles		
Au 1^{er} janvier 2017	1 706	4 215	3 266	75	3 654	12 916
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises (note 5)	—	980	—	—	—	980
Charge (économie) à l'état des résultats	(1 423)	5	123	(65)	(644)	(2 004)
Charge (économie) à l'état du résultat global	—	—	151	—	(41)	110
Incidence des écarts de change	203	(76)	—	—	—	127
Au 31 décembre 2017	486	5 124	3 540	10	2 969	12 129
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises (note 5)	—	1 665	—	—	932	2 597
Charge à l'état des résultats	358	1 272	179	61	2 309	4 179
Charge (économie) à l'état du résultat global	—	—	(41)	—	2	(39)
Incidence des écarts de change	—	158	—	—	260	418
Au 31 décembre 2018	844	8 219	3 678	71	6 472	19 284

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Passifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles \$	Placement dans un contrat de service \$	Retenues sur contrat et carnet de commande \$	Immobilisations incorporelles			Autres \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2017	(7 790)	(21)	(3 653)		(6 862)	(257)	(18 583)	
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises (note 5)	(1 787)	—	—		(4 557)	(2 021)	(8 365)	
Économie (charge) à l'état des résultats	729	27	(2 393)		7 729	2 081	8 173	
Incidence des écarts de change	—	—	—		289	—	289	
Au 31 décembre 2017	(8 848)	6	(6 046)		(3 401)	(197)	(18 486)	
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises (note 5)	(3 358)	—	—		(7 532)	—	(10 890)	
Économie (charge) à l'état des résultats	31	(6)	2 627		2 312	(3 894)	1 070	
Incidence des écarts de change	(545)	—	—		(579)	—	(1 124)	
Au 31 décembre 2018	(12 720)	—	(3 419)		(9 200)	(4 091)	(29 430)	

Pertes fiscales inutilisées

Le montant de pertes fiscales autres qu'en capital inutilisées de la Société s'élève à 40 009 \$ (22 276 \$ en 2017), dont 4 681 \$ n'ont pas été comptabilisés (8 667 \$ en 2017). Ces pertes viennent à échéance au cours des exercices suivants :

Exercice	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
2027 à 2030	240	243
2031	1 080	94
2032	1 221	588
2033	2 583	1 084
2034	6 397	3 482
2035	5 587	8 292
2036	3 691	1 874
2037	13 157	6 619
2038	6 053	—

Des avantages fiscaux d'un montant de 8 219 \$ (5 124 \$ en 2017) ont été comptabilisés relativement aux pertes fiscales autres qu'en capital inutilisées, incluant un montant de 5 552 \$ (2 031 \$ en 2017) provenant des filiales étrangères. La Société dispose également de pertes en capital non comptabilisées et d'écarts temporaires déductible d'un montant de 5 755 \$ (1 342 \$ en 2017) qui peuvent être reportées en avant indéfiniment. Au 31 décembre 2018, aucun passif d'impôt différé n'était comptabilisé pour les différences temporelles découlant des participations dans des filiales et des coentreprises, puisque la Société contrôle les décisions touchant la réalisation de pareil passif et qu'il est probable que les différences temporelles ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

11. Contrats de location simple

La Société en tant que locataire

CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location simple ont trait aux contrats de location portant sur des bureaux, des installations portuaires et de l'équipement qui expirent jusqu'en 2031. La Société a la possibilité d'acheter certains équipements loués à la fin des contrats. La Société a également l'option de renouveler certains contrats de location portant sur des bureaux, des installations portuaires et de l'équipement. Les loyers conditionnels sont déterminés selon le volume et le type de marchandises manutentionnées.

Les paiements comptabilisés se détaillent comme suit :

	2018 \$	2017 \$
Paiements minimaux au titre de la location	18 032	14 303
Loyers conditionnels	16 920	10 300
Paiements reçus au titre des sous-locations	—	(2 061)
	34 952	22 542

Les engagements de la Société en vertu des contrats de location simple sont décrits plus en détail à la note 31.

12. Résultat par action

Le résultat et le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B utilisés pour calculer le résultat de base et dilué par action se détaillent comme suit :

	2018	2017
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie A (\$)	10 145	15 859
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie B (\$)	7 915	11 567
	18 060	27 426
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, de base	7 402 697	7 410 139
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, de base	5 250 558	4 913 685
	12 653 255	12 323 824
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, dilué	7 402 697	7 410 139
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, dilué	5 732 050	5 605 701
	13 134 747	13 015 840

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

13. Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers dans les états financiers consolidés de la situation financière se détaillent comme suit :

Valeur comptable	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Actifs financiers classés au coût amorti		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 393	3 963
Créances clients et autres débiteurs	160 252	153 342
Autres actifs financiers	416	1 055
Actifs financiers non courants, déduction faite du dérivé	6 177	7 834
	182 238	166 194
Passifs financiers classés au coût amorti		
Emprunts bancaires à court terme	13 577	9 829
Dettes fournisseurs et autres crébiteurs	97 845	85 174
Dividendes à payer	1 973	1 075
Tranche courante de la dette à long terme	3 294	5 447
Dette à long terme	160 003	77 957
Passifs non courants, déduction faite du dérivé	46 190	61 637
	322 882	241 119

La juste valeur des instruments financiers de la Société est présentée à la note 4.

14. Créances clients et autres débiteurs

	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Créances clients	125 550	116 824
Provision pour créances douteuses	(2 364)	(4 053)
Retenues sur contrat	18 956	17 121
Créances clients nettes	142 142	129 892
Produits courus	10 720	10 737
Taxes à la consommation	1 566	2 199
Remboursements d'assurance à recevoir relatifs aux demandes d'indemnisation	1 055	1 022
Autres ⁽¹⁾	4 769	9 492
	160 252	153 342

⁽¹⁾ Comprend, pour 2017, un profit provisoire estimatif au titre du règlement d'un ajustement postérieur à la clôture de la contrepartie de l'achat lié à une acquisition d'entreprise (note 5) d'un montant de 5 260 \$.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Conformément à leurs échéances respectives, le classement chronologique des créances clients nettes se détaille comme suit :

	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Courant	39 393	37 455
31-60 jours	39 183	34 779
Échus 1-30 jours	26 305	27 907
Échus 31-60 jours	12 073	8 281
Échus 61-120 jours	8 421	5 549
Échus de plus de 121 jours ⁽¹⁾	16 767	15 921
	142 142	129 892

⁽¹⁾ Inclut des retenues sur contrat totalisant 9 290 \$ (2 822 \$ en 2017).

Les variations de la provision pour créances douteuses ont été comme suit :

	2018 \$	2017 \$
Solde au début de l'exercice	4 053	2 848
Charges pour mauvaises créances	1 126	2 309
Radiations	(2 815)	(1 104)
Solde à la fin de l'exercice	2 364	4 053

L'exposition au risque de crédit et les moyens utilisés pour la réduire sont discutés en détail à la note 4.

15. Stocks

	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Fournitures	5 274	6 155
Matières premières	1 932	2 194
Produits en cours	3 098	2 793
Produits finis	407	408
	10 711	11 550

Le coût des stocks comptabilisés en charges au cours de l'exercice a été de 51 795 \$ (45 404 \$ en 2017).

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

16. Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Participations dans des coentreprises

Les résultats de la Société incluent la quote-part des activités des coentreprises qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation de 50 % sont : Terminal Termont inc., Transport Nanuk inc., Compagnie d'Amarrage de Québec inc., La Compagnie d'Amarrage (Trois-Rivières) ltée, Services maritimes Québec inc., 9260-0873 Québec inc. et Les Structures de quais mobiles Flexiport inc. La Société détient également une participation de 49 % dans Qikiqtaaluk Environmental Inc. et Services environnementaux Avataani inc.

Aucune des coentreprises de la Société n'est une entité cotée à la bourse et, par conséquent, aucune n'a de prix cotés publiés.

La Société a une seule coentreprise importante, Terminal Termont inc., spécialisée dans la manutention de conteneurs, ce qui s'intègre bien aux activités principales de la Société. L'adresse du siège social de Terminal Termont inc. est Port de Montréal, Section 68, C.P. 36, Succ. K, Montréal (QC) H1N 3K9, Canada.

Les tableaux suivants résument l'information financière de Terminal Termont inc. :

	2018	2017
	\$	\$
État de la situation financière		
Actif courant (incluant de la trésorerie et équivalents de trésorerie de 1 973 \$ (2 076 \$ en 2017)	3 432	3 111
Actif non courant	44 786	40 379
Passif courant	(543)	(298)
Actif net	47 675	43 192
 Quote-part de l'actif net de la Société présentée en tant que participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence		
	23 841	21 599
 Résultats		
Produits	3 714	3 137
Quote-part du résultat d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	6 907	6 154
Produits d'intérêts	29	17
Impôt sur le résultat	(760)	(688)
Résultat et total du résultat global de l'exercice	8 984	8 042
 Quote-part du résultat et du total du résultat global de l'exercice de la Société		
	4 492	4 021
 Dividende reçu par la Société		
	2 250	1 000

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

La Société détient également des participations dans des coentreprises individuellement non significatives. Le tableau suivant présente globalement l'information financière pour la quote-part de toutes les coentreprises non significatives de la Société :

	2018 \$	2017 \$
Valeur comptable des participations dans des coentreprises individuellement non significatives	14 164	12 751
Résultat de l'exercice	3 619	2 931
Autres éléments du résultat global	114	(100)
Total du résultat global de l'exercice	3 733	2 831
Dividendes reçus par la Société	2 346	2 600

17. Immobilisations corporelles

Coût	Terrains et bâtiments \$	Outilage, matériel roulant et matériel roulant loué en vertu de contrats de location-financement \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2017	69 404	147 057	3 559	5 636	15 420	241 076
Ajouts	1 801	16 815	405	116	3 156	22 293
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises (note 5)	—	13 589	344	6 584	—	20 517
Sorties et radiations	(3 581)	(7 368)	(318)	(747)	—	(12 014)
Transferts	37	7 634	(79)	—	(7 592)	—
Incidence des écarts de change	(914)	(3 343)	(38)	(488)	(1 029)	(5 812)
Au 31 décembre 2017	66 747	174 384	3 873	11 101	9 955	266 060
Ajouts	131	5 433	291	1 206	7 820	14 881
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises (note 5)	3 347	18 189	615	353	—	22 504
Sorties et radiations	(379)	(5 056)	129	(308)	—	(5 614)
Transferts	3 513	8 633	—	2 054	(14 200)	—
Incidence des écarts de change	258	6 555	(328)	(464)	(619)	5 402
Au 31 décembre 2018	73 617	208 138	4 580	13 942	2 956	303 233

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Cumul de l'amortissement	Terrains et bâtiments \$	Outilage, matériel roulant et matériel roulant loué en vertu de contrats de location-financement \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2017	11 949	83 050	2 831	4 655	—	102 485
Dotation à l'amortissement	1 742	13 863	465	558	—	16 628
Élimination liée à la sortie d'actifs et radiations	(3 557)	(7 021)	(311)	(747)	—	(11 636)
Incidence des écarts de change	(52)	(2 444)	53	309	—	(2 134)
Au 31 décembre 2017	10 082	87 448	3 038	4 775	—	105 343
Dotation à l'amortissement	2 022	19 441	1 136	823	—	23 422
Élimination liée à la sortie d'actifs et radiations	(357)	(6 913)	7	(229)	—	(7 492)
Incidence des écarts de change	1 219	1 934	(446)	28	—	2 735
Au 31 décembre 2018	12 966	101 910	3 735	5 397	—	124 008
Valeur comptable	Terrains et bâtiments \$	Outilage, matériel roulant et matériel roulant loué en vertu de contrats de location-financement \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Au 31 décembre 2017	56 665	86 936	835	6 326	9 955	160 717
Au 31 décembre 2018	60 651	106 228	845	8 545	2 956	179 225

18. Goodwill

Coût

	2018 \$	2017 \$
Solde au début de l'exercice	106 918	26 199
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises (note 5)	41 017	80 972
Incidence des écarts de change	3 863	(253)
Solde à la fin de l'exercice	151 798	106 918

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Cumul des pertes de valeur

	2018	2017
	\$	\$
Solde au début et à la fin de l'exercice	1 300	1 300
Valeur comptable		
	Au	Au
	31 décembre	31 décembre
	2018	2017
	\$	\$
Coût	151 798	106 918
Cumul des pertes de valeur	(1 300)	(1 300)
	150 498	105 618

Test de dépréciation

La valeur comptable du goodwill a été affectée aux UGT ou aux groupes d'UGT suivants :

	Au	Au
	31 décembre	31 décembre
	2018	2017
	\$	\$
Valeur comptable		
Arrimage	58 187	13 307
Aqua-Pipe	86 445	86 445
Environnement	5 681	5 681
Agences	185	185
	150 498	105 618

La valeur recouvrable de toutes les UGT ou de tous les groupes d'UGT a été déterminée en fonction de la valeur d'utilité, qui est calculée en actualisant les projections des flux de trésorerie sur cinq ans tirées du budget approuvé par le conseil d'administration couvrant une période d'un an. Ces projections de flux de trésorerie traduisent l'expérience passée et les attentes futures quant à la performance financière. Un taux de croissance de 3,0% (3,0% en 2017) a été utilisé pour extrapoler les projections des flux de trésorerie au-delà de cette période d'un an.

Les taux d'actualisation avant impôt sur le résultat utilisés pour calculer la valeur d'utilité sont fondés sur des données de marché et étaient de 12,80% (9,10% en 2017) pour Arrimage, 12,46% (12,70% en 2017) pour Aqua-Pipe et 12,46% (12,70% en 2017) pour Environnement.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

19. Immobilisations incorporelles

Coût	Droits de location et localisation \$	Relations clients et carnet de commandes \$	Frais de dragage \$	Logiciels \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2017	20 008	4 942	358	2 022	27 330
Ajouts	1 197	—	—	45	1 242
Complètement amorties	—	(1 050)	(344)	(61)	(1 455)
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises (note 5)	—	16 750	—	—	16 750
Pertes de valeur et cessions	(2 917)	—	—	(26)	(2 943)
Incidence des écarts de change	(1 308)	(254)	(14)	(19)	(1 595)
Au 31 décembre 2017	16 980	20 388	—	1 961	39 329
Ajouts	—	62	—	146	208
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises (note 5)	—	33 109	—	1 108	34 217
Pertes de valeur et cessions	(6 821)	—	—	—	(6 821)
Incidence des écarts de change	1 483	2 827	—	451	4 761
Au 31 décembre 2018	11 642	56 386	—	3 666	71 694
Cumul de l'amortissement	Droits de location et localisation \$	Relations clients et carnet de commandes \$	Frais de dragage \$	Logiciels \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2017	4 123	2 771	326	1 877	9 097
Dotation à l'amortissement	929	16 228	—	74	17 231
Complètement amorties	—	(1 050)	—	—	(1 050)
Sorties	—	—	(308)	(80)	(388)
Incidence des écarts de change	(298)	(125)	(18)	(23)	(464)
Au 31 décembre 2017	4 754	17 824	—	1 848	24 426
Dotation à l'amortissement	987	3 739	—	432	5 158
Incidence des écarts de change	465	214	—	377	1 056
Au 31 décembre 2018	6 206	21 777	—	2 657	30 640
Valeur comptable	Droits de location et localisation \$	Relations clients et carnet de commandes \$	Frais de dragage \$	Logiciels \$	Total \$
Au 31 décembre 2017	12 226	2 564	—	113	14 903
Au 31 décembre 2018	5 436	34 609	—	1 009	41 054

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Cumul des pertes de valeur

	2018 \$	2017 \$
Solde au début de l'exercice	2 917	—
Perte de valeur sur les droits de location et localisation attribuable au secteur des services maritimes de la Société	6 821	2 917
Solde à la fin de l'exercice	9 738	2 917

Au cours de l'exercice, la Société a soumis à un test de dépréciation d'une UGT dont la valeur comptable ne lui semblait pas recouvrable. Par conséquent, elle a inscrit une perte de valeur de 6 821 \$ (2 917 \$ en 2017). La dotation aux amortissements découlant des immobilisations incorporelles enregistrée en 2018 est attribuable à la baisse de rentabilité des activités de logistique portuaire en Virginie (l'UGT). Lors du calcul de la valeur d'utilité de ces activités, la Société actualise les flux de trésorerie attendus en fonction de la durée de vie utile résiduelle des principaux actifs de l'UGT. Les prévisions de ventes sont fondées sur les résultats d'exploitation réels, sur les taux de croissance prévue du secteur et sur l'expérience passée des dirigeants. La valeur recouvrable des UGT faisant l'objet de tests de dépréciation est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts aux fins de vente et la valeur d'utilité. La valeur recouvrable a été déterminée comme étant sa valeur d'utilité au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt sur le résultat de 13,4 % (13,8 % en 2017).

Dépenses en recherche et développement

Un montant de 1 361 \$ (1 313 \$ en 2017) au titre des dépenses en recherche et développement a été comptabilisé en tant que charge au cours de l'exercice.

20. Actifs et obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

La Société dispose de divers régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies qui procurent des prestations de retraite à ses employés.

Les obligations prévues au titre des prestations définies au 31 décembre 2018 ont été extrapolées d'après les obligations prévues au titre des prestations définies fondées sur les plus récentes évaluations actuarielles.

La plus récente évaluation actuarielle du Régimes de retraite supplémentaire des hauts dirigeants de LOGISTEC remonte au 31 décembre 2017.

Les régimes de retraite de la Société peuvent être exposés à divers types de risques. La Société n'a pas identifié de risques inhabituels auxquels ses régimes de retraite sont exposés. Des analyses régulières de l'appariement de l'actif et du passif sont effectuées afin d'aligner la politique d'investissement avec les obligations des régimes. La répartition des placements à revenu fixe est ensuite ajustée selon l'évolution des obligations des régimes. Les placements à revenu fixe sont constitués d'obligations et de contrats de rente. Les contrats de rente sont achetés lorsque des occasions se présentent sur les marchés financiers.

La duration moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies est de 15,25 ans.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Le tableau suivant présente l'information relative aux régimes de retraite à prestations définies, établie par un actuaire indépendant :

	2018 \$	2017 \$
Obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice	(33 913)	(30 383)
Coût des services rendus	(1 346)	(1 273)
Charge d'intérêts	(1 215)	(1 251)
Cotisations salariales	(126)	(143)
Gain (perte) actuariel(le) découlant des ajustements liés à l'expérience	2 046	(2 054)
Prestations versées	1 477	1 191
Obligations au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	(33 077)	(33 913)
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	20 606	18 690
Produits d'intérêts	717	751
Variation de l'actif des régimes, excluant les montants inclus dans les produits d'intérêts	(1 736)	1 062
Frais administratifs	(13)	(15)
Cotisations patronales ⁽¹⁾	1 148	1 166
Cotisations salariales	126	143
Prestations versées	(1 477)	(1 191)
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	19 371	20 606
Passif net au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	(13 706)	(13 307)

Le passif net au titre des prestations définies comprend les éléments suivants :

Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	—	606
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi ⁽²⁾	(13 706)	(13 913)
Passif net au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	(13 706)	(13 307)

⁽¹⁾ Les cotisations patronales incluent les cotisations de 96 \$ (130 \$ en 2017) effectuées par une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de la Société.

⁽²⁾ Les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi dans les états consolidés de la situation financière comprennent 1 010 \$ (865 \$ en 2017) pour des régimes de retraite à cotisations définies offerts à certains principaux dirigeants pour lesquels aucune cotisation n'a été effectuée.

Le tableau suivant présente le rapprochement des obligations au titre des prestations définies, de la juste valeur de l'actif des régimes, ainsi que du déficit des régimes à l'égard des régimes entièrement et partiellement capitalisés, et non capitalisés :

	Entièrement et partiellement capitalisés		Non capitalisés		Total	
	2018 \$	2017 \$	2018 \$	2017 \$	2018 \$	2017 \$
Obligations au titre des prestations définies	(20 377)	(21 596)	(12 700)	(12 317)	(33 077)	(33 913)
Juste valeur de l'actif des régimes	19 371	20 606	—	—	19 371	20 606
Déficit des régimes	(1 006)	(990)	(12 700)	(12 317)	(13 706)	(13 307)

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

L'actif des régimes est constitué des éléments suivants :

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017
	\$	\$
Trésorerie	147	81
Obligations	7 263	7 307
Contrats de rente	3 087	3 336
Actions canadiennes et étrangères	8 874	9 882
	19 371	20 606

Le tableau suivant présente le rapprochement de la charge nette pour tous les régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies inscrite dans la charge au titre des avantages du personnel dans les états consolidés des résultats pour les exercices clos les 31 décembre :

	2018	2017
	\$	\$
Coût des services rendus	1 346	1 273
Charge d'intérêts nette	499	500
Frais administratifs	13	15
	1 858	1 788
Moins : charge nette prise en charge par une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de la Société	(113)	(91)
Coût des régimes de retraite à prestations définies comptabilisé	1 745	1 697
Charge nette au titre des régimes de retraite à cotisations définies	2 706	2 323
Charge nette pour tous les régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies	4 451	4 020

Hypothèses actuarielles importantes

Les hypothèses actuarielles importantes retenues par la Société pour évaluer son passif net au titre des prestations définies sont les suivantes :

	2018	2017
	%	%
Passifs au titre des prestations définies		
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	4,0	3,5
Taux de croissance attendu de la rémunération	3,8	3,5 à 4,0
Coût des prestations		
Taux d'actualisation	3,5	4,0
Taux de croissance attendu de la rémunération	3,8	3,5 à 4,0

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2018, toutes choses étant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'actualisation aurait eu une incidence positive de 4 535 \$ (4 821 \$ en 2017), tandis qu'une variation hypothétique de -1,0 % aurait eu une incidence négative de 5 698 \$ (6 111 \$ en 2017) sur l'obligation au titre des prestations définies.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Au 31 décembre 2018, toutes choses étant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux de croissance attendu de la rémunération aurait eu une incidence négative de 1 155 \$ (1 285 \$ en 2017), tandis qu'une variation hypothétique de -1,0 % aurait eu une incidence positive de 1 075 \$ (1 190 \$ en 2017) sur l'obligation au titre des prestations définies.

Cotisations aux régimes de retraite

Le total des versements en espèces au titre des avantages postérieurs à l'emploi pour 2018, qui se compose de cotisations en espèces de la Société à ses régimes de retraite capitalisés, de paiements en espèces versés directement aux bénéficiaires au titre des autres régimes de retraite non capitalisés, ainsi que de cotisations en espèces à ses régimes de retraite à cotisations définies, s'est élevé à 3 207 \$ (2 962 \$ en 2017).

En 2019, la Société s'attend à ce que ses cotisations aux régimes de retraite à prestations définies s'élèvent à 1 171 \$.

21. Actifs financiers non courants

	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Actifs financiers non courants (note 6)	3 547	3 758
Retenues sur contrat	2 627	4 068
Autres	154	158
	6 328	7 984

22. Emprunts bancaires à court terme

FER-PAL a une marge de découvert au titre d'une facilité de crédit d'un montant maximal de 15 000 \$ garantie par l'ensemble des immobilisations corporelles liées aux activités de FER-PAL, y compris le matériel, les créances clients et autres débiteurs ainsi que toutes les immobilisations corporelles qui feront l'objet d'une acquisition dans l'avenir. Le prêt est remboursable sur demande et porte intérêt au taux d'emprunt préférentiel de la banque majoré de 0,75 %. Au 31 décembre 2018, le taux d'emprunt de la banque était de 2,70 % et un découvert de 13 577 \$ a été comptabilisé.

La facilité peut prendre la forme de découverts, d'acceptations bancaires et de lettres de crédit. En vertu des modalités rattachées à la facilité, FER-PAL doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait au ratio maximal de la dette à long terme sur le BAIIA, au ratio minimal de couverture des charges fixes et au ratio d'endettement.

23. Dettes fournisseurs et autres créditeurs

	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Dettes fournisseurs	36 938	50 414
Courus	44 456	25 550
Autres	16 451	9 210
	97 845	85 174

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

24. Dette à long terme

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017
	\$	\$
Facilité de crédit renouvelable, portant intérêt au taux préférentiel de la banque, au taux des acceptations bancaires ou au taux des prêts au TIOL, sans remboursement du capital requis avant septembre 2021. Le taux d'intérêt moyen pondéré était de 4,21 % au 31 décembre 2018 ⁽¹⁾	104 527	47 962
Dette à long terme non garantie, portant intérêt à 4,82 % et à 4,64 %, sans remboursement du capital avant décembre 2022, remboursable en 20 versements trimestriels consécutifs égaux, échéant en 2027 ⁽²⁾	50 000	25 000
Facilités de crédit à terme, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,75 % à 1,50 %, avec des échéances allant d'octobre 2018 jusqu'à cinq ans à partir de la date de l'avance ⁽³⁾	574	1 861
Prêt du gouvernement ne portant pas intérêt, échéant en 2022	1 600	2 000
Prêt pour l'achat de matériel, échéant entre 2018 à 2022, portant intérêt à des taux variant de 0,50 % à 6,20 %	3 932	3 686
Solde du prix de vente pour les regroupements d'entreprises, ne portant pas intérêt, échéant en 2018	—	650
Autres	2 664	2 245
	163 297	83 404
Moins :		
Tranche courante	3 294	5 447
	160 003	77 957

⁽¹⁾ Le 7 novembre 2018, la Société et sa filiale en propriété exclusive, LOGISTEC USA Inc., ont solidairement conclu une entente de crédit de 175 000 \$ par suite d'une modification de l'entente de crédit initiale.

Les détails de la facilité de crédit sont les suivants :

- Une facilité de crédit engagée renouvelable de 175 000 \$ (ou l'équivalent en dollars américains) de 34 mois, qui doit être utilisée aux fins des besoins de trésorerie à court et à long terme, à des fins d'investissement et de refinancement de dettes existantes. La facilité peut prendre la forme d'avances directes, d'acceptations bancaires et de lettres de crédit. La facilité de crédit renouvelable vient à échéance en septembre 2021. Au 31 décembre 2018, un montant de 62 877 \$ US a été prélevé sur la facilité de crédit.
- Le taux d'intérêt sur les sommes empruntées en vertu de cette entente est fonction du type de prêt choisi, auquel s'ajoute une marge variant selon le niveau du quotient de la dette à long terme sur le BAIIA⁽¹⁾ de la Société.

⁽²⁾ Le 14 septembre 2017, la Société a conclu une entente additionnelle de prêt non garanti de 50 000 \$.

Les détails de la facilité de prêt sont les suivants :

- Un prêt non garanti de 25 000 \$ contracté le 14 septembre 2017 dans le cadre de l'acquisition d'une filiale. Le prêt vient à échéance en septembre 2027 et porte intérêt à un taux de 4,82 %, payable trimestriellement. Le remboursement commence en décembre 2022 et s'effectuera en 20 versements trimestriels consécutifs égaux de 1 250 \$.
- Un prêt non garanti de 25 000 \$ contracté le 27 février 2018 dans le cadre de l'acquisition d'une filiale. Le prêt vient à échéance en septembre 2027 et porte intérêt à un taux de 4,64 %, payable trimestriellement. Le remboursement commence en décembre 2022 et s'effectuera en 20 versements trimestriels consécutifs égaux de 1 250 \$.

⁽³⁾ Le 1 mai 2018, la Société et sa filiale FER-PAL ont porté leur entente de crédit à 18 325 \$.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Les détails de la facilité de crédit sont les suivants :

- Une marge de découvert de 15 000 \$ remboursable à vue, qui doit être utilisée aux fins des besoins opérationnels. La facilité peut prendre la forme de marges de découvert, d'acceptations bancaires et de lettres de crédit. Les avances sont établies en fonction de la valeur estimée de bonne qualité du crédit des créances clients.
- Un emprunt à vue d'un montant de 1 575 \$ payable dans 60 mois en versements de capital égaux, plus les intérêts mensuels, portant intérêt à un taux préférentiel plus 0,75 %.
- Une facilité de crédit de cartes de crédit d'entreprise de 750 \$.
- Une facilité de gestion du risque d'un montant de 1 000 \$, qui peut prendre la forme de contrats de change à terme.

La facilité est garantie par un contrat de sûreté général portant sur la totalité des actifs présents et futurs.

- (i) *Le BAIA est une mesure non définie par les IFRS et est la somme du résultat attribuable aux propriétaires de la Société, de la charge d'intérêts, de l'impôt sur le résultat, de la dotation aux amortissements, du remboursement par des clients du placement dans un contrat de service et des pertes de valeur.*

L'échéancier de la dette à long terme se détaille comme suit :

Total des versements de capital requis	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Moins de 1 an	3 294	5 447
Entre 1 an et 5 ans	121 339	54 207
Plus de 5 ans	38 664	23 750
	163 297	83 404

Instruments de couverture

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société avait désigné un montant de 62 000 \$ US (84 580 \$ CA) de la facilité de crédit en dollars américains comme instrument de couverture de l'investissement net dans ses établissements étrangers. Aucune inefficacité ayant été constatée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, il n'y a donc pas eu d'impact sur les états consolidés du résultat. Par conséquent, un montant de 4 377\$ de perte de change a été reclassé dans les autres éléments du résultat global.

25. Provisions

	Demandes d'indemnisation et litiges \$	Quote-part des pertes de certaines coentreprises \$	Autres \$	Total \$
Au 31 décembre 2017	650	480	453	1 583
Provisions additionnelles	956	—	46	1 002
Règlement des provisions	(367)	—	4	(363)
Reprise des provisions	(616)	—	7	(609)
Au 31 décembre 2018	623	480	510	1 613
Moins : provisions courantes	623	—	200	823
Provisions non courantes	—	480	310	790

Les autres provisions incluent les provisions pour garantie et les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations découlent essentiellement de l'obligation de retirer des actifs et de restaurer les sites en vertu des contrats de location simple qui viennent à échéance jusqu'en 2031.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Remboursements

Un montant de 1 055 \$ (1 022 \$ en 2017) est comptabilisé à titre d'actif dans les créances clients et autres débiteurs pour le remboursement à recevoir de la compagnie d'assurances relativement aux demandes d'indemnisation.

26. Passifs non courants

	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Passifs à long terme dus aux actionnaires (notes 5 et 27) ⁽¹⁾	40 947	59 168
Régimes d'intéressement à long terme	4 197	2 469
Autres	1 046	4
	46 190	61 641

⁽¹⁾ Les passifs à long terme dus aux actionnaires de FER-PAL, de Sanexen et de LGC totalisent respectivement 32 783 \$, 5 765 \$ et 2 399 \$ au 31 décembre 2018 (48 427 \$, 8 585 \$ et 2 156 \$ au 31 décembre 2017).

27. Capital social

Autorisé, en nombre illimité :

- actions privilégiées de premier rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries;
- actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries;
- actions ordinaires de catégorie A, sans valeur nominale, comportant 30 votes par action, convertibles en actions subalternes à droit de vote de catégorie B au gré du porteur;
- actions subalternes à droit de vote de catégorie B, sans valeur nominale, comportant un vote par action, donnant droit à leurs porteurs de recevoir un dividende équivalant à 110 % de tout dividende déclaré par action ordinaire de catégorie A.

	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Émises et en circulation ⁽¹⁾		
7 392 722 actions de catégorie A (7 406 222 en 2017)	4 885	4 895
5 273 334 actions de catégorie B (5 113 255 en 2017)	30 131	24 124
	35 016	29 019

⁽¹⁾ Toutes les actions émises et en circulation sont entièrement payées.

Rachat de la participation ne donnant pas le contrôle de Sanexen

Le 24 mars 2016, LOGISTEC a conclu une entente visant l'acquisition de la participation résiduelle de 29,78 % dans Sanexen qu'elle ne détenait pas déjà pour une contrepartie globale de 40 818 \$ (la « transaction Sanexen »).

Dans le cadre de la transaction, les actionnaires de Sanexen détenant une participation ne donnant pas le contrôle ont échangé leurs actions ordinaires du capital de Sanexen contre deux catégories d'actions privilégiées de Sanexen nouvellement créées ne comportant aucun droit de vote ou droit aux dividendes, soit les actions privilégiées de catégorie G (les « actions de catégorie G ») et les actions privilégiées de catégorie H (les « actions de catégorie H »), faisant en sorte que LOGISTEC détient la totalité des actions ordinaires de Sanexen.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Immédiatement après l'échange d'actions, LOGISTEC et les actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle ont conclu une convention d'option d'achat-vente d'actions (la « Convention d'option ») en vertu de laquelle LOGISTEC s'est vu octroyer des options d'achat pouvant être exercées en totalité ou en partie à tout moment afin d'acquérir leurs actions de catégorie G pour une contrepartie en trésorerie de 15 920 \$ et d'acquérir leurs actions de catégorie H contre 754 015 actions de catégorie B du capital de LOGISTEC pour un montant de 24 898 \$.

En vertu de la Convention d'option, chaque actionnaire qui détient une participation ne donnant pas le contrôle s'est vu octroyer une option de vente lui permettant de vendre à LOGISTEC ses actions de catégorie G dans certaines circonstances, y compris la cessation d'emploi, et une option de vente lui permettant de vendre à LOGISTEC ses actions de catégorie H, à raison de un cinquième (1/5) à chacun des cinq premiers anniversaires de la signature de la Convention d'option, au même prix d'exercice que celui des options d'achat de LOGISTEC. Un escompte de 40 %, soit 4 518 \$, sera appliqué au prix d'achat des actions de catégorie G de certains des actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle s'ils quittent volontairement Sanexen avant le 24 mars 2021.

Au cours de l'exercice 2018, 154 529 actions de catégorie B ont été émises pour acheter les actions de catégorie H de Sanexen. Au 31 décembre 2018, il restait 445 702 actions de catégorie B à émettre et le montant connexe comptabilisé dans les états financiers de la Société à titre de capital social devant être émis s'élevait à 14 717 \$.

Les soldes se présentent comme suit :

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017
	\$	\$
Passifs non courants	5 765	8 585
Capital social devant être émis	14 717	19 820

Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction

La Société a réservé 580 000 actions de catégorie B en vertu du Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction. Ces options sont attribuées au prix du marché. Les droits sur les options attribuées sont acquis sur une période de cinq ans au taux de 20 % par année à compter de la date d'attribution. Des options d'achat visant 550 000 actions de catégorie B ont été attribuées en vertu de ce régime. Il demeure un solde non distribué de 180 000 actions de catégorie B réservé pour émission aux termes dudit régime, puisque 150 000 options n'ont pas été exercées et ont expiré ou ont fait l'objet d'une renonciation dans une année antérieure, lesquelles options font partie du solde non distribué réservé pour émission aux termes du Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction. Il n'y avait aucune option en cours aux 31 décembre 2018 et 2017.

Régime d'achat d'actions pour les employés (« RAAE »)

En vertu du RAAE, 600 000 actions de catégorie B étaient réservées aux fins d'émission ultérieure. Au 1^{er} janvier 2018, un solde de 231 750 actions de catégorie B n'avait pas encore été attribué en vertu de ce RAAE. Les employés admissibles désignés par le conseil d'administration doivent compter au moins deux ans de service. La participation est volontaire. Le prix de souscription est fixé par la moyenne des cours plafond et plancher d'un lot régulier d'actions de catégorie B négociées à la TSX sur une période de cinq jours, consécutifs ou non, précédant le dernier jeudi du mois de mai de l'année où les actions sont émises (ou le dernier jeudi d'un mois donné déterminé par le conseil d'administration, qui correspond au mois précédent la date d'émission), moins un escompte maximal de 10 %. Un prêt ne portant pas intérêt est offert par la Société aux fins d'acquisition de ces actions. Les prêts sont remboursés sur une période de deux ans par voie de retenues à la source. Au 31 décembre 2018, à la suite de l'émission de 23 250 actions

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

de catégorie B (15 850 en 2017) en vertu de ce RAAE, un solde de 208 500 actions de catégorie B n'avait pas encore été attribué en vertu de ce RAAE. Ces 23 250 actions de catégorie B (15 850 en 2017) ont été émises pour une contrepartie en trésorerie de 562 \$ (201 \$ en 2017) et pour des prêts ne portant pas intérêt d'un montant de 489 \$ (334 \$ en 2017), remboursables sur deux ans et dont la valeur comptable était de 482 \$ au 31 décembre 2018 (423 \$ en 2017).

Programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (« RACNA »)

La Société a racheté, aux fins d'annulation, certaines de ses actions dans le cadre de RACNA. Dans le cadre du RACNA en cours, qui a commencé le 26 octobre 2018 et qui se terminera le 25 octobre 2019, LOGISTEC a l'intention de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 370 251 actions de catégorie A et 264 186 actions de catégorie B, représentant 5 % des actions émises et en circulation de chaque catégorie au 22 octobre 2018.

Tout actionnaire peut obtenir sans frais une copie de l'avis d'intention relatif au RACNA déposé auprès de la TSX en s'adressant à la Société.

En vertu des divers RACNA, LOGISTEC a procédé à des rachats via la TSX. Les tableaux suivants présentent le nombre d'actions rachetées par RACNA et par année :

Rachats d'actions par offre	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B	Actions de catégorie A Prix moyen \$	Actions de catégorie B Prix moyen \$
RACNA 2016 (26 octobre 2016 au 25 octobre 2017)				
Rachat en 2016	1 200	19 500	38,51	36,04
Rachat en 2017	2 500	21 300	37,01	35,21
Total RACNA 2016	3 700	40 800	37,50	35,60
RACNA 2017 (26 octobre 2017 au 25 octobre 2018)				
Rachat en 2017	3 700	6 700	41,85	43,69
Rachat en 2018	700	7 800	46,48	48,73
Total RACNA 2017	4 400	14 500	42,59	46,40
RACNA 2018 (26 octobre 2018 au 25 octobre 2019)				
Rachat en 2018	3 000	19 700	48,34	49,15
Total RACNA 2018	3 000	19 700	48,34	49,15
Rachats d'actions par année				
2017				
RACNA 2016		2 500	21 300	
RACNA 2017		3 700	6 700	
Total 2017		6 200	28 000	
2018				
RACNA 2017		700	7 800	
RACNA 2018		3 000	19 700	
Total 2018		3 700	27 500	

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Le nombre d'actions a varié comme suit :

	Nombre d'actions de catégorie A	Nombre d'actions de catégorie B	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B
			\$	\$
Au 1^{er} janvier 2017	7 412 722	4 744 300	4 899	10 719
Rachetées dans le cadre des RACNA	(6 200)	(28 000)	(4)	(84)
RAAE	—	15 850	—	535
Conversion	(300)	300	—	—
Exercice d'options en vertu de la transaction liée à Sanexen	—	150 058	—	4 954
Émission d'actions en vertu de l'acquisition de FER-PAL (note 5)	—	230 747	—	8 000
Au 31 décembre 2017	7 406 222	5 113 255	4 895	24 124
Rachetées dans le cadre des RACNA	(3 700)	(27 500)	(3)	(154)
RAAE	—	23 250	—	1 051
Conversion	(9 800)	9 800	(7)	7
Exercice d'options en vertu de la transaction liée à Sanexen	—	154 529	—	5 103
Au 31 décembre 2018	7 392 722	5 273 334	4 885	30 131

Dividendes

Les dividendes déclarés par action se détaillent comme suit :

	2018	2017
	\$	\$
Actions de catégorie A	0,35	0,32
Actions de catégorie B	0,38	0,35

Les dividendes versés par action se détaillent comme suit :

	2018	2017
	\$	\$
Actions de catégorie A	0,34	0,31
Actions de catégorie B	0,37	0,34

Le 15 mars 2019, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,09075 \$ par action de catégorie A et de 0,099825 \$ par action de catégorie B, lesquels seront payés le 18 avril 2019 à tous les actionnaires inscrits le 4 avril 2019. Le dividende estimatif à verser est de 671 \$ pour les actions de catégorie A et de 541 \$ pour les actions de catégorie B.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

28. Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Éléments sans effet sur la trésorerie et équivalents de trésorerie

	2018 \$	2017 \$
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies	1 922	1 878
Dotation aux amortissements	28 580	33 859
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(8 111)	(6 952)
Charges financières	8 046	3 937
Produits financiers	(572)	(404)
Impôt exigible	8 715	12 380
Impôt différé	(5 407)	(6 169)
Actifs non courants	173	2 775
Produits différés	(400)	(400)
Passifs non courants	1 727	(193)
Pertes de valeur (note 19)	6 821	2 917
Autres	2 329	271
	43 823	43 899

Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

	2018 \$	2017 \$
Diminution (augmentation) de ce qui suit :		
Créances clients et autres débiteurs	9 881	(42 370)
Impôt sur le résultat	(1 323)	1 269
Charges payées d'avance	340	1 393
Stocks	1 297	(1 188)
Autres actifs financiers	639	(40)
Augmentation (diminution) de ce qui suit :		
Dettes fournisseurs et autres créiteurs	(8 528)	17 727
Produits différés	1 813	(676)
	4 119	(23 885)

Opérations sans effet sur la trésorerie

Au cours de 2018, la Société a fait l'acquisition d'immobilisations corporelles dont un montant de 817 \$ (2 067 \$ en 2017) était impayé à la fin de l'exercice.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Rapprochement des passifs découlant des activités de financement

Les tableaux suivants présentent les soldes d'ouverture et de clôture liés aux activités de financement, y compris les changements dans la trésorerie et dans les éléments hors trésorerie pour l'exercice 2018 :

	Ouverture	Changements dans la trésorerie			Changements dans les éléments hors trésorerie	Clôture
		31 décembre 2017	Rembour- sements	Emprunts		
			\$	\$	\$	31 décembre 2018
Facilité de crédit renouvelable	47 962	(56 188)	107 921	—	4 832	104 527
Dette liée à des prêts non garantis	25 000	—	25 000	—	—	50 000
Facilité de crédit à terme	1 861	(2 787)	1 500	—	—	574
Prêt du gouvernement	2 000	(400)	—	—	—	1 600
Prêt lié à l'équipement	3 686	(1 543)	222	1 379	188	3 932
Solde du prix de vente	650	(650)	—	—	—	—
Autres	2 245	(814)	10	1 066	157	2 664
Total	83 404	(62 382)	134 653	2 445	5 177	163 297

Les tableaux suivants présentent les soldes d'ouverture et de clôture liés aux activités de financement, y compris les changements dans la trésorerie et dans les éléments hors trésorerie pour l'exercice 2017 :

	Ouverture	Changements dans la trésorerie			Changements dans les éléments hors trésorerie	Clôture
		31 décembre 2016	Rembour- sements	Emprunts		
			\$	\$	\$	31 décembre 2017
Facilité de crédit renouvelable	55 699	(66 933)	59 785	—	(589)	47 962
Dette liée à des prêts non garantis	—	—	25 000	—	—	25 000
Facilité de crédit à terme	—	(1 000)	—	2 861	—	1 861
Prêt du gouvernement	2 000	—	—	—	—	2 000
Prêt lié à l'équipement	229	(594)	3 782	382	(113)	3 686
Solde du prix de vente	1 150	(500)	—	—	—	650
Autres	1 247	(1 802)	1 447	1 353	—	2 245
Total	60 325	(70 829)	90 014	4 596	(702)	83 404

29. Transactions entre parties liées

Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales qui sont des parties liées à la Société ont été éliminés à la consolidation et ne sont pas présentés dans cette note. L'information relative aux transactions entre la Société et les autres parties liées est présentée ci-après.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Transactions commerciales

Les tableaux qui suivent résument les transactions entre parties liées de la Société avec ses coentreprises au cours des exercices :

	2018 \$	2017 \$
Vente de services	3 910	2 392
Achat de services	845	592
	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Montants dus à des coentreprises	3 249	1 404
Montants dus par des coentreprises	975	830

Les montants non réglés ne sont pas garantis et seront réglés en espèces. Aucune garantie n'a été donnée ou obtenue.

Transactions effectuées avec les actionnaires

Les transactions effectuées avec Investissements Sumanic inc., actionnaire le plus important de la Société, ont été les suivantes :

	2018 \$	2017 \$
Dividendes payés à Investissements Sumanic inc.	1 963	1 787

Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau suivant présente la rémunération des administrateurs et des autres principaux dirigeants ⁽¹⁾ au cours des exercices clos :

	2018 \$	2017 \$
Avantages à court terme	7 966	5 365
Avantages postérieurs à l'emploi	758	331
Autres avantages à long terme	1 030	1 039
	9 754	6 735

⁽¹⁾ La rémunération des principaux dirigeants inclut la rémunération du président d'une des coentreprises de la Société.

30. Information sectorielle

La Société et ses filiales sont structurées et exercent leurs activités dans deux secteurs à présenter, soit les services maritimes et les services environnementaux. Les méthodes comptables utilisées dans chacun des secteurs sont identiques à celles utilisées aux fins des états financiers consolidés.

La Société présente de l'information sur ses secteurs à présenter, fondée sur les mesures utilisées par la direction pour l'évaluation du rendement de ces secteurs à présenter. Pour évaluer la performance opérationnelle de ses secteurs, la Société se fonde sur le résultat avant impôt constaté pour chaque secteur.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Le tableau suivant présente les informations financières par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques :

Secteurs d'exploitation

PRODUITS, RÉSULTATS ET AUTRES INFORMATIONS

	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
2018			
Produits	340 759	244 119	584 878
Dotation aux amortissements	18 167	10 413	28 580
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	7 588	523	8 111
Pertes de valeur	6 821	—	6 821
Charges financières	5 904	2 142	8 046
Produits financiers	260	312	572
Résultat avant impôt	21 713	(411)	21 302
Acquisition d'immobilisations corporelles, y compris les regroupements d'entreprises	26 529	10 856	37 385
2017			
Produits	205 278	270 465	475 743
Dotation aux amortissements	10 926	22 933	33 859
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	6 496	456	6 952
Perte de valeur	2 917	—	2 917
Charges financières	1 472	2 465	3 937
Produits financiers	81	323	404
Résultat avant impôt	20 283	13 284	33 567
Acquisition d'immobilisations corporelles, y compris les regroupements d'entreprises	22 807	20 003	42 810
ACTIFS ET PASSIFS			
2018			
Total de l'actif	377 876	259 227	637 103
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	36 524	1 481	38 005
Total du passif	242 708	130 006	372 714
2017			
Total de l'actif	236 173	277 366	513 539
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	33 197	1 153	34 350
Total du passif	124 764	157 980	282 744

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2018

des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Secteurs géographiques

Les produits de la Société provenant des clients externes par pays d'origine et les informations sur ses actifs non courants selon leur emplacement sont détaillés ci-dessous :

Produits	Canada \$	É.-U. \$	Total \$
2018	327 236	257 642	584 878
2017	355 151	120 592	475 743
Actifs non courants⁽¹⁾			
Au 31 décembre 2018	231 466	179 489	410 955
Au 31 décembre 2017	246 300	70 946	317 246

⁽¹⁾ Les actifs non courants excluent les actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les actifs financiers non courants et les actifs d'impôt différé.

31. Engagements

La Société est liée jusqu'en 2031 en vertu de contrats de location simple portant sur des bureaux, des installations portuaires et des équipements. Les paiements minimaux exigibles au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

	2018 \$	2017 \$
Moins de 1 an	19 693	17 219
Plus de 1 an et moins de 5 ans	53 640	52 238
Plus de 5 ans	11 896	12 097
	85 229	81 554

Au 31 décembre 2018, la Société avait 1 601 \$ (1 892 \$ en 2017) d'immobilisations corporelles en commande n'ayant pas encore été livrées. La livraison et le paiement devraient avoir lieu en 2019.

32. Passifs éventuels et garanties

Au 31 décembre 2018, la Société avait des lettres de garantie en cours d'un montant de 3 820 \$ (3 149 \$ en 2017) se rapportant à des garanties financières fournies dans le cours normal des activités. Ces lettres de garantie viennent à échéance au cours des 12 prochains mois.

En plus de l'information fournie aux notes 22 et 24, une filiale de la Société assure ses garanties de bonne exécution au moyen d'une hypothèque mobilière de deuxième rang de 30 000 \$ (30 000 \$ en 2017) grevant la totalité de ses créances clients actuelles et futures et de ses actifs.

La Société, solidairement avec l'un de ses partenaires, garantit l'obligation d'un contrat de location simple de l'une de ses coentreprises. La garantie est limitée à un montant cumulatif de 4 319 \$.

Au 31 décembre 2018, la Société avait des passifs éventuels totalisant 1 879 \$ (534 \$ en 2017) pour des obligations éventuelles de retirer des actifs et de restaurer les sites en vertu des contrats de location simple.

La Société indemnise ses administrateurs et dirigeants de tout préjudice subi en raison de l'exécution de leurs fonctions pour la Société, dans la mesure permise par la loi. La Société a souscrit à une police d'assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants et la maintient en vigueur.

Aucun montant n'a été inscrit dans les états financiers consolidés relativement aux passifs éventuels et garanties susmentionnés.

Administrateurs

James C. Cherry, FCPA, FCA⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾
Administrateur de sociétés

Serge Dubreuil, ing.⁽³⁾⁽⁴⁾
Consultant
Administrateur de sociétés

Curtis Jay Foltz,⁽¹⁾⁽⁴⁾
Consultant
Administrateur de sociétés

George Gugelmann⁽²⁾⁽³⁾
Investisseur privé

George R. Jones⁽³⁾
Administrateur de sociétés

Rudy Mack⁽²⁾⁽⁴⁾
Consultant principal
Rudy Mack Associates, Inc.
Administrateur de sociétés

Madeleine Paquin, C.M.⁽³⁾⁽⁴⁾
Présidente et chef de la direction
LOGISTEC Corporation

Nicole Paquin
Vice-présidente, systèmes d'information
LOGISTEC Arrimage inc.

Suzanne Paquin⁽³⁾
Présidente
Transport Nanuk inc.

J. Mark Rodger⁽¹⁾⁽²⁾
Associé
Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L.

Luc Sabbatini⁽¹⁾⁽²⁾
Chef de la direction
PBSC Solutions Urbaines inc.

Luc Villeneuve, FCPA, FCA⁽¹⁾⁽⁴⁾
Administrateur de sociétés

⁽¹⁾ Membre du comité de vérification

⁽²⁾ Membre du comité de régie d'entreprise et de ressources humaines

⁽³⁾ Membre du comité exécutif

⁽⁴⁾ Membre du comité de retraite

Dirigeants

George R. Jones
Président du conseil

Madeleine Paquin, C.M.
Présidente et chef de la direction

Jean-Claude Dugas, CPA, CA
Vice-président, finances
Secrétaire adjoint

Stéphane Blanchette, CRHA
Vice-président, ressources humaines

Suzanne Paquin
Vice-présidente

Marie-Chantal Savoy
Vice-présidente, stratégie et communications

Ingrid Stefancic, LL. B., FCIS, Acc. Dir
Vice-présidente, services corporatifs et juridiques
Secrétaire corporative

Mathieu Brunet, CPA, CGA
Trésorier

Carl Delisle, CPA, CA
Contrôleur corporatif

Kevin M. Bourbonnais
Vice-président, projets spéciaux

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Filiales

Agences maritimes LOGISTEC inc.
Agences maritimes de Sorel inc.
BalTerm, LLC
CrossGlobe Transport, Ltd.
FER-PAL Construction Ltd.
FER-PAL Construction USA, LLC
Gestion immobilière SETL inc.
GSM Intermediate Holdings, Inc.
GSM Maritime Holdings, LLC
Gulf Stream Marine, Inc.
Les Solutions multimodales MtLINK inc.
Les Terminaux Rideau Bulk Terminals Inc.
LOGISTEC Arrimage inc.
LOGISTEC Arrimage (Nouveau-Brunswick) inc.
LOGISTEC Arrimage (Nouvelle-Écosse) inc.
LOGISTEC Arrimage (Ontario) inc.
LOGISTEC Everglades LLC
LOGISTEC Gulf Coast LLC
LOGISTEC Services environnementaux inc.
LOGISTEC Services maritimes inc.
LOGISTEC Stevedoring U.S.A. Inc.
LOGISTEC USA Inc.
Niedner inc.
Pate Stevedore Company, Inc.
Ramsey Greig & Cie Itée
Sanexen Services Environnementaux inc.
Sanexen Water, Inc.
Tartan Terminals, Inc.

Entreprises associées

Compagnie d'Amarrage du St-Laurent inc.

Coentreprises / Sociétés

Compagnie d'Amarrage de Québec inc.
La Compagnie d'Amarrage (Trois-Rivières) Itée
La Compagnie de navigation de l'Arctique de l'Est du Nunavik inc.
La Compagnie de navigation de l'Arctique de l'Est du Nunavut inc.
Les Structures de quais mobiles
Flexiport inc.
NEAS inc.
NEAS Group Inc.
Northern Bear Shipping B.V.
Northern Fox Shipping B.V.
Northern Hare Shipping B.V.
Northern Loon Shipping B.V.
Northern Wolf Shipping B.V.
Qikiqtaaluk Environmental Inc.
Services environnementaux
Avataani inc.
Services maritimes Québec inc.
Terminal Termont inc.
Termont Montréal inc.
Transport Aujaq Inc.
Transport Inukshuk inc.
Transport Mitiq inc.
Transport Nanuk inc.
Transport Nunalik Inc.
Transport Qamutik inc.
Transport Sinaaq Inc.
Transport Umiarik inc.
9260-0873 Québec inc.

Banques

Bank of America
Banque Canadienne Impériale de Commerce
Banque HSBC Canada
Banque de Montréal
Banque Nationale du Canada
Hancock Bank
Harris Trust and Savings Bank
La Banque de Nouvelle-Écosse
La Banque Toronto-Dominion

Auditeur indépendant

KPMG S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Agent de transferts et agent chargé de la tenue des registres

Services aux investisseurs
Computershare inc.
1500, boul. Robert-Bourassa
7e étage
Montréal (QC) H3A 3S8

Inscription des actions

Bourse de Toronto

Siège social

LOGISTEC Corporation
360, rue Saint-Jacques
Bureau 1500
Montréal (QC) H2Y 1P5

Téléphone : (514) 844-9381
Télécopieur : (514) 844-9650
Adresses courriel :
info@logistec.com
ir@logistec.com
Internet : www.logistec.com

Assemblée annuelle des actionnaires

Le jeudi 9 mai 2019 à 11 h 30

BMO Banque de Montréal, Salle Hochelaga, 129, rue Saint-Jacques, 14^e étage, Montréal (QC)

Symboles boursiers +

LGT.A et LGT.B

Marques déposées

LOGISTEC est une marque déposée au Canada et aux États-Unis.
Aqua-Pipe est une marque déposée au Canada et aux États-Unis.
CrossGlobe et dessins sont des marques déposées aux États-Unis.
MtLINK est une marque déposée au Canada.
Sanexen est une marque déposée au Canada et aux États-Unis.

LOGISTEC Corporation
360, rue Saint-Jacques
Bureau 1500
Montréal (QC) H2Y 1P5

www.logistec.com

LOGISTEC

